



Disclaimer: unless otherwise agreed by the Council of UPOV, only documents that have been adopted by the Council of UPOV and that have not been superseded can represent UPOV policies or guidance.

This document has been scanned from a paper copy and may have some discrepancies from the original document.

---

Avertissement: sauf si le Conseil de l'UPOV en décide autrement, seuls les documents adoptés par le Conseil de l'UPOV n'ayant pas été remplacés peuvent représenter les principes ou les orientations de l'UPOV.

Ce document a été numérisé à partir d'une copie papier et peut contenir des différences avec le document original.

---

Allgemeiner Haftungsausschluß: Sofern nicht anders vom Rat der UPOV vereinbart, geben nur Dokumente, die vom Rat der UPOV angenommen und nicht ersetzt wurden, Grundsätze oder eine Anleitung der UPOV wieder.

Dieses Dokument wurde von einer Papierkopie gescannt und könnte Abweichungen vom Originaldokument aufweisen.

---

Descargo de responsabilidad: salvo que el Consejo de la UPOV decida de otro modo, solo se considerarán documentos de políticas u orientaciones de la UPOV los que hayan sido aprobados por el Consejo de la UPOV y no hayan sido reemplazados.

Este documento ha sido escaneado a partir de una copia en papel y puede que existan divergencias en relación con el documento original.



**ORGANISATION MONDIALE  
DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**



**UNION INTERNATIONALE  
POUR LA PROTECTION DES  
OBTENTIONS VÉGÉTALES**

**COMITE D'EXPERTS SUR L'INTERFACE  
ENTRE LA PROTECTION PAR BREVET ET LA PROTECTION  
PAR CERTIFICAT D'OBTENTION VÉGÉTALE**

**Genève, 29 janvier - 2 février 1990**

**RAPPORT**

**adopté par le Comité d'experts**

**I. INTRODUCTION**

1. Convoqué conjointement par le Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), dans le cadre du programme de 1990-1991 de l'Union internationale (de Paris) pour la protection de la propriété industrielle (voir le poste PRG.03.1) dans le document AB/XX/2), et le secrétaire général de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), dans le cadre du programme de 1990-1991 de cette union (voir le poste UV.07 dans le document C/XXIII/4), le Comité d'experts sur l'interface entre la protection par brevet et la protection par certificat d'obtention végétale (ci-après dénommé "comité d'experts") a tenu sa première session, à Genève, du 29 janvier au 2 février 1990.

2. Les Etats suivants étaient représentés à la session :

Algérie, Allemagne (République fédérale d'), Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Danemark, Egypte, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, République démocratique allemande, Royaume-Uni, Sénégal, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Tunisie, Turquie, Union soviétique, Uruguay, Venezuela, Viet Nam (39).

3. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées à la session :

Association européenne de libre-échange (AELE), Association internationale d'essais de semences (ISTA), Commission des Communautés européennes (CCE), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Organisation européenne des brevets (OEB).

4. Les organisations non gouvernementales suivantes étaient représentées à la session :

Association asiatique d'experts juridiques en brevets (APAA), Association de propriété industrielle du Pacifique (PIPA), Association des obtenteurs de variétés végétales de la Communauté économique européenne (COMASSO), Association internationale des producteurs de l'agriculture (AIPH), Association internationale des sélectionneurs pour la protection des obtentions végétales (ASSINSEL), Association internationale pour la promotion de l'enseignement et de la recherche en propriété intellectuelle (ATRIP), Association internationale pour la protection de la propriété industrielle (AIPPI), Chambre de commerce internationale (CCI), Comité des instituts nationaux d'agents de brevets (CNIPA), Comité des organisations professionnelles agricoles de la Communauté économique européenne (COPA), Comité général de la coopération agricole de la Communauté économique européenne (COGECA), Communauté internationale des obtenteurs de plantes ornementales et fruitières de reproduction asexuée (CIOPORA), Conseil européen des fédérations de l'industrie chimique (CEFIC), Fédération européenne des associations de l'industrie pharmaceutique (EFPIA), Fédération européenne des mandataires de l'industrie en propriété industrielle (FEMIPI), Fédération internationale des conseils en propriété industrielle (FICPI), Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA), Fédération internationale du commerce des semences (FIS), Groupement international des associations nationales de fabricants de produits agrochimiques (GIFAP), Industrial Biotechnology Association (IBA), Institut des mandataires agréés près l'Office européen des brevets (EPI), Institut Max Planck de droit étranger et international en matière de brevets, de droit d'auteur et de concurrence (MPI), Japan Patent Association (JPA), Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe (UNICE).

5. La session a été ouverte par M. Arpad Bogsch, Directeur général de l'OMPI et Secrétaire général de l'UPOV.

6. Le comité d'experts a élu à l'unanimité MM. W.F.S. Duffhues (Pays-Bas) et Alec Sugden (Royaume-Uni) coprésidents. M. J.F. Prével (France) a aussi présidé à titre exceptionnel la réunion du 2 février 1990. MM. Ludwig Baeumer (OMPI) et André Heitz (UPOV) ont assuré conjointement le secrétariat du comité d'experts.

7. Les délibérations ont eu lieu sur la base d'un document élaboré conjointement par le Bureau international de l'OMPI et le Bureau de l'UPOV, intitulé "Questions relatives à l'interface entre la protection par brevet et la protection par certificat d'obtention végétale" (document OMPI/UPOV/CE/I/2), ci-après dénommé "Questions". Le comité d'experts a aussi pris note d'un document élaboré par le Bureau international de l'OMPI, intitulé "Résumé des observations reçues par le Bureau international de l'OMPI et le Bureau de l'UPOV au sujet du document CAJ/XXIV/4" (document OMPI/UPOV/CE/I/3).

8. Le secrétariat a pris note des interventions et les a enregistrées sur bande magnétique. Le rapport résume les échanges de vues sans rendre compte de toutes les observations qui ont été formulées; seules les observations essentielles et les conclusions principales des débats sont consignées ci-après.

## II. OBSERVATIONS GENERALES

9. Le PRESIDENT (M. Sugden), après avoir invité les délégations à faire des observations générales, a demandé aux différents orateurs de se présenter et de dire s'ils parlent ou non au nom de l'ensemble de leur délégation, étant donné que, dans de nombreux pays, les vues exprimées sur les problèmes examinés par le comité d'experts n'ont encore probablement qu'un caractère provisoire.

10. a) M. l'Ambassadeur WALKER (Australie) a déclaré que la tenue de la réunion conjointe OMPI/UPOV est la conséquence d'une série de faits qui jalonnent les dernières 25 années, voire davantage, et de l'évolution des techniques ayant une incidence sur la matière vivante et les plantes en particulier. Dans le passé immédiat, un Comité d'experts sur les inventions biotechnologiques et la propriété industrielle a tenu quatre sessions, de 1983 à 1988, sous les auspices de l'OMPI. L'Australie n'a pas pris part à ces réunions étant donné que les questions examinées présentaient, dans le contexte australien, un intérêt purement théorique, sans incidence pratique. Depuis 1987, l'UPOV a tenu une série de quatre réunions axées sur la révision de la Convention UPOV. L'Australie, qui a adhéré à celle-ci en 1989, a pris part à deux de ces réunions, en avril et octobre 1989. Les organes directeurs de l'OMPI et de l'UPOV ont approuvé, comme il est mentionné dans le document de travail OMPI/UPOV/CE/I/2, la convocation de la présente réunion exceptionnelle. La question de l'interface, du moins telle qu'elle est présentée dans le document de travail de cette réunion, revêt un double aspect. D'une part, il y a la véritable interface entre les deux formes distinctes de protection - par exemple, lorsqu'un obtenteur souhaite utiliser un gène breveté dans une nouvelle variété végétale. D'autre part, il s'agit non pas tant d'une question d'interface mais d'une question de choix, à savoir faut-il qu'un seul système ou les deux puissent s'appliquer à une matière donnée, étant donné qu'il est envisageable que les deux systèmes puissent fonctionner d'une façon cumulative. Pour des raisons historiques, sinon pour d'autres, le véritable problème est posé dans la plupart des cas par le fonctionnement du système des brevets, car le système de l'UPOV a été conçu spécifiquement pour offrir une protection dans un domaine particulier, à savoir celui des obtentions végétales. Cependant, dans d'autres cas, ce sont les propositions de révision de l'UPOV qui peuvent être source de problèmes, si elles avaient pour effet de créer de nouvelles zones de chevauchement entre les deux systèmes.



b) Le comité est saisi au total de quelque 35 questions, qui sont posées dans le document de travail. Certaines d'entre elles présentent un caractère subsidiaire, en ce sens qu'elles portent sur des points qui viendraient à l'appui d'une conclusion prise dans un sens ou dans l'autre sur une question principale, ou qui ne se poseraient que si l'on parvenait à telle ou telle conclusion sur une question principale. Il n'a pas été essayé dans le document de travail de montrer quelles questions perdraient de leur intérêt si l'on répondait par l'affirmative aux deux questions soulevées au paragraphe 8. Il pourrait être utile pour le comité de consacrer quelque temps à cette macro-analyse des questions soulevées dans le document de travail. Les résultats des travaux du comité seront probablement de nature plus informative que normative.

c) Pour en rester à cette optique globale des problèmes, la situation juridique actuelle des différents pays peut relever de plusieurs modèles. Le modèle A correspond à un pays dans lequel fonctionnent à la fois un système de brevets et un système de certificats d'obtention végétale, sans que l'application de l'un ou de l'autre ne soit soumise à des restrictions autres que les limitations normales propres à chacun d'eux. L'Australie et les Etats-Unis d'Amérique constituent des exemples de ce modèle. Le modèle B correspond à un pays dans lequel les deux systèmes sont appliqués mais qui limite le système des brevets à certains genres de plantes auxquelles le système de l'UPOV ne s'applique pas, ce dernier s'appliquant néanmoins à de nombreux genres de plantes ou à la plupart d'entre eux. Le modèle C correspond à un pays dans lequel les deux systèmes sont appliqués mais qui exclut les variétés végétales de la protection par brevet. Le modèle D correspond à un pays dans lequel un seul système (généralement, le système des brevets) est appliqué, sans limitation. Le modèle E correspond à un pays qui dispose d'un seul système - en général, le système des brevets à nouveau - mais qui exclut de la protection par brevet les variétés végétales, ce qui se traduit par l'absence de toute forme de protection pour celles-ci.

d) Le Comité d'experts de l'OMPI n'avait produit que des solutions recommandées. Cependant, la Loi type de l'OMPI pour les pays en développement concernant les inventions semble avoir eu pour effet de faire entrer nombre de pays en développement dans la catégorie du modèle E, c'est-à-dire celle où il n'existe aucune protection pour les variétés végétales et les races animales. C'est là peut-être un sujet de préoccupation dont il y a lieu de tenir compte. Les débats au sein du présent comité pourraient bien exercer une influence sur les travaux de révision de la Convention UPOV. L'un et l'autre des éléments de l'interface mentionnés précédemment sont pertinents dans ce contexte, c'est-à-dire, d'un côté, l'interaction des deux systèmes et, de l'autre, la question de savoir si les deux systèmes doivent être appliqués sans exclusion.

e) Comme l'a confirmé la Cour suprême dans une décision de 1983, l'Australie est un pays qui relève de la catégorie du modèle A. Sa loi sur les brevets est exprimée en termes généraux bien connus de ceux qui sont familiers du système britannique des brevets antérieur à 1977. Les seules dispositions qui prévoient des exclusions de la brevetabilité sont les notions générales utilisées dans la définition d'une "invention". Les variétés végétales et les races animales ne sont pas exclues. Une législation sur les brevets existe en Australie depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle - c'est-à-dire avant la constitution de la Fédération australienne - et la loi de 1952 sur les brevets, actuellement en vigueur, en est le prolongement.

f) Une protection par certificat d'obtention végétale est assurée au titre de la loi de 1987 sur la protection des variétés végétales et elle est conforme au système de l'UPOV. Cette loi n'a été adoptée qu'au terme d'un débat très approfondi. Elle traduit, en particulier, l'intérêt des obtenteurs du secteur privé pour cette forme de protection. Des brevets sont délivrés depuis 1983 pour les variétés végétales, mais il semble que, lorsqu'une protection est recherchée pour une variété végétale en tant que telle, sans plus, le choix s'oriente plutôt vers la protection fournie par la loi sur les variétés végétales. C'est en tout cas la conclusion qui a été tirée de la réduction, observée en 1989, du nombre des demandes de brevet déposées pour des variétés végétales en tant que telles, sans autre revendication. L'Australie a adhéré à la Convention UPOV en mars 1989. Ses lois ont été examinées au préalable par le Conseil de l'UPOV, conformément aux procédures énoncées dans la convention. Le Conseil les a trouvées conformes à la convention. Pour ce qui est des dispositions d'exclusion de la Convention UPOV, l'Australie a fait savoir dans cette enceinte que la question de l'exclusion devait être, à son avis, laissée au législateur national. L'Australie estime toujours que la question de savoir si elle doit disposer de deux formes de protection, comme c'est le cas actuellement, ou si elle doit s'orienter vers un système unique est une question qui doit être appréciée sur le plan national.

g) La Convention de Strasbourg de 1963 permet d'exclure de la brevetabilité les variétés végétales et les races animales ainsi que les procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux et d'animaux. Ces dispositions ont exercé une grande influence sur les rédacteurs de lois et de lois types. Cependant, l'évolution des techniques modernes a mis en question ces exclusions. L'Australie n'est pas entrée dans la sphère d'influence de la Convention de Strasbourg et elle vient donc à la présente réunion avec des bases de départ quelque peu différentes de celles des pays dont la législation est alignée sur cette convention.

h) En conclusion, l'Australie accorde une grande importance à un ensemble d'actions qui visent à assurer la protection au moyen des brevets ou des certificats d'obtention végétale, ou encore au moyen des deux systèmes. Outre qu'elle encourage les efforts déployés dans ce sens sur son propre territoire, elle souhaite que soient mis en place des systèmes qui soient absolument dépourvus d'obstacles au transfert vers le pays de réalisations utiles faites ailleurs ou au transfert hors du pays de réalisations utiles qui y ont été faites. Les obstacles liés à l'absence de protection ont joué un rôle déterminant dans l'adoption récente du système des certificats d'obtention végétale en Australie, mais il en a toujours été de même pour le système des brevets également.

11. M. BUCHANAN (Ministère de la consommation et des corporations, Canada) a dit que les autorités compétentes du Canada n'avaient pas encore arrêté définitivement leur position sur la question de l'interface entre la protection par brevet et la protection par certificat d'obtention végétale. La législation canadienne ne contient aucune exclusion explicite des variétés végétales de la protection, mais la jurisprudence a exprimé des doutes sur la brevetabilité des variétés végétales en tant que telles. Au Canada, un projet de loi, conforme à la Convention UPOV, a été déposé devant le Parlement en vue de la protection des variétés végétales. Le projet est soutenu par les milieux agricoles. Toutefois le secteur des biotechnologies préférerait une protection plus forte sous l'angle de la propriété intellectuelle.

12. M. MESSERLI (Office fédéral de la propriété intellectuelle, Suisse), parlant au nom de toute la délégation de la Suisse, s'est félicité du débat qui s'est ouvert au sein du comité d'experts et a souligné que l'évolution récente a conduit à l'introduction de nouvelles techniques dans le domaine des plantes. Il en est résulté des modifications pour l'interface entre les brevets et les certificats d'obtention végétale. Les deux systèmes de protection doivent être traités sur un pied d'égalité. Aucun des deux systèmes ne doit porter préjudice à l'autre. En outre, chaque système doit définir ses propres limitations. Enfin, l'orateur s'est prononcé pour une protection forte dans le cadre des deux systèmes, qui appartiennent l'un et l'autre au domaine de la propriété intellectuelle.

13. a) Mme LOMMI (Office national des brevets et de l'enregistrement, Finlande) a dit que les questions soulevées dans les paragraphes 8 à 21 du document OMPI/UPOV/CE/I/2 rendent dûment compte des problèmes les plus importants que posent actuellement les rapports entre la protection par brevet et la protection par certificat d'obtention végétale. La Finlande a déjà envoyé des observations sur le projet de memorandum établi précédemment, à savoir le document CAJ/XXIV/4, concernant l'interface entre ces deux formes de protection. Dans ses observations, la Finlande avait indiqué que le projet de memorandum renferme un certain nombre d'idées fausses sur la protection par brevet. La délégation de la Finlande voudrait donc, dans ce contexte, formuler le souhait que, si le document CAJ/XXIV/4 continue à être distribué, le résumé des observations qui figure dans le document OMPI/UPOV/CE/I/3 soit toujours annexé. Cela est nécessaire parce qu'il se pourrait que, dans certains cas, les obtenteurs traditionnels découvrent le système des brevets au travers du document en question et, partant, en aient une idée erronée.

b) D'après les observations de la Finlande sur le memorandum consacré à l'interface, il semble clair que l'industrie finlandaise considère l'interdiction de la double protection comme l'obstacle majeur qui empêche la Finlande d'être membre de l'UPOV. Cette prise de position de l'industrie a été réaffirmée la semaine dernière encore.

c) Il est nécessaire de corriger les idées fausses avancées par une association internationale d'obteneurs dans le tableau qu'elle a brossé de la situation des droits des intéressés dans divers pays. En effet, selon ce tableau, l'office finlandais exerce une forte pression à l'encontre des obtenteurs. Or, la vérité est qu'il n'est pas défavorable à la Convention UPOV, mais qu'il estime honnête de résoudre tout d'abord sur le plan national les problèmes que pose la protection juridique de tous les obtenteurs et inventeurs qui travaillent sur différents types de plantes, y compris les arbres et les champignons, pour que la Finlande puisse devenir partie à cette convention.

d) Bien que l'office finlandais n'ait pas reçu de réponses unanimes aux questions posées dans le document OMPI/UPOV/CE/I/2, il espère que la réunion commune OMPI/UPOV trouvera un équilibre approprié entre les deux systèmes juridiques en ne négligeant ni l'intérêt public ni celui des agriculteurs.

14. M. VUORI (Ministère de l'agriculture et des forêts, Finlande) a confirmé l'existence de vues divergentes dans son pays. Le Ministère de l'agriculture a fait une étude et conclu qu'il serait souhaitable d'introduire en Finlande un système de protection des variétés végétales. Après avoir

consulté les milieux gouvernementaux intéressés, il a institué, en octobre 1989, un comité chargé d'élaborer un projet de loi qui serait conforme à la Convention UPOV, étant donné l'intention de la Finlande de devenir à terme membre de l'UPOV. Ce comité a pour tâche de veiller à ce que le projet de loi réponde aux critères de l'UPOV de façon que la Finlande puisse devenir membre de celle-ci. Le projet de loi devrait être disponible dans quelques mois. Pour ce qui est de l'interdiction de la double protection, les obtenteurs finlandais et l'Union centrale des producteurs agricoles finlandais peuvent y souscrire, mais, à leurs yeux, la question peut aussi être examinée plus avant.

15. M. ÖSTER (Ministère de l'agriculture, Suède) a dit que la délégation de son pays accueille avec satisfaction la réunion de ce comité d'experts qui, selon elle, devrait contribuer à la conclusion des travaux menés actuellement au sein de l'OMPI concernant l'harmonisation des législations sur les brevets et la protection des inventions biotechnologiques et de ceux menés au sein de l'UPOV concernant la révision de la convention. Il a noté qu'il n'avait pas été rendu compte des observations de la Suède sur les Questions dans le Résumé des observations. Dans l'ensemble, elles sont très semblables à celles formulées par l'Australie, la Finlande et la Norvège, dont il est fait état dans le Résumé. Toutefois, la position de la Suède au sujet de la "double protection" n'est pas encore arrêtée. La délégation de la Suède espère bien que les débats seront fructueux et qu'ils permettront aux Etats représentés à la session d'arriver à des conclusions concertées concernant l'interface entre la protection par brevet et la protection par certificat d'obtention végétale.

16. M. LOSSIUS (Office de la propriété industrielle, Norvège), parlant au nom de toute la délégation de la Norvège, a fait observer que les autorités norvégiennes attachent une grande importance à toutes les questions qui ont trait aux biotechnologies, notamment aux problèmes liés à la protection juridique des inventions biotechnologiques. L'initiative qui a été prise de convoquer la réunion commune OMPI/UPOV a donc été fort appréciée et a suscité l'espoir sincère qu'au moins quelques-unes des difficultés de démarcation pourront être résolues. La Norvège n'est pas partie à la Convention UPOV, mais une proposition d'adhésion à celle-ci est en cours d'examen au Ministère norvégien de l'agriculture, et l'on espère qu'une décision pourra être prise dans un avenir relativement proche. Les pouvoirs publics norvégiens élaborent actuellement un document sur les biotechnologies en général. Ce document, qui traitera de tous les problèmes liés à la protection juridique des innovations biotechnologiques, sera examiné au Parlement avant l'été. Dans ces conditions, il est manifeste que toute déclaration faite par la délégation de la Norvège n'exposera que des points de vue tout à fait provisoires.

17. M. SASAKI (Office des brevets, Japon) a indiqué que, étant donné l'évolution des biotechnologies, la question d'une protection juridique efficace et appropriée de ces techniques prometteuses est examinée depuis de nombreuses années, en particulier au sein de l'OMPI et de l'UPOV. La délégation du Japon avait appuyé sans réserve l'idée que ces deux organisations tiennent une réunion commune. Elle a soigneusement examiné les questions soulevées dans le document OMPI/UPOV/CE/I/2 en considérant qu'il ne devrait pas y avoir de lacunes entre le système de protection par brevet et le système de protection par certificat d'obtention végétale et que l'on devrait prêter toute l'attention nécessaire à la promotion de l'amélioration des plantes. Toutefois, aucune conclusion finale ne s'est dégagée sur plusieurs questions. La délégation du Japon n'est donc pas en mesure d'exprimer un avis

bien déterminé, mais elle est prête à écouter très attentivement et avec beaucoup d'intérêt les observations des autres délégués et représentants des milieux intéressés. Son silence ne témoigne pas d'une indifférence à l'égard de ces questions. Les autorités japonaises réfléchiront sur les diverses observations et opinions qui auront été formulées et elles contribueront à la promotion des biotechnologies et à l'amélioration du système international de protection par brevet et par certificat d'obtention végétale.

18. M. VANDERGHEYNST (Office de la propriété industrielle, Belgique) a déclaré que les autorités belges n'ont pas encore abouti dans leur analyse, commencée voilà plus d'un an en étroite collaboration avec tous les ministères et milieux intéressés, à une position définitive sur la question de l'interface. Cependant, les autorités compétentes en matière de propriété industrielle estiment qu'il est nécessaire d'étudier les problèmes ensemble plutôt que de se dresser les uns contre les autres. Le document de travail a le grand mérite d'aller dans cette voie. Quoi qu'il en soit, le problème de l'interface entre la protection par brevet et la protection par certificat d'obtention végétale ne saurait se résoudre en un enchaînement d'interprétations et de combinaisons à propos de la délimitation de deux territoires, dont le déplacement, dans un sens ou dans l'autre, ne peut être qu'insatisfaisant pour les deux titres en cause. Pour les autorités belges, dans un domaine où, par excellence, le droit se doit d'être inventif, les règles établies à un moment donné trouvent leur justification compte tenu de circonstances techniques et historiques, et ne peuvent être des sanctions définitives de certaines situations. Si la situation sanctionnée change, il est logique que le droit la sanctionnant suive également une certaine évolution, en respectant tous les intérêts en jeu. Les milieux intéressés belges sont très ouverts à la manière dont le document OMPI/UPOV/CE/I/2 pose le problème de l'interface dans la question énoncée dans son paragraphe 8.

19. M. CASADO (Office de la propriété industrielle, Espagne) a dit que la question examinée par le comité d'experts revêt une importance croissante et que les problèmes à l'examen ne sauraient être éludés plus longtemps. Trouver des solutions appropriées aux problèmes sera une tâche de longue haleine et certains principes devront être pris en compte. Premièrement, il faut tenir compte de l'"internationalisation" de ces problèmes. Certes, de nombreux pays et organisations internationales participent aux travaux du comité d'experts, mais les problèmes qui sont traités en son sein le sont actuellement aussi dans d'autres instances internationales. Deuxièmement, il convient de tenir compte du principe de l'"équilibre". Les deux systèmes indépendants de protection des innovations dans le domaine végétal devraient être maintenus, chacun avec ses éléments particuliers et ses caractéristiques propres, mais avec la coordination nécessaire afin qu'ils puissent fonctionner parallèlement sur un pied d'égalité. Enfin, les "rapports" et la "coordination" entre les deux systèmes devraient constituer un principe directeur, et la ligne de démarcation entre eux devrait être établie et assortie des mécanismes requis pour éviter toute friction entre eux. L'expérience acquise en Espagne a démontré que les deux systèmes de protection peuvent coexister avec succès lorsque leur coordination fonctionne comme il convient.

20. M. RAVN (Office des brevets, Danemark) a dit que la délégation du Danemark ne peut pas faire de déclaration définitive sur tous les points mentionnés dans le document OMPI/UPOV/CE/I/2. Cependant, toute déclaration qui sera faite au cours de la réunion le sera au nom de toute la délégation. La question de l'interface entre la protection par brevet et la protection par

certificat d'obtention végétale est examinée actuellement au Danemark et si son pays n'a pas formulé d'observations au sujet du document CAJ/XXIV/4, c'est que le débat se poursuivait encore entre les autorités responsables au moment où les observations auraient dû être envoyées.

21. a) M. KIEWIET (Service de la protection des obtentions végétales, Pays-Bas) a dit que ses déclarations et les déclarations des autres délégués des Pays-Bas refléteront les vues de l'ensemble des autorités compétentes aux Pays-Bas. Des débats approfondis ont abouti à la définition d'une position commune des ministres responsables de la coordination et de l'interface entre le système de protection par brevet et le système de protection par certificat d'obtention végétale, à savoir le Ministre de l'agriculture et de la pêche et le Ministre des affaires économiques. Leur avis commun a été présenté sous la forme d'un mémorandum au Parlement. Bien que ce dernier ne l'ait pas encore examiné, c'est sur ce mémorandum - qui a été mis à la disposition des participants - que la délégation des Pays-Bas fondera ses déclarations au sujet des questions qui seront traitées au cours de la présente session.

b) Le mémorandum énonce notamment ce qui suit :

i) L'exclusion des variétés végétales en tant que telles de la protection par brevet devrait être maintenue. Toutefois, cela ne signifie pas que les parties de plantes - des gènes par exemple - ou les procédés du génie génétique seraient aussi exclus de la protection par brevet.

ii) Le Gouvernement des Pays-Bas estime que deux éléments devraient jouer un rôle important dans la définition des rapports entre la protection par brevet et la protection par certificat d'obtention végétale dans le cas où un gène breveté fait partie d'une variété protégée par un certificat d'obtention végétale : d'une part, le titulaire du brevet et le titulaire du certificat d'obtention végétale devraient pouvoir être remboursés des frais encourus pour la mise au point de l'invention brevetée ou de la variété protégée; d'autre part, il faut éviter que le premier soit privilégié et favorisé par rapport au second. Sur la base de ces considérations, il faudrait renforcer le système de protection des variétés végétales et modifier le système des brevets.

22. M. DENNEHEY (Office des brevets, Royaume-Uni) a indiqué qu'il faut donner tout leur poids aux besoins des utilisateurs des deux systèmes. Au Royaume-Uni, les autorités compétentes consultent encore les milieux intéressés au sujet de ces questions et n'ont pas encore adopté de position définitive. La définition de l'"interface" énoncée au paragraphe 4 du document OMPI/UPOV/CE/I/2 montre d'ailleurs l'étendue du problème posé. Les questions soulevées dans ce document sont utiles car elles permettent de fixer l'attention sur les difficultés. Toutefois, certaines d'entre elles se chevauchent, tandis que d'autres ne touchent pas véritablement au coeur du sujet. Plus particulièrement, les questions 8, 13, 14 et 18 à 21 visent directement les problèmes à l'examen.

23. M. BROUËR (Ministère de la justice, République fédérale d'Allemagne), parlant au nom de toute la délégation de son pays, a dit qu'il importe que le matériel vivant puisse être protégé par la propriété industrielle, faute de quoi le système de protection pourrait présenter des lacunes. En vertu de la loi de la République fédérale d'Allemagne sur les brevets, les variétés végétales sont exclues de la protection par brevet dès lors que les espèces

auxquelles elles appartiennent figurent sur la liste des espèces qui est jointe en annexe à la loi sur la protection des variétés végétales. Cette exclusion a été justifiée à trois égards : par la difficulté de décrire une invention portant sur du matériel vivant d'une manière permettant de la reproduire; par la difficulté d'arriver à l'activité inventive requise; et, enfin, pour des raisons de politique agricole qui ont conduit à l'adoption du principe de l'exception en faveur de l'obtenteur et de celui désigné par le terme général de "privilège de l'agriculteur". Reste maintenant la question de savoir si l'étendue de la protection conférée par les brevets sera appropriée en République fédérale d'Allemagne. Les débats en la matière ne sont pas encore terminés. Le Parlement fédéral a décidé, pour le moment, de maintenir l'interdiction de la double protection et d'améliorer la protection des variétés végétales. A cet égard, la définition de la variété végétale revêt une importance particulière.

24. M. HOINKES (Office des brevets et des marques, Etats-Unis d'Amérique) a indiqué que chaque fois qu'il interviendra pendant la réunion ce sera au nom de toute la délégation de son pays. Il a fait observer qu'aux Etats-Unis d'Amérique une innovation végétale peut être protégée à la fois par brevet et par certificat d'obtention végétale dès lors qu'elle répond aux critères applicables. Il importe que ces deux types de protection existent sur un pied d'égalité et que l'un ne l'emporte pas sur l'autre. Il s'est félicité des débats au sein du comité d'experts, qu'il convient d'accueillir avec un esprit ouvert et qui pourraient jeter une lumière nouvelle sur la question.

25. Mme MORELLI GRADI (Office central des brevets, Italie) a déclaré, en ce qui concerne les documents de travail, que les autorités compétentes italiennes ont décidé de ne pas envoyer de commentaires sur le document CAJ/XXIV/4 à cause des débats en cours dans le pays entre les milieux industriels et les obtenteurs. La délégation italienne a maintenant la possibilité de faire part de ses réflexions sur certains points du document OMPI/UPOV/CE/I/2, afin d'apporter sa contribution à la mise sur pied de mécanismes ne créant pas de difficultés entre les deux systèmes qui intéressent aussi bien les milieux industriels que ceux de l'agriculture de son pays. La loi italienne (DPR, 12 août 1975, n° 974, révisée par la loi du 14 octobre 1985, n° 620) prévoit deux types de protection, dont une forte protection du type brevet pour les obtentions végétales. En particulier, toutes les dispositions de la loi concernant les brevets (articles 2, 14 et 15) sont applicables. Il est nécessaire que les deux systèmes coexistent au mieux et qu'ils ne fonctionnent pas au détriment l'un de l'autre, mais qu'un juste équilibre soit trouvé entre eux.

26. Mme AFONSO (Institut national de la propriété industrielle, Portugal) a déclaré que la possibilité offerte par la réunion conjointe OMPI/UPOV de discuter les problèmes de l'interface entre la protection par certificat d'obtention végétale et la protection par brevet était à ses yeux très importante. Le Portugal n'est pas encore membre de l'UPOV; toutefois, un projet de loi autorisant l'adhésion à l'UPOV est en cours de préparation. A présent, aucune protection n'existe au Portugal pour les variétés végétales; toutefois, les documents de travail ont été l'objet d'une étude attentive, ce qui permettra de fournir au cours de la réunion des réponses aux différentes questions soulevées. Il est souhaitable que la discussion sur cette matière puisse continuer lors de réunions futures.

27. M. SHITIKOV (Comité d'Etat pour les inventions et les découvertes, Union soviétique) a reconnu l'importance d'un "mariage" entre la protection par brevet et la protection par certificat d'obtention végétale mais a appelé l'attention sur la nécessité d'établir une distinction entre les deux types de protection afin de déterminer la démarcation exacte entre eux. Il a ajouté qu'une réforme législative est en cours en Union soviétique. En particulier, un projet de loi sur les brevets est à l'examen et un projet de loi sur la protection des variétés végétales, fondé sur la Convention UPOV, est en cours de préparation. Enfin, il a indiqué que dans son pays la protection des variétés végétales est traditionnellement assurée de façon séparée de celle des inventions, tant sur le plan des dispositions de loi que sur celui des structures administratives. Il a donc estimé qu'il est inopportun de remplacer cette structure par celle de la propriété industrielle.

28. a) M. PRÉVEL (Ministère de l'agriculture et de la forêt, France) a fait savoir que, selon l'avis du Ministère de l'agriculture et de la forêt, les deux régimes juridiques en cause devraient permettre, ensemble, de couvrir les besoins de valorisation des innovations réalisées par les inventeurs et les sélectionneurs. La Convention UPOV devrait offrir des droits plus larges aux usagers afin d'assurer aux variétés végétales une protection équilibrée par rapport à celle dont bénéficient les innovations ressortissant à d'autres domaines techniques.

b) Au nom du Ministère de l'agriculture et de la forêt, M. Prével a tenu à souligner par ailleurs que la variété végétale est un concept représenté par une réalité biologique complexe. La définition de la variété végétale ne devrait pas être un obstacle à la recherche d'un compromis, mais l'interface entre la protection par brevet et la protection par certificat d'obtention végétale devrait sans doute aussi s'analyser sur la base de la définition du matériel de la variété exploitée en exclusivité par un titulaire de certificat d'obtention végétale.

c) M. Prével a ajouté que la Ministère de l'agriculture et de la forêt étudie actuellement l'opportunité d'examiner un régime spécifique de protection pour les races animales. Enfin, les représentants de ce ministère souhaitent profiter de la présente session pour examiner les effets des techniques nouvelles sur la protection d'autres éléments du règne végétal et sur l'ensemble de l'équilibre des filières agricoles.

29. Mme DARMON (Institut national de la propriété industrielle, France) a appuyé la proposition visant à supprimer l'interdiction de la double protection par brevet et par certificat d'obtention végétale, ce qui permettrait au déposant, soit d'utiliser l'un ou l'autre de ces deux types de protection, soit de les cumuler. Cette modification aurait deux avantages : i) écarter les obstacles permanents et persistants auxquels se heurte le déposant pour tenter de tracer une démarcation entre ce qui est brevetable et ce qui ne l'est pas; ii) supprimer toute zone d'incertitude en matière de protection créée par la définition de la variété telle qu'elle a été introduite dans le projet de révision de la Convention UPOV.

30. M. BOBROVSZKY (Office national des inventions, Hongrie) a dit que, dans le système hongrois des brevets, deux formes de protection coexistent en pratique et se complètent l'une l'autre : le système spécial des brevets de variété végétale et le système général des brevets d'invention, les deux étant administrés par l'office des brevets. En ce qui concerne le système spécial



de brevets, il a été conçu conformément à la Convention UPOV et offre une protection pour les variétés distinctes, nouvelles, homogènes et stables, et définies par leur forme génétiquement fixée. L'office des brevets procède à l'examen nécessaire quant à la forme et l'Institut de qualification agricole prend en charge les essais DHS nécessaires qui, quant au fond, constituent la base nécessaire pour la décision de délivrer un brevet ou de rejeter la demande. Le système général des brevets d'invention est en principe ouvert à toutes les inventions biotechnologiques répondant aux critères de brevetabilité, et en particulier à celui du caractère technique, à l'exception des variétés végétales qui sont couvertes par le système spécial des brevets de variété végétale. L'office hongrois des brevets s'efforce aussi de résoudre les problèmes qui résultent des caractéristiques particulières de la matière vivante, en appliquant, mutatis mutandis, les principes généraux du droit des brevets d'invention aux inventions biotechnologiques. Jusqu'à présent, le pays ne dispose pas d'une pratique administrative et judiciaire suffisante pour que ces problèmes et leurs solutions aient pu se présenter. C'est pourquoi le document OMPI/UPOV/CE/I/2 est hautement apprécié. Ce document fait le tour de tous les problèmes et des solutions que l'on peut y apporter, tant d'un point de vue théorique que pratique. En ce qui concerne la question principale de la protection des inventions biotechnologiques et des variétés végétales, les autorités hongroises sont prêtes à examiner la possibilité de lever l'interdiction de la double protection de façon à donner aux obtenteurs la liberté de choisir entre le système spécial des brevets de plante et le système général des brevets d'invention pour leurs obtentions traduisant une activité inventive. Le règlement des problèmes de collision éventuelle entre brevets devrait être laissé à l'accord des parties. La Hongrie souscrit aux efforts visant à renforcer les droits des obtenteurs dans le cadre de la Convention UPOV, principalement par le rapprochement de leur contenu de celui des brevets et par une extension de la protection à tous les genres et espèces botaniques.

31. M. SIMUNOVIC (Service de l'agriculture et de l'élevage, Chili) a dit que la protection des variétés végétales est assurée au Chili dans le cadre de la loi sur les semences qui est fondée sur la Convention UPOV de 1961 (Acte de Paris). Deux systèmes juridiques fonctionnent parallèlement, l'un pour la protection des variétés végétales, et l'autre pour la propriété industrielle. Les deux systèmes présentent des différences telles qu'il semble approprié de les conserver séparément. On estime au Chili que les droits des obtenteurs doivent être reconnus et respectés, mais que la législation pertinente doit correspondre aux besoins en matière de développement agricole du pays. Cependant, le texte de la Convention UPOV semble approprié et ne devrait pas être modifié substantiellement, mais les modifications nécessaires pour mieux définir la portée de la convention et en clarifier les dispositions seraient les bienvenues. En particulier, la définition de la "variété" pourrait être améliorée.

32. Mme GRUSZOW (OEB) a souligné que le questionnaire figurant dans le document OMPI/UPOV/CE/I/2 pose les vraies questions relatives à l'interface entre la protection par brevet et la protection selon la Convention UPOV. Cependant, le mémorandum conjoint CAJ/XXIV/4 ne contient pas suffisamment de données de nature économique, nécessaires à l'évaluation des incidences que les brevets portant sur des inventions du domaine végétal auraient sur le secteur de l'amélioration des plantes et de la production agricole, sous les différents angles envisagés dans les questions 13 et 15 à 21. En effet, l'OEB est conscient des aspects de nature économique-philosophique que soulèvent les

discussions sur l'interface et qui sont au moins aussi importants que les aspects juridiques. L'OEB est d'avis que si les pouvoirs publics veulent promouvoir les investissements dans la recherche et le développement dans le domaine du règne végétal, afin de permettre à la société de tirer parti des avancées du savoir en matière de biologie moléculaire et de génie génétique, il est indispensable d'offrir une protection forte sur le plan du brevet. On comprend, cependant, que les milieux des obtenteurs ressentent le besoin de renforcer la protection selon la Convention UPOV. Il semblerait, toutefois, que ce renforcement s'adresse essentiellement aux effets de la protection selon la Convention UPOV. Dans tous les cas, il serait dommageable pour la société que ce renforcement ait pour conséquence de restreindre l'accès à la protection par brevet.

33. M. OBST (Direction générale de l'agriculture, CCE) a évoqué les initiatives prises actuellement à l'échelon des Communautés européennes en vue de l'adoption d'une proposition de directive du Conseil (des Communautés européennes), émanant de la Commission, sur la protection juridique des inventions biotechnologiques et d'un projet de proposition de règlement du Conseil (des Communautés européennes) sur le droit d'obtenteur communautaire. L'une et l'autre initiatives visent à renforcer la protection de manière uniforme sur l'ensemble du territoire de la Communauté. Les deux systèmes doivent être complémentaires. A cet égard, il faut aussi veiller à ce qu'aucun des deux n'entrave le fonctionnement de l'autre, compte dûment tenu de toute autre décision de principe pertinente prise à l'échelon communautaire. Les réponses à certaines des questions posées au comité d'experts seront donc déterminantes pour l'avenir de ces initiatives; les représentants de la Commission suivront donc les débats avec beaucoup d'intérêt.

34. Mme KEEGAN (Direction générale du marché intérieur et des affaires industrielles, CCE) a ajouté qu'à ce jour la CCE n'a pas pris position sur la question de l'interdiction de la double protection et que le projet de directive pertinent peut être mis à disposition dans sa version originale.

35. M. BROCK-NANNESTAD (FEMIP) a dit que l'incidence de la réglementation et des pratiques administratives s'apprécie de nos jours dans une perspective sociologique. Dans ce domaine, on recherche souvent une "population témoin"; les Etats-Unis d'Amérique pourraient servir de témoin pour certaines des questions à l'étude. Il serait par exemple très instructif de faire une étude sur les conséquences de la décision de délivrer des brevets de plantes aux Etats-Unis d'Amérique. Cette étude devrait être menée sous la responsabilité commune de l'UPOV et de l'OMPI.

36. a) M. CLUCAS (ASSINSEL) a dit que plusieurs problèmes continuent d'être examinés au sein de l'ASSINSEL, de sorte que les réponses que celle-ci apportera aux Questions lors de la présente session ne refléteront que l'état actuel des vues de l'association. D'une manière générale, les membres de l'ASSINSEL préconisent un renforcement du système de protection par certificat d'obtention végétale et sont favorables au principe de l'accès à la protection par brevet pour les gènes, les parties de plantes et les procédés. Toutefois, l'association pense qu'il est essentiel que les deux systèmes soient équilibrés. L'un et l'autre peuvent apporter des avantages manifestes qui continueront d'être nécessaires à l'avenir.

b) Selon l'ASSINSEL, le problème principal doit être examiné dans le cadre de la question 8. A cet égard, la majorité des membres de l'association ont fait part de leur préférence pour le système de protection par certificat d'obtention végétale qu'ils considèrent comme étant le système auquel il faut recourir pour protéger les variétés végétales, essentiellement en raison des inquiétudes que soulève chez eux l'"exception en faveur de la recherche" prévue par le système des brevets. Pour des motifs divers, la préférence d'une minorité de membres va au système des brevets, peut-être en tant que solution de remplacement.

37. a) M. ONO (PIPA) a dit que la PIPA, qui comprend des représentants des secteurs industriels privés du Japon et des Etats-Unis d'Amérique, attache une grande attention à l'instauration d'une protection suffisante dans le domaine des biotechnologies. Il s'agit d'un secteur qui se caractérise par des progrès et une évolution rapide, de sorte qu'un système de protection approprié et efficace est nécessaire pour stimuler les travaux d'étude et de réalisation. Ce système pourrait contribuer à améliorer et développer l'infrastructure industrielle et le niveau de vie. La protection des biotechnologies dans le cadre de la propriété intellectuelle, y compris le système des brevets et le régime de protection propre aux obtentions végétales, est importante et les activités et travaux menés actuellement par l'OMPI et l'UPOV sont grandement appréciés. Ces deux systèmes, qui sont de nature différente, doivent se compléter et non se concurrencer.

b) L'interdiction de la double protection, de même que l'exclusion des variétés végétales de la protection par brevet, doit être condamnée. La PIPA estime qu'il devrait être possible d'obtenir une protection en vertu de l'un et l'autre système. Il conviendrait aussi de retenir le principe du libre choix du système. En outre, étant donné que la nature et le contenu des droits conférés en vertu du système des brevets, d'une part, et du régime propre aux obtentions végétales, d'autre part, sont foncièrement différents, le cumul des deux types de protection devrait être possible.

c) La question des objets brevetables est l'une de celles qui sont à l'étude dans le cadre des travaux du Comité d'experts de l'OMPI sur l'harmonisation de certaines dispositions des législations protégeant les inventions. A cet égard, la PIPA est opposée à toute discrimination quant au domaine technique en cause. Si une demande de brevet satisfait aux conditions de brevetabilité, un brevet doit être délivré. Dans le cas contraire, elle doit être rejetée. Il n'existe aucune raison d'exclure expressément les variétés végétales du champ d'application de la protection par brevet, même si elles peuvent être protégées dans le cadre du régime propre aux obtentions végétales. L'un des objectifs de la révision de la Convention UPOV est de renforcer les droits des obtenteurs; la PIPA s'en félicite. Il faut toutefois éviter à tout prix de retirer des avantages aux titulaires de brevet et de favoriser ou privilégier les détenteurs de certificats d'obtention végétale. Cette solution ne pourrait qu'affaiblir le système de protection dans son ensemble. Le brevet et le certificat d'obtention végétale sont tous deux nécessaires pour garantir une protection appropriée dans le domaine des biotechnologies.

38. M. HUYGENS (EPI) a rappelé que son organisation partage le point de vue voulant qu'une invention bénéficie de la protection par brevet du moment qu'elle satisfait aux conditions de brevetabilité. Les exceptions à ce principe doivent être réduites au minimum. L'exclusion de la protection par

brevet qui frappe actuellement les variétés végétales dans le cadre de nombreux systèmes de brevets, par exemple aux termes de la Convention sur le brevet européen, traduit le point de vue qui prévalait à l'époque où il était largement admis que les techniques d'obtention de nouvelles variétés ne pouvaient répondre aux critères de brevetabilité. Or, les progrès techniques permettent désormais de revenir sur ces hypothèses. Mis à part la délicate question de la notion de variété, l'EPI estime que, si une variété répond aux conditions de brevetabilité, elle doit être considérée comme brevetable et que les deux types de protection pourraient être cumulés. La protection découlant du certificat d'obtention végétale devrait être renforcée, sans que ce soit toutefois au détriment du système des brevets. A cet égard, l'EPI hésite à admettre le principe d'une extension de la définition de la "variété végétale", qui reviendrait à soustraire certains domaines techniques du champ d'application de la protection par brevet tel qu'il est actuellement défini.

39. a) M. ROTH (GIFAP) a fait observer que les brevets et les certificats d'obtention végétale correspondent à deux systèmes de droits de propriété industrielle qui peuvent parfaitement coexister et se compléter. Ces deux systèmes ont chacun leurs avantages et leurs mérites propres. Une délimitation ne paraît ni nécessaire ni justifiée. L'inventeur doit déterminer lui-même la forme de protection à choisir pour son invention. Il ne devrait pas être permis d'incorporer dans un système de protection des dispositions qui empiètent sur l'autre système et restreignent par là même les droits de l'inventeur. Dans le cadre de l'élaboration de dispositions législatives, toutes les propositions tendant en dernière analyse à interdire la double protection ou à restreindre les droits découlant du brevet sont donc inacceptables et doivent être rejetées. La définition de ce que l'on a appelé l'"interface" entre les deux systèmes de protection est donc inutile et superflue. Rien ne s'oppose à ce que les droits découlant de ces deux systèmes se recoupent.

b) Dans le cadre du système des brevets, il est depuis longtemps admis que différents brevets peuvent se rapporter au même objet. Les cas de cette nature n'ont pas causé de problèmes et sont normalement réglés à l'aide de contrats de licences volontaires réciproques. Les licences obligatoires sont en principe à éviter et ne doivent être envisagées que lorsque l'intérêt public l'exige. Toutes mesures d'ordre juridique pouvant avoir pour effet d'affaiblir abusivement la protection découlant du brevet doivent être écartées. Cette solution est en effet totalement indésirable et serait par ailleurs contraire à la tendance actuelle, qui va dans le sens d'un renforcement de la protection par brevet. Toute restriction dont pourrait être assorti le système des brevets du fait de l'inclusion dans ce système de dispositions provenant du système de protection des obtentions végétales doit également être fermement rejetée. En conclusion, il n'est nullement nécessaire de délimiter le système des brevets et celui de la protection des obtentions végétales, qui devraient pouvoir coexister sans qu'il soit nécessaire d'instaurer des dispositions qui s'excluent ou s'affaiblissent mutuellement. En toute hypothèse, il convient de garantir à l'inventeur une totale liberté de choix quant à la forme de protection la plus adaptée à son invention, que ce soit en vertu de l'un ou l'autre des systèmes ou des deux.

40. M. KAMPS (COMASSO) a dit que la COMASSO est persuadée que l'obtenteur "traditionnel" aura besoin de l'aide du spécialiste en biotechnologies pour faire progresser ses travaux de sélection et que, réciproquement, le second aura besoin de l'aide du premier pour intégrer son invention dans des variétés

commercialisables. Il est donc nécessaire que les deux systèmes à l'examen existent simultanément et qu'ils soient équilibrés afin d'éviter que l'une des parties ne domine l'autre.

41. M. ROBERTS (CCCI) a fait observer que chaque système de protection a sa valeur propre. Il est extrêmement important qu'ils fonctionnent tous deux harmonieusement et qu'un juste équilibre soit assuré. Le système de protection des obtentions végétales doit être renforcé sans que les droits découlant des brevets soient affaiblis.

42. a) M. STRAUS (AIPPI) a souligné que, du point de vue de l'AIPPI, la réunion commune OMPI-UPOV est une importante tentative de rapprochement des deux systèmes de reconnaissance de droits de propriété industrielle dans le domaine des techniques traditionnelles comme dans celui des techniques modernes de la biotechnologie végétale. L'AIPPI souhaite que les efforts entrepris aboutissent à une protection réellement complémentaire et efficace de l'activité créatrice dans le domaine des biotechnologies au profit de la société dans son ensemble. L'AIPPI n'a cessé, dès l'abord (à savoir depuis la réunion du Comité exécutif d'Ottawa en 1961), d'attirer l'attention sur les origines communes des deux systèmes et a toujours fermement soutenu que les droits reconnus en vertu de la Convention UPOV doivent être envisagés dans la perspective de l'article premier de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

b) A la lumière de récents débats consacrés à la question dite de l'interface, l'AIPPI, qui consacre depuis plus de cinquante ans du temps et de l'énergie à l'étude et à l'examen des problèmes inscrits à l'ordre du jour de la réunion en cours, tient à appeler l'attention sur les points suivants :

i) En ce qui concerne les buts et justifications socio-économiques de la reconnaissance de droits exclusifs, il n'existe aucune différence entre les deux systèmes; tous deux ont été conçus et institués pour promouvoir le progrès technique, économique et social de la société dans leurs domaines respectifs. Dans le cadre de chacun d'eux, on a tenté d'atteindre ces objectifs en reconnaissant aux inventeurs et aux obtenteurs des droits exclusifs, ce qui permet de récompenser les intéressés tout en protégeant les investissements. Ni l'un ni l'autre de ces systèmes n'a été créé pour protéger des intérêts particuliers; bien au contraire, tous deux tendent à promouvoir l'innovation et sont conçus comme les instruments d'une économie de marché.

ii) On ne saurait cependant en déduire que les deux systèmes ne sont pas spécialement adaptés aux besoins des inventeurs dans le domaine technique, d'une part, et des activités traditionnelles des obtenteurs, d'autre part. En outre, la création, notamment, du certificat d'obtention végétale, mais aussi sa conception, ont été influencées par les facteurs économiques, techniques et scientifiques propres aux années 40 et 50 : sur le plan économique, par la pénurie générale de vivres qui a caractérisé les années 30 et 40 ainsi que la situation de l'après-guerre en Europe; sur le plan technique, par les méthodes traditionnelles de sélection et de croisement et sur le plan scientifique, par la génétique mendélienne. Celle-ci a apporté la preuve que les méthodes de sélection se trouvaient dépassées par de nouvelles techniques biotechnologiques. La biologie moléculaire et le génie génétique ont révolutionné l'ensemble du secteur et, dans les pays développés en tout cas, ce n'est plus la pénurie de vivres qui est au centre des préoccupations mais la nécessité de découvrir de nouveaux produits tolérables sur le plan écologique et intéressants sur le plan commercial.

c) Tout débat consacré à l'interface entre les deux systèmes doit par conséquent s'inscrire dans la perspective de ces nouvelles conditions : en raison de l'évolution scientifique et technique qui a eu lieu au début des années 60 et qui a été assortie d'un perfectionnement de la législation sur les brevets, les innovations réalisées dans le domaine de la biotechnologie végétale se sont révélées de plus en plus aptes à bénéficier de la protection inhérente aux brevets; les progrès réalisés dans le domaine de l'amélioration des plantes et dans celui de l'agriculture ont par ailleurs restreint la nécessité d'une intervention de l'Etat en faveur du "consommateur final" pour garantir des disponibilités alimentaires. Dans le domaine de la biotechnologie végétale, comme dans d'autres domaines de l'activité technique et économique, les principes de l'économie de marché doivent prévaloir.

d) Pour les raisons indiquées, l'opinion voulant qu'une interdiction de la double protection ne soit en aucun cas maintenue ni créée a fait l'unanimité à l'occasion des réunions du Comité exécutif de l'AIPPI tenues à Rio de Janeiro en 1985 et à Sydney en 1988. Les inventeurs dans le domaine de la biotechnologie végétale doivent avoir toute liberté, non seulement de choisir la forme de protection (brevet ou certificat d'obtention végétale) qu'ils souhaitent, mais aussi de faire protéger le même objet à la fois par un brevet et par un certificat d'obtention végétale dans la mesure où les conditions définies par les législations pertinentes sont réunies.

43. M. ROYON (CIOPORA) a déclaré que la CIOPORA représente une catégorie d'obteneurs qui ont constitué les premiers bénéficiaires d'une protection par brevet comparable à celle dont jouissent les inventeurs pour ce qui est de la matière inanimée. En 1961 déjà, date à laquelle la Convention UPOV a été adoptée, la CIOPORA estimait que, sous réserve de modifications mineures, le système des brevets pouvait constituer un instrument efficace et universel de protection des obtentions végétales. Elle estime toujours qu'il est inutile d'opposer les deux systèmes en cause. C'est essentiellement le contenu de la protection qui intéresse les obteneurs. Si la Convention UPOV est révisée conformément aux objectifs indiqués, elle deviendra un système très attrayant par rapport à celui des brevets. Toutefois, la CIOPORA pense que, pour des raisons juridiques, techniques et économiques, il est prématuré d'exclure la possibilité de protéger les variétés végétales par le système des brevets. Au contraire, elle est extrêmement favorable à l'ouverture de ce système aux variétés végétales grâce à une modification simultanée de l'article 2.1) de la Convention UPOV et de l'article 53.b) de la Convention sur le brevet européen.

44. M. HASHIMOTO (APAA) a déclaré que les deux systèmes de protection répondent à un double objectif bien qu'ils favorisent l'un et l'autre les inventions. Les brevets ont de longue date vocation à encourager les inventeurs dans tous les domaines techniques. Leur champ d'application ressort des dispositions de l'article 1.3) de la Convention de Paris, aux termes desquelles la propriété industrielle s'entend dans l'acception la plus large et s'applique non seulement à l'industrie et au commerce proprement dits, mais également au domaine des industries agricoles et extractives et à tous produits fabriqués ou naturels, par exemple : vins, grains, feuilles de tabac, fruits, bestiaux, minéraux, eaux minérales, bières, fleurs, farines. Des brevets doivent donc pouvoir être obtenus dans tous les domaines techniques.

45. M. MOUFANG (MPI) a dit qu'il convient de favoriser de la meilleure façon possible les travaux dans le domaine des biotechnologies et dans celui de l'amélioration des plantes. L'interdiction de la double protection doit donc être abolie et aucun droit ne doit être frappé de restriction du fait des normes dites "de collision".

46. M. YAMASHITA (JPA) a dit qu'il doit être possible d'obtenir simultanément des brevets et des certificats d'obtention végétale. Les différences touchant à la portée de la protection ne sauraient en aucun cas justifier une exclusion. Les deux systèmes se complètent.

47. a) Mlle COMTE (FIPA, COGECA et COPA) a fait savoir qu'elle présentait une position commune aux trois organisations internationales non gouvernementales représentant les milieux de l'agriculture aux niveaux mondial (FIPA) et européen (COGECA et COPA). Cette position n'a pas varié depuis la quatrième Réunion avec les organisations internationales tenue dans le cadre de l'UPOV les 9 et 10 octobre 1989. Les trois organisations sont d'avis que des relations harmonieuses entre le système des brevets et le système de la protection des obtentions végétales sont d'une importance extrême, non seulement pour la promotion de la recherche, mais aussi pour l'amélioration quantitative et qualitative des produits. Ces organisations estiment que seul le système de la protection des obtentions végétales permet une protection efficace et équilibrée des variétés végétales, que celles-ci soient le fruit des techniques "classiques" d'amélioration des plantes ou du génie génétique. En conséquence, les dispositions interdisant la double protection devraient être conservées.

b) Mlle Comte a ajouté que le droit accordé pour une variété végétale devrait s'étendre à tout matériel permettant de reproduire la variété, c'est-à-dire aux plantes, parties de plantes, cellules et protoplastes. Une norme de collision est nécessaire pour définir les relations entre un brevet portant sur un élément végétal tel qu'un gène ou un procédé d'obtention et le droit d'obtenteur accordé pour une variété contenant cet élément ou issue de ce procédé. Enfin, la FIPA, le COGECA et le COPA sont en faveur du renforcement du droit accordé à l'obtenteur. Aujourd'hui, les travaux dépassent le cadre de l'UPOV pour s'étendre au brevet. Pour cette raison, il est nécessaire de définir avec précision les limites du droit de l'obtenteur et du brevet. En particulier, le libre accès à une variété en vue de la création de nouvelles variétés doit être garanti, y compris lorsque la première contient un gène breveté. D'autre part, le "privilège de l'agriculteur" doit être conservé et il est souhaitable que ses limites soient définies dans la Convention UPOV. Ces deux aspects sont extrêmement importants pour l'agriculture, en Europe, dans le monde entier et dans les pays en développement.

48. M. ROTH (IBA) a indiqué que les droits de propriété intellectuelle représentent souvent la part la plus importante de l'actif des sociétés membres de son association, de sorte qu'une protection aussi forte que possible de la propriété intellectuelle revêt pour elles un intérêt primordial. Dans le domaine végétal, une protection de cette nature suppose que la protection inhérente aux brevets et celle qui s'attache au certificat d'obtention végétale puissent se recouper tout en demeurant indépendantes l'une de l'autre. Il a mis l'accent sur le sentiment de frustration qui peut résulter du fait qu'une société qui a mis au point dans le domaine végétal une invention qui remplit toutes les conditions de brevetabilité ne puisse

cependant pas bénéficier de la protection découlant des brevets lorsque la législation exclut cette invention du champ d'application de cette protection. L'interface, si interface il y a, souligne davantage l'indépendance des systèmes que leur complémentarité. Il serait préférable de laisser les deux systèmes poursuivre leurs voies respectives que d'essayer de les fusionner, ce qui pourrait en dernière analyse aboutir à ne retenir que les aspects les moins attrayants de chacun d'eux.

49. M. HJERTMAN (EFPIA) s'est pleinement rallié à la position défendue par le représentant de la CCI au sujet de l'interdépendance du système des brevets et du régime propre aux obtentions végétales.

50. M. ORLANDO (UNICE) a dit que son organisation estime que la Communauté européenne adoptera probablement une législation rationnelle au sujet de la protection des innovations biotechnologiques (y compris les végétaux) afin de stimuler la coopération entre le secteur industriel et les obtenteurs. Il y a donc lieu d'escompter l'instauration d'une coopération satisfaisante entre les deux parties. Les deux systèmes de protection sont nécessaires, chacun en raison de ses caractéristiques propres. Ils doivent et peuvent coexister sans heurts et sans nullement tendre à s'exclure mutuellement. Un juste équilibre devrait être instauré et la protection des obtentions végétales devrait être renforcée, sans que ce soit toutefois au détriment du système des brevets.

### III. EXAMEN DES QUESTIONS DU DOCUMENT OMPI/UPOV/CE/I/2

#### Questions du paragraphe 8

51. M. SUGDEN (président) a indiqué que les questions posées au paragraphe 8 du document OMPI/UPOV/CE/I/2 soulèvent le problème général du type fondamental de protection pouvant être obtenu et a suggéré que le comité d'experts s'attache essentiellement aux incidences de ces questions. Il a fait observer qu'il paraît admis que, dans le domaine du génie génétique par exemple, des brevets puissent être obtenus. La question a été posée de savoir si les deux formes de protection (par certificat d'obtention végétale et par brevet) devraient s'appliquer aux variétés végétales proprement dites.

52. M. MESSERLI (Office fédéral de la propriété intellectuelle, Suisse) a indiqué qu'en ce qui concerne la double protection deux points doivent être pris en considération. D'une part, l'article 2 de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales interdit expressément la double protection; d'autre part, l'article 1.a) de la loi suisse sur les brevets et l'article 53.b) de la Convention sur le brevet européen interdisent la délivrance de brevets pour des variétés végétales. Pour répondre à la question posée, il convient d'envisager une nouvelle définition du mot "variété". L'interdiction de la double protection énoncée dans la Convention UPOV devrait, de l'avis de l'orateur, être supprimée. Cela permettrait d'examiner les dispositions énonçant des exclusions dans les lois sur les brevets, et d'étudier notamment la question de leur suppression. Il n'est pas possible de dire actuellement dans quel contexte cet examen devrait avoir lieu et d'en indiquer le résultat.

53. M. WOLF (Office des brevets, Autriche) a dit qu'un consensus général s'est dégagé dans son pays en faveur de la reconnaissance d'une protection appropriée aux obtenteurs. Un projet de loi pour la protection des obtentions



végétales est en cours d'examen. Après son adoption, l'Autriche demandera à adhérer à la Convention UPOV. On estime, d'autre part, que les produits du génie génétique et d'autres inventions relevant du domaine des biotechnologies, notamment celles qui ont trait aux parties de plantes, devraient bénéficier de la protection inhérente au brevet. La protection des variétés végétales ne devrait pas s'étendre aux parties de plantes mais se limiter aux obtentions végétales proprement dites. Si la protection inhérente au brevet s'étend à tout objet pour lequel les critères classiques de brevetabilité sont satisfaits, la question de la double protection n'aura plus, en pratique, qu'un intérêt secondaire.

54. En réponse à une question du président, M. TESCHEMACHER (Office européen des brevets) a expliqué le contenu des articles 52 et 53 de la Convention sur le brevet européen et a notamment fait observer que celle-ci ne comporte pas de définition de la "variété" aux fins de ses propres dispositions.

55. Mme SLADKOVA (Office des inventions, Tchécoslovaquie) a indiqué que dans son pays les variétés végétales et les races animales ne bénéficient pas pour l'instant de la protection par brevet. Elle a en outre signalé qu'une nouvelle législation sur les brevets qui exclurait les variétés végétales et les races animales ainsi que les techniques de sélection est en préparation en Tchécoslovaquie et qu'une loi sur la protection des obtentions végétales prévoyant la délivrance d'un certificat d'obtention végétale est entrée en vigueur en janvier 1990. Les techniques de manipulation génétique pourraient être protégées par brevet. La Tchécoslovaquie a l'intention d'adhérer à la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales; cette question relève de la compétence du Ministère fédéral de l'agriculture et de l'alimentation.

56. M. DENNEHEY (Office des brevets, Royaume-Uni) a dit que les questions soulevées au paragraphe 8 du document OMPI/UPOV/CE/I/2 au sujet de la possibilité de double protection des variétés végétales posent plusieurs problèmes. Pour y répondre, il est nécessaire de déterminer ce qu'est une "variété" en tant que telle, soit la description d'une plante en fonction de caractères qui répondent aux critères de distinction, d'uniformité et de stabilité. De ce point de vue, la "variété" est davantage une notion générale qu'une entité spécifique. Au Royaume-Uni, certains milieux intéressés sont favorables à la possibilité de libre choix du système de protection pour les variétés végétales. Il faut se rappeler que pour qu'une variété soit brevetable en tant que telle, celle-ci doit répondre aux critères de brevetabilité classiques : nouveauté, non-évidence et application industrielle. Toutefois, si une variété répond à ces critères, il est raisonnable de se demander pourquoi elle devrait être exclue arbitrairement de la protection par brevet. Un problème pratique pourrait se poser si les conditions de distinction, d'homogénéité et de stabilité n'étaient pas réunies par une variété végétale brevetée. La délivrance d'un brevet exclusivement - et non d'un certificat d'obtention végétale - pour une variété donnée comporterait alors un risque potentiel d'affaiblissement du système de protection des obtentions végétales étant donné que la variété en cause ne serait pas connue des services qui délivrent les certificats d'obtention végétale et ne serait donc pas prise en considération par la suite lors de l'examen de la distinction des autres variétés pour lesquelles la protection serait demandée. Ce problème pourrait être évité si un certificat d'obtention végétale était aussi délivré pour une variété protégée en tant que telle par

un brevet. Si la liberté de choix est refusée à l'inventeur, il semble évident que les définitions données de la "variété" dans la législation sur les brevets, d'une part, et dans la législation sur la protection des obtentions végétales, d'autre part, devraient être identiques. Le cumul de la protection (par brevet et par certificat d'obtention végétale) dans le cas des variétés végétales est possible, ces titres de protection s'appliquant à deux aspects différents du même objet. Un brevet couvre les éléments techniques d'une invention de plante tandis que le certificat d'obtention végétale couvre les caractères qui définissent la variété proprement dite.

57. M. BROUËR (Ministère de la justice, République fédérale d'Allemagne) a dit que son pays a repris dans sa législation nationale les critères définis dans les conventions internationales auxquelles il est partie. Il est vrai toutefois que les milieux intéressés ont dans leur majorité exprimé le désir de voir supprimer de la loi toute exclusion de la protection par brevet pour ce qui concerne les variétés végétales. Les déposants intéressés semblent favorables à la forte protection qu'offre le système des brevets. On estimait autrefois que le certificat d'obtention végétale était mieux adapté à la protection des variétés végétales, et les dispositions particulières prévoyant des exceptions à ces droits au profit des obtenteurs, des agriculteurs, des consommateurs et du grand public semblaient nécessaires. Bien que la République fédérale d'Allemagne ne puisse d'ores et déjà prendre définitivement position sur la question de la suppression de l'exclusion de la protection par brevet frappant les variétés végétales, la protection découlant de la Convention UPOV lui paraît devoir être renforcée. Quant à la question de la double protection des variétés végétales par brevet et par certificat d'obtention végétale, il semble que, lorsque la Convention UPOV aura été modifiée dans le sens proposé dans le cadre de la révision en cours d'examen, le problème de l'interdiction de la double protection perdra de son acuité. Enfin, il a demandé combien de brevets ont été délivrés pour des variétés végétales en tant que telles dans les pays où celles-ci peuvent bénéficier de ce type de protection.

58. M. VANDERGHEYNST (Office de la propriété industrielle, Belgique) a déclaré qu'en principe les droits de propriété industrielle pouvaient se cumuler à partir du moment où la personne intéressée peut choisir la meilleure protection possible selon les objectifs, notamment commerciaux, qu'elle poursuit et selon que les conditions d'acquisition d'un droit de propriété industrielle sont remplies. Par exemple, un même objet pouvait parfois être protégé comme brevet et comme marque ou comme brevet et dessin et modèle. Il a précisé que les autorités de son pays en matière de brevets avaient une position ouverte car la réflexion n'était pas encore parvenue à son terme. Il existait toutefois une préférence pour la protection par brevet en raison des développements technologiques qui permettaient de décrire suffisamment l'invention. Selon les autorités belges en matière de brevets, la question des conséquences d'un cumul de protections devait être approfondie, et il devait d'abord être répondu aux questions posées au paragraphe 9 du document OMPI/UPOV/CE/I/2.

59. M. KIEWIET (Service de la protection des obtentions végétales, Pays-Bas) a déclaré que la caractéristique essentielle du système de protection des obtentions végétales réside dans le fait que ce système a été conçu en vue de protéger un concept - la variété - représenté par des plantes ou des parties de plante présentant un certain nombre de caractères. Cette forme de protection doit être distinguée des brevets qui portent

essentiellement sur les caractères des plantes ou les plantes possédant un caractère donné. Revendiquer une protection par brevet pour des obtentions végétales en tant que telles irait au-delà de ce que l'on considère actuellement comme brevetable et irait trop loin. Il faut maintenant créer un bon système de protection par brevet pour les innovations à venir et établir un lien approprié entre cette protection et le système de protection des obtentions végétales. Pour le moment, il convient de ne pas toucher aux exclusions telles que celle énoncée à l'article 53.b) de la Convention sur le brevet européen.

60. Mme AFONSO (Institut national de la propriété industrielle, Portugal) a déclaré que son pays est réceptif à la possibilité d'une double protection au choix du déposant et d'un cumul des deux titres de protection. Elle a notamment indiqué que les nouvelles techniques permettent maintenant de résoudre le problème de la reproductibilité. Elle a cependant ajouté que la définition de la variété végétale selon l'UPOV contient des lacunes en l'état actuel de la Convention UPOV.

61. M. SUGDEN (président) a indiqué que les arguments invoqués jusqu'ici dénotent plusieurs tendances. L'une d'elle veut que les inventions relevant du domaine du génie génétique, tel que l'épissage des gènes, puissent être protégées par brevet. S'agissant de la protection propre aux obtentions végétales, il convient de prendre en considération l'ensemble du matériel végétal en cause et la totalité de ses caractères qui font l'objet de la protection. Certains ont préconisé le libre choix du titre de protection pour les variétés végétales, certains ont indiqué que cette question ne devrait pas soulever beaucoup de problèmes, tandis que d'autres ont insisté sur les strictes exclusions des variétés de la brevetabilité. Le président a fait observer que la notion de cumul de la protection peut être envisagée par rapport à des aspects différents et distincts du même objet ou par rapport à un même aspect d'un même objet, comme dans le cas de deux formes de protection destinées à protéger la même unité de matériel végétal avec sa liste de caractères. C'est le second type de cumul de la protection qu'il convient d'examiner.

62. M. VUORI (Ministère de l'agriculture et des forêts, Finlande) a déclaré que les obtenteurs finlandais et l'Union centrale des producteurs agricoles finlandais estiment qu'il ne doit pas être délivré de brevets pour les variétés végétales. Ils insistent sur le fait qu'une variété est représentée par une série complète de gènes et qu'un gène isolé ne présente une valeur qu'en tant qu'élément de cette série. Ils admettent que des brevets puissent être délivrés pour des procédés génétiques. Toutefois, les plantes et les parties de plantes contenant un gène breveté ne doivent pas, à leur avis, relever de la protection par brevet.

63. Mme MORELLI GRADI (Office central des brevets, Italie) a déclaré qu'elle est favorable à la levée de l'interdiction de la double protection. Elle a ajouté que le cumul de protections implique le libre choix du déposant entre les deux systèmes de protection, selon des critères qui peuvent coexister. Elle a déclaré toutefois qu'une certaine réserve doit être faite tant que la Convention UPOV ne sera pas révisée.

64. M. HOINKES (Office des brevets et des marques, Etats-Unis d'Amérique) a signalé qu'il répond par l'affirmative à la première question posée au paragraphe 8 et a souligné que tel est le système applicable aux Etats-Unis

d'Amérique. A ce propos, il a indiqué que les Etats-Unis d'Amérique sont favorables au cumul de la protection et qu'un inventeur doit être autorisé à demander différents titres de protection. Il a fait observer que dans l'un et l'autre cas la protection ne peut être accordée que si différents critères sont réunis. Dans le cas du certificat d'obtention végétale, les conditions de distinction, d'homogénéité et de stabilité doivent être réunies, et il convient de veiller à ne pas confondre les conditions de protection propres à chaque régime. Approuvant l'opinion émise par la délégation de la Suisse, il a indiqué qu'il est difficile de répondre à la question dans les conditions actuelles étant donné que l'article 2 de la Convention UPOV interdit cette double protection et que la Convention sur le brevet européen exclut les variétés végétales de la protection par brevet. Dans un premier temps, il convient donc de lever l'interdiction de double protection.

65. M. SUGDEN (Président) a ensuite posé deux questions à la délégation des Etats-Unis d'Amérique. La première visait à établir s'il existe en pratique un vide juridique aux Etats-Unis d'Amérique entre la protection par certificat d'obtention végétale et la protection par brevet. La seconde portait sur la question de savoir si une personne qui a cumulé des droits pour un même objet peut intenter une action pour faire valoir ses droits sur cet objet et si les sanctions peuvent se cumuler.

66. M. HOINKES (Office des brevets et des marques, Etats-Unis d'Amérique) a indiqué que les brevets ne sont pas délivrés en fonction des conditions de protection propres aux variétés végétales. Plus précisément, quel que soit le degré de distinction d'une plante, elle doit répondre aux conditions d'utilité, de non-évidence et de nouveauté, qui sont les conditions traditionnellement applicables en ce qui concerne les brevets d'utilité. Il a fait observer que la législation des Etats-Unis d'Amérique ne laisse place à aucun vide juridique car, dès lors que les conditions de brevetabilité ou de protection par certificat d'obtention végétale sont réunies, l'un ou l'autre de ces titres, ou les deux, peuvent être délivrés à l'inventeur. En ce qui concerne la deuxième question, il a signalé qu'aux Etats-Unis d'Amérique, il est possible d'intenter une action pour atteinte aux droits découlant du certificat d'obtention végétale et aux droits inhérents aux brevets. Cette action peut être intentée devant un même tribunal par jonction d'instances et le montant des dommages-intérêts est alors apprécié globalement.

67. M. BROUËR (Ministère de la justice, République fédérale d'Allemagne) a demandé combien de brevets d'utilité ont été délivrés par l'Office des brevets et des marques des Etats-Unis d'Amérique pour des variétés végétales.

68. M. HOINKES (Office des brevets et des marques, Etats-Unis d'Amérique) a indiqué que l'office des brevets et des marques de son pays ne dispose pas de statistiques concernant le nombre de brevets d'utilité délivrés pour des variétés végétales car il n'est pas établi de statistiques spéciales sur les brevets délivrés pour des variétés. Il a toutefois signalé qu'il existe des statistiques concernant le nombre de demandes de brevet déposées aux Etats-Unis pour des végétaux. Il a notamment précisé qu'au cours de l'exercice 1986 il a été déposé pour des végétaux 73 demandes de brevet d'utilité et 340 demandes de brevet de plante; ces chiffres s'établissent respectivement à 137 et 425 pour l'exercice 1987, à 235 et 400 pour l'exercice 1988 et à 325 et 390 pour l'exercice 1989.

69. M. HADDRIK (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles, Australie), parlant au nom de toute la délégation de son pays, a signalé au comité d'experts que les deux systèmes de protection existent en Australie. A propos du cumul de la protection, M. Haddrick a indiqué qu'il appartient à chaque pays de déterminer l'opportunité de l'autoriser ou de l'interdire. A cet égard, il a signalé que l'absence de législation sur la protection des variétés végétales doit constituer un sujet de préoccupation, d'autant plus lorsque la protection des variétés par brevet est interdite. En Australie, la loi sur les brevets ne prévoit aucune exclusion des variétés végétales et, depuis 1983, des brevets sont délivrés pour ces variétés. Il a ajouté qu'en Australie le système de protection des variétés végétales est relativement nouveau et a été bien accueilli.

70. a) M. ESPENHAIN (Service de la protection des obtentions végétales, Danemark) a déclaré que le Danemark est favorable au maintien du principe énoncé à l'article 2.1) de la Convention UPOV, notamment, compte tenu des incidences pratiques de l'élargissement du système des brevets à la protection des obtentions végétales, comme l'a déjà expliqué la délégation du Royaume-Uni. Par ailleurs, l'idée selon laquelle les inventions réalisées dans le domaine des végétaux doivent pouvoir être protégées par des brevets est considérée comme essentielle au Danemark; l'article 2.1) de la Convention UPOV n'interdit pas une protection de ce genre.

b) M. Espenhain a souhaité revenir sur la question, soulevée précédemment au cours du débat, de l'effet limitatif qu'aurait la définition du terme "variété", proposée actuellement dans le cadre de la révision de la Convention UPOV, sur la possibilité d'obtenir une protection par brevet en ce qui concerne les plantes et le matériel végétal. De l'avis de sa délégation, les préoccupations qui ont été exprimées ne sont pas justifiées. Les définitions proposées ne font qu'indiquer ce que sont dans la pratique une variété et le matériel de reproduction. A cet égard, il est admis qu'il y a un chevauchement entre les deux systèmes de protection dans le domaine des cellules végétales; il faut accepter le fait que les deux systèmes couvrent parfois le même objet. Toutefois, lorsque des cellules végétales sont utilisées en vue d'obtenir des variétés végétales, il conviendra de chercher à bénéficier d'une protection dans le cadre du système de protection des obtentions végétales; lorsque les cellules végétales contiennent un gène breveté, il conviendra de recourir au système des brevets pour cet objet. Il convient aussi de reconnaître qu'une protection cumulative est possible, par exemple dans le cas d'une variété protégée par un certificat d'obtention végétale et contenant un gène breveté. Toutefois, la protection porte, dans des cas de ce genre, sur des entités ou des objets différents. Enfin, la délégation a noté que la plupart des lois relatives à la protection des obtentions végétales ne couvrent pas la totalité des genres et des espèces du règne végétal, d'où des lacunes sur le plan de la protection. Elle a approuvé le projet de révision de la Convention UPOV à cet égard.

71. M. CASADO (Office de la propriété industrielle, Espagne) a dit qu'en Espagne le système des brevets et le système de protection des obtentions végétales coexistent sans interférence. Les procédés biotechnologiques d'obtention de variétés végétales peuvent être protégés par brevet, alors que la variété proprement dite, obtenue au moyen du procédé en cause, sera protégée en tant que variété végétale dans le cadre de la législation pertinente. En ce sens, les obtenteurs peuvent emprunter deux voies différentes pour faire protéger leurs innovations, à savoir demander des

brevets pour les procédés et des certificats d'obtention végétale pour les variétés obtenues au moyen de ces procédés. La réponse aux questions soulevées au paragraphe 8 du document OMPI/UPOV/CE/I/2 dépend forcément de celle qui peut être apportée aux questions posées au paragraphe 14 de ce même document au sujet de la définition de la "variété végétale". Rien ne s'oppose à une modification de la définition de la "variété" destinée à en préciser le sens, mais des doutes ont été émis quant à l'opportunité d'étendre la portée de cette définition. Cette dernière solution ne semble pas opportune à l'heure actuelle. Il serait préférable d'envisager d'étendre la liste des espèces pour lesquelles peuvent être délivrés des certificats d'obtention végétale. La délégation de l'Espagne n'est pas actuellement en mesure d'appuyer le système de cumul de la protection pour une même variété. Bien que le principe du libre choix de la protection soit acceptable, il ne faut pas oublier que les deux systèmes sont fondamentalement différents et que la législation nationale de chaque pays devrait définir les conditions d'obtention de la protection en vertu de l'un ou l'autre système.

72. M. LOSSIUS (Office des brevets, Norvège) a déclaré que dans son pays on estime, d'une façon générale, qu'il ne devrait pas être délivré de brevets pour des formes de vie supérieures. Une seule forme de protection devrait être autorisée pour les variétés végétales. Il convient par conséquent de répondre par la négative aux questions relatives à la possibilité de double protection. A ce propos, la déclaration faite précédemment par la délégation des Pays-Bas a été approuvée.

73. Mme NUORLAHTI-SOLARMO (Office des brevets et de l'enregistrement, Finlande) s'est déclarée opposée à l'interdiction de la double protection des variétés végétales et a proposé que cette interdiction soit levée. Le même objet devrait, en principe, pouvoir être protégé à la fois dans le cadre du système des brevets et dans celui du régime propre aux obtentions végétales.

74. M. ÖSTER (Ministère de l'agriculture, Suède) a déclaré qu'en Suède la possibilité de disposer simultanément des deux systèmes de protection n'est pas perçue comme une véritable nécessité. La position actuelle peut néanmoins donner matière à débat. A cet égard, un élément important est constitué par la question de savoir si la suppression des dispositions excluant la double protection facilitera ou découragera l'adhésion à la convention d'Etats qui ne sont actuellement pas membres de l'UPOV. Enfin, M. Oster a indiqué que sa délégation souscrit, d'une façon générale, aux vues exprimées par M. Espenhain (Danemark).

75. M. BYRNE (Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, Irlande) a déclaré qu'en Irlande le système de protection par certificats d'obtention végétale est considéré comme le meilleur système de protection pour les obtentions végétales en tant que telles. Comme le Royaume-Uni, l'Irlande est ouverte à la possibilité de délivrer parfois un brevet pour une variété répondant au critère de non-évidence, mais à condition que les critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité soient aussi remplis. L'une des raisons à cela réside dans le lien avec le catalogue des variétés admises à la commercialisation. En ce qui concerne la suppression de l'article 53.b) de la Convention sur le brevet européen et la possibilité de délivrer parfois un brevet, il faudra ajouter parmi les conditions à remplir pour qu'un brevet puisse être délivré la distinction, l'homogénéité et la stabilité, et adapter le principe de l'épuisement aux caractéristiques particulières de l'objet en question. La définition du terme "variété" devra être la même pour les deux

14

systemes de protection. Enfin, la possibilité de recourir en même temps à la protection par brevet pour un gène et à la protection par certificat d'obtention végétale pour une variété ne soulève pas de difficulté en Irlande.

76. M. WHITMORE (Service de la protection des obtentions végétales, Nouvelle-Zélande) a indiqué qu'il présente des observations au nom de la Nouvelle-Zélande et qu'un groupe de travail constitué de représentants de l'office des brevets et du service de la protection des obtentions végétales ainsi que de représentants des différents milieux intéressés a examiné les questions. En ce qui concerne la question posée au paragraphe 8, il a été unanimement reconnu que les deux formes de protection doivent être disponibles, et ce comme s'excluant mutuellement ou de façon cumulative. En cas de problèmes éventuels, la solution consistera à ajuster les deux systèmes.

77. M. SIMUNOVIC (Service de l'agriculture et de l'élevage, Chili) a noté, à propos de la possibilité d'opter entre différents systèmes de protection, qu'il convient de tenir compte du fait que certains pays ne produisent pas beaucoup d'obtentions végétales mais sont plutôt amenés à protéger de nouvelles variétés venant de l'étranger. Le pays qui reçoit ces variétés serait censé accorder la protection des obtentions végétales à la fois à ses ressortissants et aux étrangers, dans les mêmes conditions, indépendamment de la nature de la protection accordée aux variétés dans le pays étranger d'origine. Il a aussi été noté qu'il ne paraît pas logique du point de vue juridique de parler de deux titres de protection alors que, dans la pratique, une seule action juridique peut être intentée en vertu des deux titres. Si, comme l'a expliqué précédemment la délégation des Etats-Unis d'Amérique, le détenteur de deux titres est dans l'obligation de joindre les actions intentées en vertu de ces titres, le fait de détenir deux titres de protection n'aurait guère d'effet pratique.

78. Mme DARMON (Institut national de la propriété industrielle, France) a confirmé que son administration de tutelle était favorable à une suppression de l'interdiction de la double protection.

79. M. PRÉVEL (Ministère de l'agriculture et de la forêt, France) a rappelé que le Ministère de l'agriculture et de la forêt et d'autres ministères compétents étaient pour l'instant d'avis que, compte tenu des objectifs de la révision de la Convention UPOV, le système de la protection des obtentions végétales était le meilleur instrument de protection pour les variétés végétales.

80. M. TESCHEMACHER (OEB) a déclaré que, historiquement, en raison des problèmes de reproductibilité, le système des brevets n'est pas utilisé largement pour protéger la matière vivante. Au cours des dernières années, en raison d'une évolution technique imprévue, des solutions ont été trouvées pour le problème de la reproductibilité et des demandes de brevet ont donc été déposées pour de la matière vivante telle que les végétaux. L'orateur a indiqué que les exclusions de la protection par brevet ont toujours soulevé des problèmes du fait que ces exclusions deviennent des obstacles après certains progrès techniques. Il est donc nécessaire d'examiner la question dans le contexte actuel. En ce qui concerne les variétés végétales, le maintien de l'interdiction d'une double protection pourrait uniquement se justifier s'il n'en résultait pas des lacunes et des faiblesses au niveau de la protection. Cela signifie que les éléments nouveaux qui ne se limitent pas à un phénotype déterminé doivent pouvoir être protégés par un brevet. Si

l'interdiction de la double protection est levée, il faut tenir compte du fait que le déposant trouve un intérêt légitime dans la possibilité de déposer une demande pour les deux types de titres de protection en même temps car il ne connaît pas à l'avance l'issue de la procédure. Si le cumul de la protection n'est pas considéré comme approprié, le déposant devrait pouvoir choisir au terme de la procédure.

81. M. DEBOIS (OCDE) a attiré l'attention sur les liens qui existaient entre la protection de la propriété intellectuelle dans le domaine des variétés végétales et le maintien (sélection conservatrice) des variétés, domaine sur lequel l'OCDE exerçait d'importantes responsabilités dans le cadre des systèmes de certification des variétés et des semences.

82. M. OBST (Direction générale de l'agriculture, CCE) s'est référé à une intervention faite précédemment par Mme Keegan, membre de la délégation de la CCE, au sujet du fait que, tant qu'il y aura des dispositions prévoyant des exclusions dans la Convention UPOV et dans la Convention sur le brevet européen, les Communautés européennes en tiendront compte dans leurs instruments juridiques. A cet égard, le facteur temps est d'une importance primordiale. Des réponses aux questions soulevées par l'interface entre la protection par brevet et la protection par certificat d'obtention végétale devront être fournies rapidement, avant que la suppression des dispositions prévoyant des exclusions puisse être envisagée. Si ces dispositions sont supprimées, les initiatives engagées actuellement au sein de la Communauté européenne devront être réexaminées à la lumière de la nouvelle situation.

83. a) M. KOCH (AIPH) a déclaré que les membres de l'AIPH ne sont pas en faveur de la délivrance de brevets pour la matière vivante et a proposé d'établir un équilibre entre les intérêts des obtenteurs, des utilisateurs de variétés, des consommateurs et du tiers monde. En général, les vues de l'AIPH sont proches des idées qui sous-tendent le projet de proposition de règlement sur le droit d'obtenteur communautaire de la CCE et la législation danoise sur la protection des obtentions végétales.

b) En ce qui concerne la question de savoir comment lier les deux systèmes de protection en cause, M. Koch a fait observer que, dans le cas des plantes ornementales, il est souvent difficile de décrire un progrès technique important (activité inventive). L'AIPH a demandé que les obtentions végétales soient protégées exclusivement par des certificats d'obtention végétale. Elle peut accepter que les inventions biotechnologiques, telles que des gènes et des procédés, soient brevetées, sous réserve que les conditions habituelles soient remplies et qu'il n'y ait pas de double protection. En outre, le souci de l'AIPH est d'arriver à un système équilibré de licences obligatoires afin de mettre les variétés végétales à la disposition des utilisateurs et des consommateurs, et de faire en sorte que le matériel breveté soit disponible pour des travaux de sélection.

84. M. STRAUS (AIPPI) est partisan de prévoir pour le même objet à la fois la protection par certificat d'obtention végétale et la protection par brevet, soit au choix soit de façon cumulative. En outre, une convention internationale devrait fixer seulement des règles minimales de protection en laissant le reste aux législations nationales. L'orateur a appuyé le point de vue exprimé par les délégations de l'Australie et des Etats-Unis d'Amérique, selon lequel rien ne devrait être exclu de la protection par brevet. A propos des conséquences pratiques d'un éventuel chevauchement entre le brevet et le



certificat d'obtention végétale, l'orateur n'a pas jugé que cela soit très préoccupant. Il a en outre observé que la délivrance d'un brevet ne donne pas en soi au titulaire du brevet le pouvoir de commercialiser un produit. A cet égard, il existe pour les obtentions végétales des procédures similaires à celles qui ont été adoptées pour l'autorisation de mise sur le marché des produits pharmaceutiques. L'orateur a demandé au Secrétariat de l'UPOV pourquoi l'Australie et le Japon ont des systèmes juridiques autorisant une double protection, ce qui est sans doute incompatible avec l'article 2 de la Convention UPOV, alors qu'ils ont pu entrer dans l'Union.

85. M. HASHIMOTO (APAA) a déclaré que la protection par brevet devrait pouvoir être obtenue dans n'importe quel domaine technique et il a par conséquent appuyé la possibilité d'obtenir pour les variétés végétales une protection cumulative faisant appel aux deux systèmes. Il a noté que cette possibilité existe déjà dans le domaine de la propriété industrielle lorsque, par exemple, un même produit peut être protégé en vertu du droit des brevets et en vertu du droit des dessins et modèles industriels, pour autant que les conditions fixées par chacune des législations soient remplies. On pourrait adopter une solution similaire pour la protection des obtentions végétales et les brevets, afin que les inventeurs aient le choix du type de protection qu'ils préfèrent s'assurer pour leurs réalisations techniques.

86. M. GUTMANN (FICPI) a déclaré que le débat sur le choix éventuel des moyens de protection applicables, et sur l'interface éventuel entre les domaines techniques auxquels ces moyens de protection pourraient s'appliquer, devrait prendre en compte les objets techniques même de protection, même si ces objets consistent en de la matière vivante. Il a ajouté que la variété végétale était liée à la totalité de l'information génétique dont elle est porteuse, chacun des éléments de cette information étant normalement indissociable des autres. Cela se traduit dans le système UPOV par des modes de protection qui s'appliquent à des variétés ayant un degré élevé de spécialité au niveau de l'ensemble de leurs caractères. Les barrières séparant les variétés distinctes, et même les espèces végétales, ont éclaté en raison de l'avènement des techniques du génie génétique. En effet, la même information génétique peut souvent être transférée par un procédé à la fois reproductible et susceptible d'être décrit dans de nombreuses espèces. Il a précisé que dans de tels cas, la production et le dépôt auprès des autorités compétentes de toutes les variétés susceptibles d'être produites ne pourra être envisagée, de même que la vérification par ces autorités de la conformité de ces variétés aux normes de nouveauté, de stabilité et d'homogénéité prescrites par l'UPOV. Dans ces conditions, pourquoi ne pas appliquer les méthodes élaborées dans le cadre du système des brevets à partir du moment où une description des caractères sera requise pour la protection de plantes génétiquement transformées pouvant englober autant de variétés nouvelles. Il a ajouté qu'en ce qui concerne la protection d'une variété végétale nouvelle, dont le caractère nouveau résulte d'une technique reproductible et descriptible, une revendication de brevet devrait pouvoir porter sur cette variété et non uniquement sur une plante génétiquement transformée. Il s'est demandé si l'on pouvait empêcher un inventeur de restreindre ses revendications à la variété nouvelle qu'il peut avoir obtenu s'il estime que son invention a surtout porté sur le perfectionnement apporté à une variété antérieurement connue. Il a, par ailleurs, insisté sur l'importance de la notion de revendication d'un brevet qui détermine le droit conféré par le brevet, à savoir le droit exclusif d'exploitation, y compris le droit d'empêcher la contrefaçon de l'invention par des tiers. Il a déclaré, en ce

qui concerne la question du cumul de protections, que son organisation était favorable au principe de liberté de choix de l'inventeur entre les deux formes de protection, d'une manière soit alternative, soit cumulative, et donc que l'interdiction de la double protection devait être levée. Il s'est cependant demandé si la frontière qui serait tracée entre les objets protégeables par brevets et ceux protégeables par des droits d'obtenteur, ne serait pas contestable dans 20 ans lorsque le contexte technique sera différent, comme il l'avait été il y a 30 ans. Il a précisé que cette dernière remarque ne devait pas empêcher la mise en place du principe du cumul de protections. En pratique, un brevet sera déposé bien avant une demande de certificat d'obtention végétale, en raison notamment de la nature très différente des critères de nouveauté applicables aux deux systèmes de protection. Le dépôt de la demande de certificat d'obtention végétale peut même être postérieur à la publication du brevet, et il s'est interrogé sur l'impact de cette demande publiée sur l'originalité contenue dans le certificat d'obtention végétale déposé postérieurement. Il a enfin indiqué que, dans un système de double protection et en présence d'un cas de contrefaçon, l'existence de deux titres de protection serait sans effet sur les sanctions et le montant des dommages et intérêts, lesquels seraient alloués en fonction du dommage réellement subi et non en fonction du nombre de titres protégeant le droit.

87. a) M. BROCK-NANNESTAD (FEMIP) a rappelé que l'interdiction de la double protection reposait initialement sur le raisonnement suivant : une variété végétale ne peut pas être reproduite de façon à répondre à l'exigence de reproductibilité du droit des brevets. Ce raisonnement initial n'est plus valable, mais à l'heure actuelle, l'interdiction de la double protection est devenue politiquement utile dans le débat entre les agriculteurs et les industriels; elle est donc devenue une question politique. La principale différence entre le brevet et le certificat d'obtention végétale réside dans l'information que l'un et l'autre apportent à l'humanité. Un brevet donne des renseignements et un enseignement sur la façon d'obtenir un résultat donné alors que, dans le système de protection des obtentions végétales, seul le produit final du procédé est mis à la disposition de l'humanité. Une liste non exhaustive de 24 brevets délivrés par l'Office des brevets et des marques des Etats-Unis d'Amérique a été citée à titre d'exemple. Ces brevets se rapportent à des variétés végétales qui auraient toutes pu, en principe, faire l'objet d'une protection par certificat d'obtention végétale. Ils contiennent une foule de renseignements sur la façon d'obtenir les plantes qu'ils décrivent et ces renseignements vont au-delà de la simple description d'une plante ou du matériel de reproduction d'une plante à propos desquels on ne fournit aucune indication sur la façon de les obtenir. L'orateur a communiqué la liste des brevets cités au secrétariat.

b) Il a suggéré qu'une étude soit réalisée quant au style des revendications et au contenu informatif des brevets délivrés aux Etats-Unis d'Amérique, en précisant que cette étude devrait être réalisée de préférence par l'OEB. Il a indiqué que l'OEB a l'expérience de ce genre d'études et a cité les séries techniques de l'OEB à cet égard. Il a offert la collaboration de son organisation en la matière.

88. Mlle COMTE (FIPA, COGECA et COPA) s'est associée à la déclaration faite par M. Koch au nom de l'AIPH. Elle a rappelé la position des organisations qu'elle représentait, selon laquelle, d'une part, la protection des obtentions végétales était le seul instrument approprié pour la protection des variétés végétales et, d'autre part, les dispositions interdisant la double protection devaient être maintenues.

89. a) M. LE BUANEC (ASSINSEL), se référant aux interventions de certains orateurs qui l'ont précédé, a souligné que l'on ne pouvait pas opposer les agents économiques (les obtenteurs et les spécialistes du génie génétique) ou les secteurs économiques (l'agriculture et l'industrie), mais seulement distinguer des catégories d'objets à protéger. Beaucoup d'entreprises représentées au sein de l'ASSINSEL poursuivaient leur objectif principal, à savoir la création de variétés, en déployant leurs activités dans toutes les directions utiles et en faisant appel à toutes les techniques à leur disposition. Par conséquent, l'objectif devait être d'assurer la meilleure protection possible par l'intermédiaire du droit d'obtenteur, du brevet et, si les objets de la protection pouvaient être confondus, des deux instruments utilisés simultanément.

b) M. Le Buanec a ajouté que la position de l'ASSINSEL n'était pas encore définitive mais dépendait des résultats de la révision de la Convention UPOV et des travaux en cours sur le brevet. Une minorité de membres de l'ASSINSEL était favorable au libre choix du système de protection et à la mise à disposition des deux systèmes avec obligation de choisir ou possibilité de cumuler. La majorité était favorable au maintien des dispositions interdisant la double protection, étant donné que le processus de création variétale fondé sur les croisements et les recombinaisons ne pouvait pas se concevoir sans libre accès à la variabilité génétique, conformément au principe énoncé à l'article 5.3) de la Convention UPOV; cette variabilité génétique était constituée principalement par les variétés les plus récentes, en général protégées. M. Le Buanec a ajouté que le progrès lié au développement des théories et des processus d'amélioration des plantes suscitait également la mise en oeuvre des variétés déjà existantes, de sorte que le principe énoncé à l'article 5.3) de la Convention UPOV restait tout à fait d'actualité. Cependant, l'ASSINSEL était favorable à une limitation de ce principe dans le cas des variétés essentiellement dérivées d'une variété existante et dans le cas de l'utilisation d'une invention biotechnologique protégée par un brevet.

90. M. TAKAKURA (Japon) a indiqué au comité d'experts que le gouvernement de son pays est toujours en train d'examiner s'il convient de maintenir ou de supprimer l'interdiction de la double protection. D'après les avis émis en faveur de l'interdiction de la double protection, les obtentions végétales en tant que telles ne doivent être protégées que par un certificat d'obtention végétale afin qu'il n'y ait pas de doute sur le plan juridique. Quant aux avis émis en faveur de la double protection, ils s'appuient sur le fait que les deux formes de protection ont des fins différentes et sont subordonnées à des conditions d'obtention différentes.

91. M. ROBERTS (CCI) a dit que les obtenteurs devraient pouvoir obtenir des brevets et des certificats d'obtention végétale, soit au choix, soit de façon cumulative, et qu'une liberté totale devrait prévaloir en cette matière. Il a estimé que, dans la pratique, peu de variétés végétales sont brevetables et que la question peut donc être considérée comme mineure. Néanmoins, la possibilité d'une double protection devrait exister en raison du risque de laisser subsister dans un système ou dans l'autre des lacunes qui pourraient priver complètement de protection telle ou telle réalisation technique. Certes, la solution idéale consisterait à séparer les deux systèmes de telle façon qu'il n'y ait ni lacune ni chevauchement, mais, dans la pratique, il faut tolérer certains chevauchements si l'on veut éviter les lacunes. Il n'est pas souhaitable de refuser un brevet pour une variété végétale si la seule raison de ce refus est qu'il s'agit d'une variété végétale.

92. a) M. ROYON (CIOPORA) a déclaré que, si c'était la première fois que l'on essayait de résoudre le problème de la protection des obtentions végétales, c'est le système des brevets qui apparaîtrait comme la seule solution possible. Pour diverses raisons (possibilité de mieux décrire les variétés végétales, possibilité de déposer du matériel végétal, amélioration proposée de la Convention UPOV, situation dans certains Etats où les deux systèmes de protection sont disponibles), les deux systèmes de protection en cause doivent être disponibles simultanément. Cela est aussi souhaitable de façon à faciliter l'adhésion à la Convention UPOV d'Etats dans lesquels aucune protection n'est actuellement disponible pour les obtentions végétales et dans lesquels on peut facilement recourir au système des brevets. Par conséquent, il convient de supprimer l'article 2.1) du texte actuel de la convention, de s'opposer à la tentative faite au sein du Comité administratif et juridique de l'UPOV en vue de supprimer totalement la protection par brevet et de réexaminer l'article 53.b) de la Convention sur le brevet européen.

b) En ce qui concerne la question des conditions dans lesquelles les deux formes doivent être disponibles, la CIOPORA estime qu'il convient d'adopter une approche souple et pragmatique. En ce qui concerne les variétés végétales en tant que telles, il suffira de laisser le choix entre les deux systèmes une fois que la Convention UPOV aura été révisée. Toutefois, dans les conditions actuelles, un obtenteur pourra aussi avoir intérêt à déposer une demande de brevet en plus du certificat d'obtention végétale afin de protéger des produits n'entrant pas dans le champ de la protection conférée par ce dernier. En ce qui concerne l'information génétique, les auteurs d'inventions biotechnologiques pourront avoir intérêt à ce que la protection conférée par le brevet soit étendue aux variétés contenant cette information. Une double protection, sous la forme d'un brevet pour l'information génétique et d'un certificat d'obtention végétale pour les variétés, apparaît donc nécessaire. Toutefois, si la protection par brevet est étendue aux variétés, il sera plus économique pour l'inventeur de chercher à obtenir un seul titre de protection, à savoir le brevet, à condition que les variétés remplissent les conditions de brevetabilité.

c) A propos des observations de MM. Byrne (Irlande) et Debois (OCDE), M. Royon a conclu en appelant l'attention sur l'indépendance des systèmes de propriété intellectuelle par rapport aux systèmes de certification, qui, en outre, ne s'appliqueraient pas aux plantes ornementales en particulier.

93. M. ROTH (GIFAP) a observé que les deux systèmes de protection doivent être disponibles et qu'un inventeur devrait être libre de choisir le système qu'il préfère pour protéger son invention. Sur ce point, l'orateur a appuyé le point de vue exprimé par la délégation des Etats-Unis d'Amérique.

94. M. YAMASHITA (JPA) a indiqué que son organisation estime que les deux systèmes de protection devraient pouvoir être utilisés et devraient aussi pouvoir être cumulés.

95. M. BESSON (FIS) a fait savoir que le Bureau de la FIS appuyait sans réserve la position nuancée de l'ASSINSEL. Il a indiqué par ailleurs qu'il fallait examiner les incidences d'une modification du régime juridique sur le commerce international des variétés et des semences.

96. M. KOSHIBE (FIS) a déclaré que la Japanese Seed Association approuve vivement la position de l'ASSINSEL et de la FIS. Cette association estime qu'il est nécessaire d'établir une nette démarcation entre le système des

brevets et le système des certificats d'obtention végétale pour éviter tout conflit. M. Koshibe a ajouté que la création d'un système particulier de protection pour les obtentions végétales au Japon, à la suite de la révision de la loi sur les semences et les plants, découle du fait que les milieux agricoles et horticoles du Japon ont constaté que le système des brevets est inapproprié. Il ne peut donc pas être favorable à un système de "double protection".

97. M. HUYGENS (EPI) a dit que les deux systèmes de protection devraient être utilisables pour les variétés végétales. Normalement, cette protection devrait couvrir des aspects différents du même objet, mais, si une variété végétale remplit les conditions de brevetabilité, il devrait être possible d'obtenir un brevet. D'autre part, il conviendrait certes d'accepter la possibilité de double protection dans les cas où cela est possible, mais cette solution ne devrait pas donner au titulaire des droits la possibilité de percevoir deux fois des dommages-intérêts en cas de contrefaçon.

98. M. LAIRD (UNICE) a déclaré que la biologie est en mesure de produire de grandes innovations et que, pour que le public bénéficie de ces innovations, il est nécessaire de prévoir une protection appropriée. Il a estimé que le brevet et le certificat d'obtention végétale couvrent des aspects différents de la botanique et qu'il convient de laisser à l'obtenteur le soin de décider quelle forme de protection il veut utiliser. On devrait admettre le choix de l'une ou l'autre, et même le cumul des deux formes de protection. L'orateur a observé que l'on a certes évoqué les difficultés pratiques que soulève un cumul de la protection mais que les difficultés inhérentes à l'interdiction de ce cumul sont encore plus grandes. En particulier, il serait difficile de déterminer ce qui est ou n'est pas une variété et, par conséquent, quelle forme de protection est la bonne.

99. M. GROSS (CEFIC) a appuyé les propos des représentants de l'AIPPI et de l'UNICE. Il a rappelé que le certificat d'obtention végétale a été créé à une époque où les obtenteurs ne pouvaient pas obtenir de brevets. Mais le certificat d'obtention végétale devra être maintenu comme système de protection des variétés végétales parce qu'il restera nécessaire dans l'avenir. Néanmoins, si un obtenteur peut remplir les conditions de brevetabilité prévues par la législation applicable, il doit pouvoir obtenir un brevet. Voilà pourquoi il conviendrait de lever l'interdiction de la double protection d'une variété végétale.

100. M. WINTER (COMASSO) a déclaré que, de l'avis de la COMASSO, le système de protection des obtentions végétales, en raison de ses dispositions spécialement conçues à cet effet, est la forme de protection la plus appropriée pour les variétés végétales en tant que telles. Ce point de vue est néanmoins subordonné à la réalisation des améliorations qu'il est proposé d'apporter à la Convention UPOV. Il repose non seulement sur des considérations politiques, comme l'a indiqué M. Brouër (République fédérale d'Allemagne), mais aussi sur la nécessité absolue de conserver dans l'optique de l'amélioration des plantes l'"exception en faveur de l'obtenteur", compte tenu des adaptations indispensables en ce qui concerne les variétés essentiellement dérivées de variétés protégées, d'une part, et les variétés contenant un objet breveté, d'autre part. L'orateur a en outre déclaré que la notion d'exception en faveur de la recherche appliquée dans le domaine des brevets ne garantit pas les mêmes possibilités, par ailleurs indispensables, que l'exception en faveur de l'obtenteur dans le cadre du système révisé de l'UPOV qui est proposé.

101. M. MOUFANG (Institut Max Planck) a déclaré que les obtentions végétales ne devraient pas être exclues de la protection par brevet au profit du certificat d'obtention végétale. De nombreux Etats offrent ce choix à l'obtenteur et d'autres prévoient de le faire. Par conséquent, aucune limitation à cet égard ne devrait être introduite ou maintenue à l'échelon international. L'orateur a aussi estimé que l'UPOV ne devrait pas subordonner l'entrée dans l'Union à l'interdiction de la double protection. Il a indiqué que cette interdiction finit par avoir comme conséquence préjudiciable l'apparition d'un double régime et a cité comme exemple l'appartenance à l'UPOV des Etats-Unis d'Amérique, pays qui n'est pas lié par l'interdiction de la double protection.

102. M. ROTH (IBA) a indiqué que son organisation est préoccupée par le débat concernant la libre disponibilité de germeplasma. Il a ajouté que dans la mise au point d'un hybride, on peut garder secrètes les lignées endogames et obtenir un certificat d'obtention végétale pour l'hybride. Ainsi, l'obtenteur peut obtenir une protection double ou cumulative par le secret commercial et par le certificat d'obtention végétale. L'orateur a aussi observé que l'un des avantages du système des brevets, si les conditions de brevetabilité peuvent être remplies, est qu'à la fin du délai de monopole, n'importe qui est libre d'utiliser l'invention divulguée. Il a ajouté sur ce point que le système des brevets est le seul à exiger une divulgation suffisante et a conclu que l'interdiction de la brevetabilité des variétés devrait être levée.

103. M. HJERTMAN (EFPIA) a appuyé la position de l'UNICE et du CEFIC.

104. M. ARDLEY (Service de la protection des obtentions végétales, Royaume-Uni) a déclaré qu'au Royaume-Uni aucune position définitive n'a encore été adoptée. Se référant aux observations formulées par certains représentants d'organisations internationales non gouvernementales au sujet de la déclaration précédente de sa délégation et de la déclaration de M. Byrne (Irlande), il a fait observer que les problèmes découlant de la possibilité de disposer de deux systèmes de protection ne sont pas tant liés aux systèmes de catalogues de variétés et de certification des semences, mais aux conditions de protection dans le cadre du système de protection des obtentions végétales, en particulier au critère de distinction. Si les variétés sont protégées par des brevets, il sera difficile, dans certains cas, de déterminer si, effectivement, une variété donnée est notoirement connue. Cette difficulté pourra être surmontée, par exemple, si l'on applique aussi aux variétés brevetées les conditions de distinction, d'homogénéité et de stabilité. Cela pourrait constituer un progrès et rendre la suppression des dispositions excluant la double protection plus facile à accepter.

105. a) M. DUFFHUES (président) a résumé ainsi les délibérations relatives à la première partie de la question posée au paragraphe 8 :

i) Il est généralement admis que les progrès enregistrés dans les biotechnologies ont abouti à une modification des relations entre le système des brevets et le système de protection des obtentions végétales.

ii) On constate une tendance à considérer ces relations d'une façon plus uniforme.

iii) Un certain nombre d'Etats (en particulier d'Etats non européens) et d'organisations (en particulier dans le domaine des brevets) sont pour la suppression des dispositions interdisant la double protection.

iv) Un accord général existe, y compris parmi les Etats et les organisations favorables au maintien des dispositions relatives à la double protection, sur l'admissibilité de breveter des éléments de plantes et de variétés végétales, et des procédés.

v) Il faut poursuivre l'examen du problème, en particulier compte tenu des observations de M. Simunovic (Chili) et de la question de savoir s'il sera plus facile pour les Etats qui ne sont pas encore membres de l'UPOV de devenir membres de cette organisation à partir de leur loi sur les brevets.

b) En ce qui concerne les conditions dans lesquelles les deux formes de protection doivent être disponibles, M. Duffhues a déclaré que, d'après les interventions, la tendance est de laisser toute latitude au déposant. Toutefois, les circonstances pourront bien obliger, dans la pratique, le déposant à choisir entre les deux systèmes, et, dans la plupart des cas, celui-ci aura intérêt à opter pour le système des certificats d'obtention végétale parce que, pour les variétés végétales en tant que telles, ce système offrira la meilleure protection à des conditions plus faciles à remplir.

#### Questions des alinéas b) et c) du paragraphe 9

106. M. BROUËR (Ministère de la justice, République fédérale d'Allemagne) a déclaré que la principale question des alinéas b) et c) du paragraphe 9 est d'appliquer la protection par certificat d'obtention végétale aux variétés végétales et non aux parties de végétaux comme les gènes ou aux procédés. Il a estimé que la principale question a trait à l'application du privilège de l'agriculteur tout en garantissant les droits des obtenteurs et le libre accès des tiers au matériel génétique. Il s'est demandé si, pour ceux qui sont partisans d'accorder des brevets pour les variétés végétales, le privilège de l'agriculteur devrait s'appliquer à ces brevets ou s'il conviendrait de prévoir le recours à un genre de licence obligatoire.

107. M. HOINKES (Office des brevets et des marques, Etats-Unis d'Amérique) a dit que les pays qui ont préconisé de supprimer l'interdiction de la double protection ont réfléchi au privilège de l'agriculteur. Ce privilège est considéré comme un problème irritant du fait que des abus ont été commis aux Etats-Unis d'Amérique, à tel point que l'on envisage sérieusement dans ce pays de réduire ce privilège ainsi que l'exception prévue dans la Convention UPOV. Aucune réponse définitive n'a encore été apportée aux Etats-Unis d'Amérique à la question de savoir comment régler ce problème. En ce qui concerne les exceptions dans le système des brevets, elles sont considérées comme inappropriées dans le cadre de ce système et comme allant à l'encontre de son objectif général. L'orateur a estimé que dès lors qu'une exclusion est admise en faveur d'un groupe d'intérêt particulier, d'autres groupes d'intérêt travaillant dans d'autres secteurs techniques chercheront aussi à obtenir des exclusions. On peut penser qu'une telle évolution conduit à une érosion inexorable de la valeur du brevet. Dans ce contexte, l'orateur a indiqué qu'il est difficile de définir une variété aux fins de l'exclusion ou de l'inclusion. Le problème est particulièrement ardu dans les pays qui excluent actuellement la protection par brevet pour les variétés végétales lorsque sont

déposées des demandes qui répondent à toutes les conditions de brevetabilité mais que le service d'examen compétent affirme que l'objet de la demande relève de la définition de la variété végétale et que la demande ne décrit donc pas un objet brevetable.

108. M. KIEWEIT (Ministère de l'agriculture et de la pêche, Pays-Bas) a déclaré qu'aux Pays-Bas la reconnaissance d'un "privilège de l'agriculteur" n'est considérée comme justifiée dans aucun des systèmes. L'autorisation d'utiliser des semences d'une variété protégée pour plus d'une génération peut être donnée par le titulaire du droit. Cette autorisation sera répercutée sur le montant de la redevance. Les agriculteurs des Pays-Bas partagent ce point de vue à condition que les agriculteurs d'autres pays se trouvent dans les mêmes conditions de concurrence.

109. M. WHITMORE (Service de la protection des obtentions végétales, Nouvelle-Zélande) a déclaré qu'en Nouvelle-Zélande tout le monde, y compris les organismes d'agriculteurs, s'accordent à reconnaître qu'il est difficile, sur un plan logique et théorique, de justifier un refus total d'autoriser l'exercice de droits de propriété intellectuelle dans la situation envisagée. Toutefois, dans la pratique, il faut tenir compte de l'habitude des agriculteurs qui conservent une partie de la récolte pour l'utiliser comme semence dans le cas de certaines cultures. Une limitation partielle peut donc se justifier pour ces cultures. Cette limitation pourra consister en une dérogation qui sera subordonnée à certaines conditions, en particulier au paiement d'une redevance et à d'autres exigences raisonnables telles que vérification des comptes, contrôle de la qualité et notification de l'utilisation.

110. M. MESSERLI (Office fédéral de la propriété intellectuelle, Suisse) a déclaré qu'aucun des deux systèmes de protection ne devrait prévoir de limitations particulières en fonction du caractère général du matériel biologique. Si des limitations doivent être conservées pour d'autres raisons, il conviendra de tenir compte du fait que les droits de propriété intellectuelle devront s'accompagner d'une rémunération équitable pour les chercheurs et les obtenteurs en contrepartie de leurs efforts, ce qui constituera un stimulant pour d'autres innovations. L'orateur a ajouté que le droit des brevets ne contient aucune justification du privilège de l'agriculteur. Par conséquent, il conviendrait d'examiner si ce privilège doit être maintenu pour le certificat d'obtention végétale lorsque l'on révisera la Convention UPOV.

111. M. PRÉVEL (Ministère de l'agriculture et de la forêt, France) a rappelé que les termes de la loi française ont permis aux obtenteurs d'obtenir une jurisprudence condamnant les agriculteurs ayant produit des semences de ferme avec le concours de trieurs à façon. Il en était résulté une situation politique assez difficile. Des négociations entre les parties intéressées sous l'égide du Ministère de l'agriculture et de la forêt avaient abouti à un accord provisoire prévoyant une tolérance en faveur des semences de ferme produites sans l'intervention de prestataires de service. M. Prével a souligné que cette situation a mis en évidence la force du droit concédé à l'obtenteur et la nécessité de progresser dans le cadre de la révision de la Convention UPOV. La position des obtenteurs de variétés, quelle que soit l'origine des variétés, devrait être renforcée, et le droit ne devrait pas être réduit par un privilège exorbitant qui se traduirait par une stagnation des investissements dans la recherche et, par conséquent, une stagnation du



4

niveau qualitatif et quantitatif des productions agricoles. A cet égard, M. Prével a relevé que le contrôle de l'usage fait d'une variété protégée était plus ou moins facile selon l'espèce considérée.

112. Mme AFONSO (Institut national de la propriété industrielle, Portugal) a déclaré que les inventions biotechnologiques pour des végétaux ou des variétés végétales devaient être traitées de la même façon que les autres inventions, ce afin de garantir une forte protection du brevet dans tous les domaines techniques. Elle a ajouté que le contrebalancement du monopole conféré par le brevet pouvait être réalisé par le biais du système de licence obligatoire qui faisait l'objet de la question posée au paragraphe 20 du document OMPI/UPOV/CE/I/2.

113. M. HADDRIK (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles, Australie) a indiqué qu'en vertu de la loi australienne sur les brevets le titulaire du brevet jouit d'un vaste monopole, mais qu'il ressort de la jurisprudence que des licences d'utilisation de l'invention peuvent être implicitement accordées en fonction des circonstances particulières à chaque cas. Certes, on peut admettre que le privilège de l'agriculteur constitue une licence implicite du brevet de variété végétale, mais, en principe, le titulaire du brevet a le droit de refuser cette licence. On pourrait aussi envisager l'établissement d'accords types comme solution possible dans le cas relatif au privilège de l'agriculteur. En dépit du fait que les agriculteurs pourraient se prévaloir avec succès de la pratique actuelle devant un tribunal, cette pratique pourrait se modifier dans l'avenir. Mais il n'est pas prévu de modifier la législation sur les brevets à l'heure actuelle. La loi sur les variétés végétales promulguée récemment prévoit en faveur de l'agriculteur une exception conforme à ce que prévoit la Convention UPOV.

114. M. RAVN (Office des brevets, Danemark) a déclaré qu'il est nécessaire de distinguer entre la protection des obtentions végétales et la protection par brevet pour répondre convenablement à la question. Dans le cas de la protection des obtentions végétales comme celle que prévoit la Convention UPOV, il peut être nécessaire de maintenir le privilège de l'agriculteur pour des raisons politiques. En ce qui concerne les brevets, il ne devrait y avoir, en principe, aucune limitation pour aucun domaine technique particulier et, à cet égard, il convient de se reporter aux observations de la délégation des Etats-Unis d'Amérique. A ce propos, la délégation a évoqué plusieurs problèmes pratiques, par exemple lorsque le privilège de l'agriculteur s'applique à une variété végétale protégée qui comprend une invention brevetée. En pareil cas, la protection des obtentions végétales devrait l'emporter sur la protection par brevet, le titulaire du brevet tenant compte de cette situation lorsqu'il passe des contrats avec l'obteneur en question.

115. M. ARDLEY (Service de la protection des obtentions végétales, Royaume-Uni) a déclaré que la tradition qui consiste à garder des semences pour la campagne suivante demeure autorisée compte tenu du texte actuel de l'article 5.1) de la Convention UPOV. Il n'y a pas lieu d'intervenir pour autant que cette tradition ne porte pas préjudice à d'autres intérêts, en particulier tant que la proportion de semences permettant à l'obteneur de récupérer son investissement ne diminue pas. L'introduction sur le marché de variétés d'origine biotechnologique pourrait toutefois modifier cette situation : pour des raisons parfaitement justifiées, ces variétés pourront coûter plus cher, ce qui encouragera donc la production de semences conservées par l'agriculteur. Le débat se poursuit actuellement au Royaume-Uni sur la

question de savoir si le "privilège de l'agriculteur" doit être conservé dans le système de protection par certificat d'obtention végétale. Il est donc impossible de prévoir l'issue de ce débat compte tenu du caractère délicat de cette question. Toutefois, il n'existe actuellement aucun équivalent du privilège de l'agriculteur en droit des brevets et il n'est pas concevable qu'il en soit introduit un.

116. Mme MORELLI GRADI (Office central des brevets, Italie) a déclaré que son pays ne pense pas qu'il est justifié de limiter les droits de propriété industrielle selon le matériel protégé. Elle a précisé que, s'il doit y avoir des limitations aux droits d'un titulaire, cela doit résulter d'abus de droits et non de l'appartenance à un secteur particulier de l'économie. Elle a conclu en indiquant que l'étendue du privilège de l'agriculteur dépend des résultats de la révision de la Convention UPOV, mais que ce privilège ne peut exister dans le cadre de l'exploitation d'un brevet d'invention.

117. M. GOMEZ (Office de la propriété industrielle, Espagne) a estimé que le privilège de l'agriculteur devrait être maintenu car certaines raisons le justifient. Il y a tout d'abord une raison tenant à la tradition de l'agriculture, selon laquelle le privilège de l'agriculteur est un droit largement reconnu et utilisé par les agriculteurs. Il y a, en second lieu, des raisons juridiques tenant au fait que les législations sur la protection des obtentions végétales reconnaissent déjà ce privilège à l'heure actuelle et que la législation sur les brevets reconnaît un principe similaire dans la doctrine de l'épuisement des droits conférés par le brevet. Enfin, il y a des raisons pratiques tenant au fait que le privilège de l'agriculteur est intrinsèquement limité, ce qui, dans la pratique, réduit l'incidence de cette exception. On peut mentionner à cet égard, en particulier, les semences hybrides ou la perte de vigueur et les variations du génotype de la variété par suite de la réutilisation des semences conservées par l'agriculteur ou de la contamination par le pollen d'autres variétés. De plus, il convient de rappeler que le privilège de l'agriculteur est limité à la possibilité de ressemer sur l'exploitation de l'agriculteur puisque la commercialisation de la semence serait de toute façon interdite en vertu du certificat d'obtention végétale. On pourrait envisager d'établir le privilège de l'agriculteur uniquement pour certains types de variétés et de limiter ou d'exclure l'application de ce privilège pour d'autres variétés.

118. M. ÖSTER (Ministère de l'agriculture, Suède) a déclaré que sa délégation souscrit au point de vue de M. Ravn (Danemark), mais s'interroge sur les conséquences de l'absence du "privilège de l'agriculteur" dans la législation sur les brevets. Il faut en particulier se demander si une différence sera ou pourra être établie en droit des brevets entre les semences de ferme obtenues uniquement au moyen du matériel de l'agriculteur et les semences de ferme produites dans le cadre d'opérations de triage à façon. Le problème de l'équipement mobile de triage est actuellement examiné en Suède.

119. M. LOSSIUS (Norvège) a indiqué que la Norvège est favorable au maintien du privilège de l'agriculteur et qu'il conviendrait d'étudier des moyens de lutte contre les abus.

120. M. SHITIKOV (Comité d'Etat pour les inventions et les découvertes, Union soviétique) s'est prononcé en faveur du privilège de l'agriculteur, dont il a relevé l'importance. Cette question est particulièrement aiguë pour son pays du fait que celui-ci abandonne actuellement le système du certificat

d'auteur d'invention pour les variétés végétales en faveur d'un système prévoyant la protection des droits exclusifs sur les végétaux. L'orateur a cependant noté que le privilège de l'agriculteur ne doit pas être inutilement étendu. Enfin, il a indiqué que son pays suit de près les activités de l'UPOV afin d'exploiter comme il convient dans sa législation nationale les derniers faits nouveaux.

121. Mme SISSON (Agriculture Canada, Canada) a rappelé qu'un projet de loi sur la protection des obtentions végétales, qui est conforme au texte actuel de la convention, est actuellement examiné par le Parlement. Il prévoit la reconnaissance d'un "privilège de l'agriculteur", sauf pour les plantes ornementales. La loi proposée a reçu le soutien des principales organisations d'agriculteurs à condition que le "privilège de l'agriculteur" y soit reconnu.

122. M. BUCHANAN (Département de la consommation et des corporations, Canada) a observé que si les variétés végétales devaient être brevetées, plusieurs questions se poseraient immédiatement à propos du privilège de l'agriculteur. A cet égard, trois solutions principales semblent possibles : i) supprimer le privilège de l'agriculteur dans les législations sur la protection des obtentions végétales, ce qui soulèverait des problèmes du fait que ce privilège existe dans nombre de législations et a été accepté comme limitation; ii) faire entrer le privilège de l'agriculteur dans la législation sur les brevets, ce qui soulèverait aussi des problèmes, en particulier ceux évoqués par la délégation des Etats-Unis d'Amérique à propos de la discrimination injustifiée fondée sur un domaine particulier de la technique; enfin, iii) maintenir la situation existante dans laquelle le privilège de l'agriculteur est reconnu dans la législation sur la protection des obtentions végétales mais non dans la législation sur les brevets.

123. Mme LOMMI (Finlande) a déclaré que le but du système des brevets est de garantir un droit exclusif à l'inventeur et que les exclusions doivent donc être limitées. Elle a appuyé le point de vue exprimé par la délégation des Etats-Unis d'Amérique à ce propos.

124. M. VUORI (Ministère de l'agriculture et des forêts, Finlande) a déclaré que les obtenteurs finlandais et l'Union centrale des producteurs agricoles finlandais ont estimé qu'il faut conserver le "privilège de l'agriculteur", et ce, compte tenu du fait que les semences sont achetées à des fins d'exploitation, y compris de multiplication. Dans les circonstances actuelles, il ne serait pas réaliste de supprimer ce "privilège" en Finlande.

125. M. BYRNE (Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, Irlande) a déclaré que cette question est délicate sur le plan politique, mais que l'abus découlant du "privilège de l'agriculteur" est une source de préoccupation. Des discussions sont en cours et il est possible que des groupes d'agriculteurs, des trieurs etc., produisent, sous licence, des semences de ferme, sous réserve du paiement de redevances aux obtenteurs. Il est essentiel que les obtenteurs reçoivent une rémunération équitable, et le projet de propositions de règlement sur le droit d'obtenteur communautaire de la CCE pourrait contribuer à résoudre les problèmes politiques qui se posent.

126. M. SIMUNOVIC (Service de l'agriculture et de l'élevage, Chili) a estimé que la première question posée dans le paragraphe 9 du document OMPI/UPOV/CE/I/2 ne devrait pas porter sur une "quelconque limitation" mais précisément sur les limitations évoquées dans les alinéas a) à e) de ce

paragraphe puisque tous les droits connaissent certaines limitations. Il semble également inadéquat de mettre l'accent sur la propriété concernant les végétaux puisque les végétaux sont des objets matériels, meubles, qui peuvent être possédés comme n'importe quel autre objet de propriété. Il conviendrait plutôt de mentionner les variétés végétales qui font précisément l'objet des droits examinés. Enfin, il semble que le privilège de l'agriculteur devrait être traité différemment selon le type de variété protégée par le certificat d'obtention végétale. Le privilège de l'agriculteur ne peut pas s'appliquer de la même façon à des variétés qui peuvent être reproduites à l'aide de semences, comme les céréales, et à des variétés qui peuvent être multipliées par voie végétative, comme les arbres fruitiers ou la vigne, puisque dans le premier cas il est pratiquement impossible d'empêcher quiconque de ressemer.

127. M. DUFFHUES (président) a constaté qu'un certain nombre d'Etats étaient favorables au maintien du "privilège de l'agriculteur" en raison de sa nature traditionnelle et des problèmes pratiques que soulève l'exercice des droits d'obteneurs en ce qui concerne le surplus de semences conservé sur l'exploitation. Il a indiqué en outre qu'il serait important à cet égard d'examiner ce qu'il faut entendre par exploitation agricole ou ferme et par agriculteur. Plusieurs Etats étaient opposés aux privilèges alors que d'autres se sont interrogés sur sa justification logique et économique.

128. M. OBST (Direction générale de l'agriculture, CCE) a dit que les précédents historiques ne peuvent être écartés d'emblée et doivent être pris en considération; cela pose la question de la justification d'une suppression du "privilège de l'agriculteur". L'élimination des abus ne pose pas de problème et l'initiative relative au droit d'obteneur communautaire va dans ce sens.

129. M. STRAUS (AIPPI) a estimé qu'il n'existe aucune raison économique valable pour introduire dans le droit des brevets des limitations revêtant la forme du privilège de l'agriculteur.

130. a) M. LANGE (ASSINSEL), se référant à la partie introductive de la question 9, a souligné que la seule limitation justifiée était l'"exception en faveur de l'obteneur" prévue à l'article 5.3) de la Convention UPOV. Ce principe est extrêmement important pour l'amélioration des plantes et doit être appliqué de façon identique, que la variété soit protégée par un certificat d'obtention végétale ou par un brevet, étant donné que l'amélioration des plantes est une activité qui exige l'utilisation et, partant, la disponibilité des variétés préexistantes. La majorité des membres de l'ASSINSEL est justement opposée à la protection des variétés végétales par brevet étant donné que le système des brevets ne garantit pas, avec une certitude absolue, cette disponibilité. En revanche, l'ASSINSEL est favorable à une limitation de l'"exception en faveur de l'obteneur" dans le cas où une variété doit être utilisée de façon répétitive pour la production commerciale d'une autre variété, comme le prévoit la deuxième phrase de l'article 5.3) de la Convention UPOV, dans le cas de variétés qui sont essentiellement dérivées d'une autre variété protégée, comme il est proposé dans le cadre de la révision de la convention, et dans le cas d'une variété contenant des informations génétiques brevetées. Dans ce dernier cas, le brevet devrait être respecté et l'autorisation du titulaire du brevet requise dès lors que l'information brevetée est appelée à être utilisée dans un programme de sélection.

b) S'agissant de la sous-question b), l'ASSINSEL a estimé qu'il n'y a aucune justification pour un "privilège de l'agriculteur", pour lequel la convention n'offre aucun fondement. Cette limitation n'existe que dans certaines législations nationales. Il ne serait pas approprié de renforcer la Convention UPOV et, parallèlement, de l'affaiblir en reconnaissant un "privilège". Enfin, compte tenu de sa position, l'ASSINSEL a estimé que la sous-question c) n'est pas pertinente.

131. M. BESSON (FIS) a fait savoir qu'il est indispensable de connaître le taux d'utilisation de semences de ferme pour mesurer l'ampleur des pertes subies par les obtenteurs sous forme de redevances non perçues et par les producteurs de semences sous forme de marchés non réalisés. Dans le cas des céréales à paille, ces taux sont, par exemple, les suivants : Australie : 89%; Espagne : 85%; Canada et Etats-Unis d'Amérique : 70%; France : 45%; Royaume-Uni : 30%; Irlande : 25%. Dans le cas des pommes de terre, ces taux sont de 40% en République fédérale d'Allemagne et de 20% au Royaume-Uni.

132. (a) Mme BEHAGHEL (FIPA, COGECA et COPA) a souligné que les agriculteurs européens sont unanimement favorables à l'idée de pouvoir conserver les semences d'une récolte en vue des emblavements de la campagne suivante. Cet avis est partagé par la FIPA. Cette tolérance, qui consiste à permettre aux agriculteurs de conserver des semences pour les réutiliser, n'est pas nouvelle et n'a jamais été interdite. Elle a même quelquefois été inscrite dans la législation nationale et s'inspire du droit de disposer des fruits de la terre. Si la Convention UPOV a introduit une exception c'est par rapport au droit de commercialisation et non de multiplication. Si l'agriculteur reste très attaché à la pratique de la production de semences de ferme, en sachant bien que les garanties offertes par ces semences ne sont pas les mêmes, c'est en partie pour permettre une meilleure gestion de son temps.

(b) Mme Behaghel a rappelé que le triage à façon par un organisme spécialisé a donné naissance en France à un contentieux, qui était exemplaire en montrant le caractère délicat du problème. Le COPA et le COGECA avaient cherché à tirer les conséquences de la décision du Tribunal de première instance de Nancy, confirmée en appel et maintenant pendante devant la Cour de cassation, ainsi que de l'accord conclu sous l'égide du Ministère de l'agriculture et de la forêt. Ces deux organisations étaient conscientes du rôle de la recherche et de la nécessité d'un financement adéquat. Elles estimaient qu'un "privilège de l'agriculteur" limité à un triage des semences à la ferme permettait de tenir compte des réalités du monde agricole, tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Cet avis a été suivi par la Commission des communautés européennes dans son projet de Règlement sur le droit d'obtenteur communautaire. Un tel "privilège" devrait être prévu dans le cadre tant du système de protection des obtentions végétales que de celui du brevet. Mme Behaghel a conclu en faisant référence aux difficultés pratiques de la perception de redevances chez des milliers d'exploitants. Le dispositif de perception pourrait se révéler disproportionné par rapport aux bénéfices escomptés.

133. M. WINTER (COMASSO) a dit que la COMASSO a examiné la question telle qu'elle est posée. La COMASSO partage l'avis de M. Lange (ASSINSEL) selon lequel la seule limitation justifiée dans le système de la protection des obtentions végétales est l'"exception en faveur de l'obtenteur". Pour qu'il y ait progrès, les obtenteurs doivent utiliser tout le matériel et les génotypes existants qui apparaissent comme étant les meilleurs parmi les variétés

utilisées. Ils considèrent l'interdiction excluant le libre accès comme aboutissant à une pyramide de dépendances qui rendrait tout système de dépendance inapplicable dans la pratique. L'indisponibilité du matériel brut protégé entraverait notablement le progrès génétique en ce qui concerne les produits agricoles. Il ne conçoit pas "exception en faveur de l'obtenteur" comme un moyen d'obtenir contre son gré l'autorisation du titulaire d'un brevet sur un gène incorporé. En ce qui concerne le système des brevets, la COMASSO n'a trouvé aucune limitation justifiée qui ne soit pas conforme à l'objectif fondamental du système. En ce qui concerne les sous-questions b) et c), la COMASSO partage aussi l'avis de M. Lange selon lequel rien ne justifie une limitation en faveur d'une profession particulière.

134. M. HUYGENS (EPI) a dit qu'il ne semble y avoir aucune raison d'instaurer des limitations particulières des droits de propriété industrielle. Rien ne justifie des exceptions en faveur des agriculteurs et, sur ce point, il partage le point de vue déjà exprimé par la délégation des Pays-Bas. Il a observé que le privilège de l'agriculteur pourrait dans la pratique causer une perte considérable de gains aux titulaires de droits de protection sur les variétés végétales.

135. a) M. ROYON (CIOFORA) a dit que rien ne justifie des limitations ou restrictions et que le système de protection des obtentions végétales doit être placé sur un pied d'égalité avec les autres systèmes de propriété intellectuelle. Les producteurs vont s'industrialiser de plus en plus et profiteront directement des innovations apportées par les obtenteurs; ils doivent donc faire l'objet du même traitement que les autres industries. Tout autre système serait préjudiciable à la fois aux innovateurs et aux utilisateurs.

b) Au sujet de la révision proposée de la Convention UPOV, M. Royon a dit que le texte actuel de l'article 5.3) devrait être limité à la libre disponibilité d'une variété protégée aux fins de la création de nouvelles variétés, et qu'à cette fin le membre de phrase "ni pour la commercialisation de celles-ci" devrait être supprimé. Un système de dépendance devrait être mis en place comme il est proposé et l'exception devrait être définie par référence aux dispositions correspondantes du droit des brevets. Le principe général devrait être que les activités de recherche ne sont pas couvertes par les droits de propriété intellectuelle et que le produit de la recherche doit faire l'objet d'une évaluation quant aux atteintes éventuelles aux droits sur le produit protégé initial.

136. M. YAMASHITA (JPA) a dit que les droits qui protègent les variétés végétales devraient être traités de la même manière que les droits qui protègent les innovations dans d'autres domaines techniques. Il n'y a aucune raison de favoriser les agriculteurs et le privilège de l'agriculteur ne paraît pas justifié. L'orateur a noté que si un agriculteur utilise une variété végétale, il en tire un avantage qui justifie le paiement d'une redevance au titulaire du certificat d'obtention végétale. Quant à l'utilisation d'une variété végétale à des fins expérimentales ou de recherche, il semble que la libre utilisation de la variété devrait être permise dans ce cas.

137. M. ROBERTS (CCI) a appuyé le point de vue exprimé par les représentants de l'ASSINSEL et de la COMASSO, selon lequel seule l'exception en faveur de l'obtenteur est justifiée. Si, toutefois, un privilège devait être maintenu pour l'agriculteur, il devrait avoir une portée beaucoup plus limitée qu'à l'heure actuelle.

138. M. BROCK-NANNESTAD (FEMIP) a noté que le privilège de l'agriculteur peut être remplacé par des contrats entre acheteurs et négociants en semences. Toutefois, la question se pose de savoir si un contrat peut être utilisé pour tourner le privilège de l'agriculteur dans le cas où cette exemption est considérée comme une question d'intérêt public. L'orateur a rappelé que celui qui utilise une récolte pour produire davantage de semence va au-delà du principe de l'épuisement du droit conféré par le brevet puisque la production de semence équivaut à faire ou à produire le produit breveté et que ces actes protégés ne sont pas épuisés par l'acte de vente de la semence. Sur ce point, le droit conféré par un brevet doit pouvoir être opposable à tout agriculteur qui réutiliserait de la semence ou en mettrait de côté pour une production ultérieure. La justification du privilège de l'agriculteur assimilant ce privilège à l'usage privé de semence n'est pas fondée puisque l'utilisation privée reviendrait à utiliser la semence uniquement pour assurer la subsistance de l'agriculteur et de sa famille. Celui qui resème de la semence mise de côté va au-delà de la portée légitime de l'usage privé et contrefait donc un brevet portant sur une variété végétale.

139. M. DUFFHUES (président) a conclu le débat en notant que les avis sont partagés. Il a fait observer que, le "privilège de l'agriculteur" présentant des aspects politiques, il appartient aux politiciens et non aux experts de trouver une solution. De l'avis général, s'il devait y avoir un "privilège de l'agriculteur", celui-ci devrait être limité.

Questions des alinéas d) et e) du paragraphe 9

140. M. KIEWIET (Service de la protection des obtentions végétales, Pays-Bas) a dit qu'il est justifié, sinon essentiel, que les droits de propriété intellectuelle soient limités dans la perspective de la recherche et de la mise au point de variétés nouvelles. L'objet de la protection devrait être accessible gratuitement, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir une autorisation pour la recherche.

141. Cette opinion a été partagée par M. RAVN (Office des brevets, Danemark), M. LOSSIUS (Office des brevets, Norvège), M. VUORI (Ministère de l'agriculture et des forêts, Finlande), Mme MORELLI GRADI (Office central des brevets, Italie), M. SHITIKOV (Comité d'Etat pour les inventions et les découvertes, Union soviétique), M. PREVEL (Ministère de l'agriculture et de la forêt, France), M. O'FARRELL (Office des brevets, Irlande) et M. HADDRICK (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles, Australie).

142. M. HOINKES (Office des brevets et des marques, Etats-Unis d'Amérique) a dit abonder dans le sens de la délégation des Pays-Bas dans la mesure où l'exception en faveur de la recherche s'applique aux certificats d'obtention végétale, en indiquant que c'est là une caractéristique historique de ce titre de protection. Toutefois, il a affirmé que la question dont est saisi le comité d'experts a une portée plus large, étant donné qu'elle vise non par les seuls certificats d'obtention végétale, mais l'ensemble des titres de propriété intellectuelle, y compris les brevets. Il a indiqué que, dans le cas des brevets, l'exception en faveur de la recherche est quelque peu plus délicate à traiter. Si la recherche est destinée seulement à satisfaire la curiosité scientifique, l'application de l'exception ne soulève alors guère d'objections. Si, toutefois, l'invention brevetée est utilisée dans le cadre d'une activité économique qui fait concurrence à l'activité de l'inventeur,

cela pose des problèmes parce qu'elle limite alors le droit exclusif conféré par le brevet. En matière de protection par brevet, on ne saurait distinguer - au moyen d'un texte législatif - un domaine de la technique auquel des exceptions en faveur d'une utilisation à des fins expérimentales doivent s'appliquer. Ces exceptions doivent plutôt être traitées cas par cas. M. Hoinkes a fait part de l'expérience de son pays de l'application cas par cas de l'exception en faveur d'une utilisation à des fins expérimentales et a dit qu'aucun problème important ne s'est posé.

143. M. BUCHANAN (Ministère de la consommation et des corporations, Canada) a proposé que la disposition pertinente qui figure dans le projet de traité d'harmonisation des législations sur les brevets serve de modèle de base pour l'exception proposée en faveur de la recherche en relation avec les variétés végétales protégées.

144. M. SCHÄFERS (Vice-directeur général, OMPI) a expliqué que la dernière version du projet de traité d'harmonisation des législations sur les brevets contient bien une exception limitée à des fins de recherche. La disposition correspondante fait état de l'utilisation de l'invention "à titre purement expérimental ou aux fins de la recherche scientifique".

145. M. GOMEZ (Office de la propriété industrielle, Espagne) a dit souscrire à l'exception en faveur de la recherche. L'activité de recherche doit être libre de tous obstacles découlant des droits de propriété industrielle et elle doit pouvoir être menée sans aucune condition concernant l'autorisation préalable ou le paiement de redevances. Toute disposition contraire peut avoir des répercussions et des effets dangereux sur les activités de recherche et sur le progrès de la science et de la technique. Les affaires relatives à une application abusive de l'exception en faveur de la recherche devront être tranchées cas par cas par les autorités judiciaires compétentes.

146. M. ARDLEY (Service de la protection des obtentions végétales, Royaume-Uni) a dit que son pays est favorable au maintien de l'"exception en faveur de l'obtenteur" dans le système de protection par certificat d'obtention végétale. L'accroissement des rendements et de la qualité au cours des dernières années est dû en grande partie à la possibilité d'utiliser les meilleures variétés disponibles comme source de nouveaux progrès génétiques. Avec l'apparition des biotechnologies et de la possibilité de manipuler génétiquement une variété, il semblerait justifié d'offrir une rémunération à l'obtenteur dont la variété a été ainsi manipulée. Cette question doit être traitée dans le cadre de la Convention UPOV au titre de la notion de "dépendance". Le Royaume-Uni n'a pas encore arrêté sa position sur le libellé précis et la portée exacte de la disposition correspondante.

147. M. DENNEHEY (Office des brevets, Royaume-Uni) a indiqué que la délégation de son pays appuie le principe du droit des brevets qui permet la réalisation d'actes à des fins expérimentales en ce qui concerne l'objet de l'invention brevetée. La question de la contrefaçon doit être traitée au niveau de la commercialisation des résultats de l'expérimentation. Il a dit en outre que, tout au moins à cet égard, les inventions qui relèvent du domaine de la technique examiné par le comité d'experts doivent être traitées comme celles qui relèvent de tous les autres domaines.

148. M. BROUËR (Ministère de la justice, République fédérale d'Allemagne) a appuyé les vues exprimées par M. Hoinkes (Office des brevets et des marques, Etats-Unis d'Amérique).



149. Mme GRUSZOW (OEB) a déclaré que l'un des objectifs de la protection de la propriété industrielle est la promotion du progrès technique, ce qui implique qu'un objet protégé peut être utilisé à des fins expérimentales. Elle a ajouté qu'il ne peut être soutenu que les brevets délivrés dans le domaine du génie génétique restreignent l'accès au matériel génétique. Au contraire, un brevet doit divulguer l'invention et, 18 mois après la date de dépôt ou, le cas échéant, la date de priorité de la demande de brevet, celle-ci est mise à l'inspection publique selon la Convention sur le brevet européen. Dans le domaine biotechnologique, la description peut et doit souvent être accompagnée d'un dépôt qui est également accessible au public. En conséquence, dans le domaine des brevets, cette situation aboutit à un enrichissement de l'accès au patrimoine génétique, et non à une limitation de l'information du public. Mme Gruszow a indiqué que la situation est différente dans le cas des certificats d'obtention végétale où les nouvelles variétés ne sont pas mises à la disposition du public pendant la procédure de certification. Notamment dans le cas des hybrides, les sociétés n'ont pas à mettre les lignées parentales à la disposition du public.

150. M. HOERNER (IBA) s'est demandé s'il est vraiment nécessaire d'avoir libre accès au germeplasma pour que la sélection progresse. Les éléments disponibles, en particulier la comparaison des progrès réalisés en ce qui concerne les espèces autogames telles que le blé et les espèces telles que le maïs pour lesquelles sont produites des variétés hybrides, donnent à penser le contraire. Le libre accès au germeplasma pousse encore les obtenteurs à développer leurs activités sur une base génétique restreinte, avec le risque de rendre les cultures plus vulnérables aux maladies.

151. M. HUYGENS (EPI) a souligné qu'il serait dangereux d'établir une exception en faveur de la recherche pour un secteur particulier de la technique. La législation sur les brevets a pour principe fondamental d'accorder l'égalité de traitement à tous les secteurs techniques.

152. M. BROCK-NANNESTAD (FEMIPI) a fait observer que si une exception en faveur de la recherche devait être établie, il faudrait tout d'abord définir ce que l'on entend par "recherche". La phase préalable à la commercialisation ne doit pas être considérée comme de la recherche. Les informations obtenues à la suite de l'analyse d'une liste non exhaustive de 24 brevets délivrés aux Etats-Unis d'Amérique pour des inventions végétales sont du plus grand intérêt. Les numéros de ces brevets peuvent être obtenus auprès du secrétariat.

153. M. LANGE (ASSINSEL) a fait observer qu'il n'y a pas de raison pour soumettre à autorisation l'utilisation des plantes ou variétés végétales à des fins de recherche et que par conséquent la sous-question e) n'est pas pertinente.

154. M. ROBERTS (CCI) a indiqué que les brevets et les certificats d'obtention végétale doivent être cumulatifs et a dit attendre avec intérêt le jour où une complète liberté de choix existera dans tous les pays. Il a laissé entendre que si le problème de la protection cumulative est un problème mineur, comme l'a laissé entrevoir le délégué de la République fédérale d'Allemagne, on peut donc le supprimer facilement en levant l'interdiction de protection cumulative. Dans un monde idéal, il n'y aurait ni lacune ni chevauchement dans le système de protection, mais dans la réalité il faut choisir entre les deux. M. Roberts a ajouté qu'il n'est pas souhaitable qu'un office de brevets s'occupe de certificats d'obtention végétale et, en fonction de cela, qu'il décide qu'un brevet a trait à une variété végétale ou non.

155. M. ROTH (GIFAP) a appuyé les vues de la délégation des Etats-Unis d'Amérique et de la délégation de la République fédérale d'Allemagne.

156. M. WINTER (COMASSO) a souscrit à l'opinion exprimée par M. Lange au nom de l'ASSINSEL.

157. M. ROYON (CIOPORA) a dit que son organisation partage les vues exprimées par M. Roberts (CCI) et qu'elle souscrit aux explications et éclaircissements donnés par Mme Gruszow (OEB). Au sujet de la différence qui est perçue entre l'"exception en faveur de la recherche" du droit des brevets et l'"exception en faveur de l'obtenteur" du régime de protection propre aux variétés végétales, il a rappelé que l'objet des modifications que la CIOPORA a proposé d'apporter à la Convention UPOV est précisément d'éliminer les idées fausses. Conformément à ces propositions, un alinéa devrait être consacré à l'exception elle-même et la question de l'exploitation du résultat de la recherche devrait être traitée ailleurs.

158. Mme BEHAGHEL (FIPA, COGECA et COPA) a fait savoir que rien ne doit bloquer l'innovation dans la phase de recherche et de développement. Par ailleurs, l'éthique requiert également une grande liberté d'accès au vivant.

159. M. LAIRD (UNICE) a déclaré que nul ne veut empêcher la recherche authentique. Toutefois, il ne devrait pas exister de disposition tendant à écarter automatiquement toute violation des droits de propriété intellectuelle. La Convention UPOV prévoit une exception non seulement en faveur de la recherche, mais aussi en faveur de la libre utilisation du produit. C'est là une déficience sérieuse de cette convention. Lorsqu'un brevet a été délivré, tout tiers est libre de faire des expériences sur l'invention qui a été divulguée au public au moyen du brevet. Si, à l'issue de ces expériences, une nouvelle invention voit le jour, une demande de brevet peut être déposée pour cette invention et le brevet correspondant, délivré. Le premier brevet a une incidence sur les activités commerciales en rapport avec la deuxième invention uniquement si l'utilisation de celle-ci doit être considérée comme une atteinte au brevet, ce qui est le cas si une variété créée grâce à la recherche à partir d'une invention brevetée entre dans le cadre de la protection conférée par ce brevet.

160. M. GROSS (CEFIC) a appuyé les vues exprimées par M. Laird.

161. M. STRAUS (AIPPI) a appuyé les vues exprimées par MM. Roberts et Laird.

162. M. ROTH (IBA) a appuyé la position prise par la CCI. Il a estimé que la question se pose de savoir si la meilleure protection possible de la propriété intellectuelle ne contribue pas autant que le libre accès au germeplasma à favoriser l'apparition d'idées nouvelles.

163. M. LE BUANEC (ASSINSEL) s'est référé aux observations de M. Roth (IBA) au sujet de l'ampleur du progrès génétique dans le cas des plantes autogames - pour lesquelles les variétés sont librement disponibles, de par la nature du système d'exploitation des variétés, aux fins de la création variétale - et dans le cas des variétés hybrides - qui bénéficient d'une forte protection "biologique". Il a souligné que, en Europe du moins, le progrès réalisé dans le cas du blé (espèce autogame) a été au moins aussi important que dans le cas du maïs (espèce faisant l'objet d'une exploitation sous la forme de variétés hybrides). D'autre part, il est très difficile de progresser dans le cas des

variétés hybrides sans un large accès à la variabilité génétique. Pour le moment, les conditions d'accès sont peu claires et, de l'avis de M. Le Buanec, cette question mérite un examen plus approfondi.

164. M. DUFFHUES (président) a conclu le débat sur les alinéas d) et e) du paragraphe 9 en constatant que tous les participants sont unanimes à considérer qu'il importe que la recherche puisse être menée aussi librement que possible. Les diverses interventions n'ont fait apparaître que des différences mineures.

Question de l'alinéa a) du paragraphe 9

165. Aucune observation n'a été formulée sur cette question.

Question des alinéas a) et b) du paragraphe 14

166. a) M. GREENGRASS (Secrétaire général adjoint de l'UPOV) a dit que, dans le cadre de la question 14, la notion de "variété" doit être examinée dans le contexte général des législations nationales prévoyant une exclusion de la protection par brevet frappant les variétés végétales proprement dites. La notion de "variété" est une notion abstraite qui a été forgée par les utilisateurs de variétés végétales (les agriculteurs par exemple) ainsi que par les chercheurs (botanistes et taxonomistes par exemple) pour permettre de classer le matériel végétal. Il s'agit d'une notion qui est loin d'être concise et qui n'a pas d'existence propre. Du fait qu'elle a trait à de la matière vivante, elle exige une définition suffisamment rigoureuse pour éviter les modifications du matériel végétal par pollinisation croisée, mutation ou mélanges. Le fait qu'elle se rapporte à de la matière vivante suppose aussi, par ailleurs, la prise en compte des modifications de l'aspect extérieur dues aux modifications du milieu. De nombreuses règles ont été établies pour définir l'unité du matériel végétal à considérer comme une variété, essentiellement en fonction du mécanisme de reproduction ou de multiplication. Les espèces multipliées par voie végétative et les espèces autogames autorisent la mise au point de variétés qui peuvent être multipliées ou reproduites avec une grande précision. Dans le cas des espèces allogames, la fécondation directe est impossible ou conduit à une dépression endogamique. Les diverses variétés de ces espèces doivent donc présenter une variabilité intrinsèque et des règles précises sont nécessaires pour en contrôler la reproduction et le maintien. Enfin, les hybrides représentent un cas particulier qui fait intervenir des composants (essentiellement des lignées endogames, régies par les règles se rapportant au système de reproduction ou de multiplication en cause) et des croisements entre eux (eux aussi régis par des règles propres).

b) La définition de la notion de "variété végétale" est nécessaire pour définir le champ d'application du système de protection des obtentions végétales. Toutefois, lorsqu'il s'agit de protéger une variété donnée, ce sont les conditions de la protection qui importent avant tout. A cet égard, il est essentiel de comprendre que si les conditions ne sont pas réunies, il n'est pas pour autant possible d'en déduire que l'objet de la demande n'est pas une variété : il peut s'agir d'une variété ne pouvant bénéficier de la protection.

c) Revenant aux questions soumises à l'examen du comité d'experts, M. Greengrass a indiqué que la question principale et la sous-question a) sont essentiellement destinées à identifier les lacunes et les recoupements au cas où les définitions retenues dans les deux systèmes de protection en cause sont différentes. A propos de la sous-question b), les critères de distinction, d'homogénéité (uniformité) et de stabilité ("DHS") représentent le minimum indispensable pour définir une unité de matériel végétal à laquelle doivent s'attacher des prérogatives juridiques susceptibles d'être exercées. Des questions se sont posées à propos de la signification de l'expression "variété végétale" par rapport aux dispositions excluant les variétés végétales de la protection par brevet. On a pu estimer que la disposition ne s'applique qu'aux variétés qui satisfont en tous points aux critères DHS de protection définis dans le cadre de la Convention UPOV. Par conséquent, les variétés qui ne satisfont pas à l'un ou l'autre de ces critères ne seraient pas exclues de la protection par brevet. Dans ces conditions, il pourrait arriver qu'une entité qui, aux yeux de ceux qui sont familiarisés avec la notion de "variété végétale", ne pourrait être décrite avec la précision voulue pour être inattaquable sur le plan juridique soit néanmoins brevetable. En outre, un obtenteur pourrait, théoriquement du moins, décider de produire du matériel ne satisfaisant pas aux conditions définies dans le cadre de la législation sur la protection des obtentions végétales afin de pouvoir bénéficier des dispositions relatives aux brevets.

167. M. WOLF (Office des brevets, Autriche) a déclaré que, selon la loi autrichienne sur les brevets - qui est très proche de la Convention sur le brevet européen - les variétés végétales ne peuvent pas être protégées par un brevet. Il a indiqué que la protection de gènes, de cellules et d'autres parties de plantes en tant que forme de variété végétale n'est pas une bonne idée; ces objets devraient pouvoir être protégés par un brevet s'ils satisfont aux critères correspondants. L'expression "variété végétale" doit avoir le même sens dans les législations sur les brevets et dans les législations sur la protection des obtentions végétales. Par conséquent, il a répondu par l'affirmative aux questions des alinéas a) et b) du paragraphe 14.

168. M. MESSERLI (Office fédéral de la propriété intellectuelle, Suisse) a approuvé le point de vue de la délégation de l'Autriche sur la définition de l'expression variété végétale et a ajouté que l'incorporation des parties de plantes dans cette définition créera des difficultés. Si une quelconque exclusion doit être conservée dans les législations sur les brevets, il faudra alors éventuellement adopter une nouvelle notion. Il se peut que celle-ci diffère de l'objet de la protection des législations protégeant les variétés végétales.

169. a) M. ESPENHAIN (Service de la protection des obtentions végétales, Danemark) a dit qu'il s'agit avant tout de déterminer si la Convention UPOV et les législations nationales inspirées de celle-ci doivent ou non comporter une définition. A ce propos, sa délégation estime que la notion demande effectivement à être précisée de façon à éviter des malentendus.

b) Au sujet de la sous-question a), M. Espenhain a dit qu'il ne devrait y avoir qu'une seule définition. Il a estimé plus difficile de répondre précisément à la sous-question b). En toute hypothèse, il conviendrait de faire état non seulement des conditions de protection définies dans le cadre de la Convention UPOV mais aussi des dispositions pertinentes d'autres systèmes tels que les textes régissant la mise dans le commerce des

variétés. Le fait qu'une variété ne répond pas aux conditions définies par la loi n'implique pas qu'elle soit devenue brevetable car il est possible qu'elle ne perde pas pour autant sa qualité de variété. Lorsque du matériel végétal renferme une invention, l'objet de la protection par brevet ne serait pas une variété et cette hypothèse doit être clairement et distinctement envisagée dans le cadre de l'examen de la question à l'étude.

170. M. VANDERGHEYNST (Office de la propriété industrielle, Belgique) a déclaré, au nom des autorités belges en matière de brevets, que si la possibilité de libre choix entre les deux systèmes était reconnue, le problème de la frontière entre ceux-ci ne se poserait pas. En effet, l'établissement de cette frontière pose problème car elle ne serait jamais définitive. Il a ajouté qu'il y avait une difficulté à définir la variété végétale car celle-ci n'existe qu'en fonction des conditions nécessaires pour obtenir un certificat d'obtention végétale. De même, en matière de brevet, une invention n'existe qu'à travers les conditions de sa brevetabilité. Il a indiqué que tant que l'interdiction de la double protection était maintenue, et compte tenu notamment de l'article 53.b) de la Convention européenne sur les brevets, le champ potentiel de protection du droit des brevets ne peut s'ouvrir à la définition de la variété végétale telle qu'élargie unilatéralement dans le cadre de la révision de la Convention UPOV. Il a conclu qu'il était préférable que la définition de la variété végétale soit la même dans les deux systèmes de protection.

171. M. WHITMORE (Service de la protection des obtentions végétales, Nouvelle-Zélande) a dit qu'il est souhaitable de n'avoir qu'une seule définition. Il a fait observer que la question soulevée n'a pas de raison d'être si les variétés végétales ne sont pas exclues de la protection par brevet. La définition proposée dans la sous-question b) lui paraît acceptable pour le cas où il existe une exclusion.

172. Mme LOMMI (Office national des brevets et de l'enregistrement, Finlande) a indiqué que la Convention sur le brevet européen soulève, en termes de définition, des difficultés à cet égard, en particulier compte tenu de l'article 53.b) de cette convention. Elle a indiqué que l'exclusion de la protection des variétés végétales prévue à l'article 53.b) doit être abolie, ce qui rendra superflue une définition des variétés végétales dans la législation relative aux brevets.

173. M. KIEWIET (Service de la protection des obtentions végétales, Pays-Bas) a estimé qu'il ne devrait y avoir qu'une seule définition et que, pour les raisons exposées par M. Greengrass (Secrétaire général adjoint de l'UPOV), la définition proposée dans la sous-question b) n'est pas acceptable aux fins qui y sont précisées.

174. M. PERIZONIUS (Office des brevets, Pays-Bas) a ajouté qu'il convient de tenir compte des variétés végétales (par exemple de levures) qui sont le produit de procédés microbiologiques et qui sont donc brevetables en vertu de l'article 53.b) de la Convention sur le brevet européen.

175. M. HOINKES (Office des brevets et des marques, Etats-Unis d'Amérique) a fait remarquer que l'article 53.b) de la Convention sur le brevet européen n'est pas un problème pour son office. Il s'est dit toutefois solidaire de ceux qui ont la tâche difficile d'essayer de définir une variété aux fins d'exclusion dans le cadre de la législation relative aux brevets. A cet

17. égard, il a approuvé la délégation de la Belgique qui a fait remarquer qu'il est difficile de répondre à la question posée. Il a proposé d'arriver à une définition qui réponde aux besoins de la protection des obtentions végétales et du système des brevets. Il a estimé qu'une variété est une variété qu'elle soit protégeable ou non, au même titre qu'une invention est une invention qu'elle soit brevetable ou non. Il a déclaré que les conditions de distinction, d'uniformité et de stabilité prévues dans la Convention UPOV et que les conditions de nouveauté, de non-évidence et d'utilité applicables dans le cadre de la législation sur les brevets n'ont guère de rapport avec la question de savoir si une plante est ou non une variété. En conclusion, il a indiqué qu'il est effectivement logique de définir le terme "variété" de la même façon dans les deux systèmes mais ne s'est pas prononcé sur la façon de procéder à cet égard.

176. Mme MORELLI GRADI (Office central des brevets, Italie) a déclaré qu'elle s'associe à la déclaration faite par M. Vandergheynst au nom de la Belgique. Elle a ajouté que la définition de la variété végétale doit être identique dans les deux systèmes. Elle a indiqué que cette définition, telle que prévue dans la révision de la Convention de l'UPOV, est très large et semble aller au-delà de ce qui est protégeable comme obtention végétale, puisqu'elle s'étend aux parties de plantes telles que les lignées cellulaires ou les gènes. Elle a ajouté que cette définition semble également s'écarter des critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité fixés jusqu'à présent par l'UPOV.

177. M. ÖSTER (Ministère de l'agriculture, Suède) a dit que sa délégation appuie, d'une façon générale, la déclaration de M. Espenhain (Danemark). Il ne devrait y avoir qu'une seule définition et des propositions supplémentaires doivent être formulées.

178. M. DENNEHEY (Office des brevets, Royaume-Uni) a déclaré que l'ensemble de la délégation du Royaume-Uni a pris note de l'observation selon laquelle il convient d'engager le débat en partant du principe que les variétés végétales doivent être exclues de la protection par brevet. Il a indiqué que, si la liberté de choix est autorisée, il n'est pas nécessaire de fournir de définition en ce qui concerne l'interface entre brevets et protection des obtentions végétales. Il a déclaré que dans le cas où l'interdiction est conservée, il faut veiller à ce qu'il n'existe pas de zones d'ombre ou de vides entre les deux formes de protection. A cet égard, il a répondu par l'affirmative à la question posée à l'alinéa a) du paragraphe 14. Il a répondu à la question posée à l'alinéa b) du paragraphe 14 en disant que, si les critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité s'appliquent à une variété aux fins de la protection par certificat d'obtention végétale mais non aux fins d'exclusion de la protection par brevet, il pourra exister des lacunes entre les deux formes de protection en ce qui concerne les variétés non uniformes et non stables. Il a conclu que les questions relatives aux variétés issues de procédés brevetables devront être examinées en relation avec la question posée au paragraphe 13.

179. M. SASAKI (Office des brevets, Japon) a indiqué que le gouvernement de son pays ne s'est pas encore prononcé de façon définitive sur les questions posées au paragraphe 14 mais qu'il se dégage au Japon deux avis divergents sur la réponse à donner à ces questions. Le premier avis consiste à dire qu'il se peut qu'il soit nécessaire de formuler des définitions identiques pour les deux systèmes en vue d'éviter des lacunes ou des chevauchements dans la

protection entre les deux formes de protection et que, en pareil cas, la définition d'une variété devra être fondée sur des caractères précis déterminés par son code génétique. La deuxième façon d'envisager les questions posées au paragraphe 14 consiste à dire qu'il convient de ne pas exclure les inventions relatives aux variétés végétales et que, dans ce cas, la définition d'une variété végétale ou d'un ensemble de plantes doit équivaloir aux conditions de distinction, d'homogénéité et de stabilité et faire état de la notion d'entité aux fins de la culture, comme le prévoit la Convention UPOV.

180. M. SHITIKOV (Comité d'Etat pour les inventions et les découvertes, Union soviétique) a répondu par l'affirmative à la question posée à l'alinéa a). Il a déclaré qu'il n'est pas en mesure de se prononcer de façon définitive en ce qui concerne la question posée à l'alinéa b), cette question étant examinée actuellement en Union soviétique.

181. M. BROUËR (Ministère de la justice, République fédérale d'Allemagne) a déclaré que la notion de "variété végétale" devrait être définie aux fins de la protection des obtentions végétales. Il a répondu par l'affirmative à la question posée à l'alinéa a) et à celle posée à l'alinéa b), ajoutant que cette dernière définition n'est pas tout à fait suffisante aux fins de la législation sur la protection des obtentions végétales. Il a déclaré que sa délégation n'est pas en mesure actuellement de donner une définition de l'expression "variété végétale".

182. M. LOUDON (Service de la protection des obtentions végétales, Australie) a fait observer que l'Australie n'exclut pas les variétés végétales de la protection par brevet. Il a en outre signalé que, pour les pays où il n'existe pas de régime de protection propre aux obtentions végétales, il est très difficile d'instaurer un régime de cette nature en l'absence d'une définition précise qui permette de minimiser les risques de malentendus et d'instaurer des droits qui puissent réellement être exercés.

183. M. HADDRICK (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles, Australie) a indiqué que les questions examinées devraient faire l'objet d'une décision de la part de chaque pays et qu'il n'y a lieu de formuler une définition qu'en cas d'exclusion de la protection par brevet. Il a déclaré qu'il est difficile de traiter de la notion d'exclusion de la protection par brevet car cela implique que l'on se place dans une optique négative en cas d'exclusion de tel ou tel objet et que l'on en revienne à une optique positive au moment de déterminer la matière qui ne relève pas du champ d'exclusion. En ce qui concerne l'alinéa b), les examinateurs de brevets se heurteront à des problèmes lorsqu'ils devront se prononcer sur la question de savoir si les conditions de distinction, d'homogénéité et de stabilité sont respectées afin de déterminer si une invention revendiquée est susceptible d'être ou non exclue.

184. M. LOPEZ DE HARO (Service de certification et d'enregistrement des variétés végétales, Espagne) a dit qu'aucune prise de position précise n'a été adoptée dans son pays, notamment au sujet de la sous-question b). Bien que la définition proposée lui paraisse acceptable en principe, M. Lopez de Haro a déclaré partager les préoccupations déjà exprimées par plusieurs orateurs. Au sujet de la sous-question a), il est jugé souhaitable de ne retenir qu'une seule définition.

185. M. O'FARRELL (Office des brevets, Irlande) a déclaré qu'il est souhaitable d'avoir une définition commune. Il a marqué son accord avec les vues exprimées par la délégation de l'Australie. Définir la matière qui doit être exclue du champ de la protection, par exemple au titre de l'article 53.b) de la CBE, posera toujours des problèmes.

186. Mme MAHER (Office des brevets, Canada) a déclaré, à propos de la question posée à l'alinéa b) du paragraphe 14, que pour un examinateur, la définition figurant dans cet alinéa qui exclut les variétés de la protection par brevet serait difficile à appliquer. Elle a indiqué que les auteurs d'inventions biotechnologiques peuvent travailler à partir d'une cellule transformée pour créer une plante sans essayer tout d'abord de prouver que les conditions de distinction, d'homogénéité et de stabilité sont remplies. Il incombera donc à l'examineur de prouver que les conditions de distinction, d'homogénéité et de stabilité peuvent être remplies par l'invention revendiquée de façon à montrer qu'elle est exclue du champ de la protection.

187. M. SIMUNOVIC (Service de l'agriculture et de l'élevage, Chili) a dit que l'UPOV a besoin d'une définition de la variété ainsi que d'une définition des conditions de protection.

188. M. LOSSIUS (Office des brevets, Norvège) a déclaré qu'il est souhaitable que les définitions soient identiques pour les deux formes de protection mais a estimé que, pour les raisons exposées par M. Greengrass (UPOV), il sera difficile de formuler une définition applicable sous les deux régimes.

189. Mme AFONSO (Institut national de la propriété industrielle, Portugal) a approuvé la position de la délégation de l'Espagne.

190. Mme KEEGAN (Direction générale du marché intérieur et des affaires industrielles, CCE) a indiqué que la Commission a conçu sa proposition de directive relative aux inventions biotechnologiques de façon à ce qu'elle soit conforme à la CBE. Par conséquent, la disposition de l'article 53.b) de cette convention peut rester telle quelle. Toutefois, il convient de l'interpréter de façon restrictive de sorte que seules les variétés qui remplissent les conditions de protection en vertu des législations sur la protection des obtentions végétales seront exclues, ainsi que cela est indiqué dans la décision de l'OEB relative à l'affaire Ciba Geigy. La proposition de directive a été rédigée avant le début des travaux de révision de la Convention UPOV. Ces travaux et toute conclusion adoptée dans le cadre de l'OMPI seront pris en considération au moment d'achever la mise au point de la directive.

191. M. GUGERELL (OEB) a noté que la Convention UPOV, comme la Convention sur le brevet européen, ne contient pas de définition de l'expression variété végétale. Le nouveau projet de Convention UPOV contient par contre une définition. Il la considère comme trop large. Il a estimé que la définition de l'expression "variété végétale", par opposition au droit conféré par un certificat d'obtention végétale, ne doit pas englober les parties de plantes. Il a suggéré en outre le projet de définition ci-après, pour l'expression "variété végétale" :



"On entend par variété un ensemble de plantes à l'intérieur d'une espèce qui doit être considéré comme une entité en fonction de ses caractères compte tenu des critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité, même si les conditions ne sont pas totalement remplies, en vue de l'enregistrement de la variété conformément à la législation applicable sur la protection des variétés végétales."

La deuxième partie de la définition vise à répondre à la préoccupation exprimée par le Secrétaire général adjoint de l'UPOV, selon lequel l'obtenteur ne doit pas être libre de choisir entre la protection conférée par un certificat d'obtention végétale et la protection par brevet pour pratiquement le même objet en évitant délibérément de remplir les conditions de distinction, d'homogénéité et de stabilité.

192. M. ROBERTS (CCI) a rappelé que l'objet de la réunion est d'examiner l'interface entre les brevets et les certificats d'obtention végétale. Il a déclaré que la définition de la variété est une question qui doit être examinée par l'UPOV et que le débat en cours a uniquement pour origine l'interdiction de la double protection. Il a ensuite ajouté que toute définition doit théoriquement être acceptable sur le plan du système des brevets, sans être par trop limitée aux inventions, et doit pouvoir être appliquée par les offices de brevets dans la pratique. Il a fait siennes les observations des délégués de la Belgique et du Royaume-Uni.

193. M. SUGDEN (président) a indiqué que le texte suggéré par l'OEB n'est pas l'oeuvre des Etats membres ou de l'organisation elle-même mais seulement de l'office.

194. M. GUTMANN (FICPI) a déclaré que, logiquement, une définition doit porter sur un seul type d'objets ou groupe d'objets. Il a ajouté qu'il ne peut accepter l'idée que les végétaux qui ne peuvent pas être classés par les botanistes, les taxonomistes ou les agriculteurs, et qui ne pourraient donc pas être utilisés dans des conditions normales de culture, puissent être protégés par un brevet. Il lui est difficile d'envisager une définition de l'expression variété végétale tant qu'aucune décision n'a été prise au sujet du maintien ou de la levée de l'interdiction de la double protection. Il a expliqué que si l'interdiction est levée, la définition en question pourra être modifiée et élargie. Toutefois, si l'interdiction est maintenue, cette définition devra demeurer restrictive et ne pourra pas être élargie, en particulier dans le sens de la proposition officieuse présentée par l'OEB.

195. a) Mlle COMTE (FIPA, COPA et COGECA) a fait savoir que les organisations qu'elle représente sont en faveur du maintien des dispositions interdisant la double protection et préconisent l'utilisation d'une seule définition pour éviter les problèmes de lacunes et de chevauchement.

b) S'agissant de la sous-question b), elle a fait référence aux explications données par M. Greengrass (Secrétaire général adjoint de l'UPOV) et souligné que la définition doit couvrir tout matériel de reproduction ou de multiplication, c'est-à-dire les plantes, les parties de plantes, les cellules et les protoplastes.

196. M. HASHIMOTO (APAA) a approuvé la déclaration du représentant de la CCI. Il a en outre déclaré qu'il y a lieu d'éviter toute définition établissant une démarcation entre les certificats d'obtention végétale et les

brevets. Il a ajouté que, s'il est nécessaire d'élaborer une définition, elle ne devra l'être qu'aux fins de la Convention UPOV et que les inventions ne devront pas être exclues aux termes de cette définition.

197. M. LE BUANEC (ASSINSEL) a rappelé que la majorité des membres de l'ASSINSEL sont en faveur du maintien des dispositions interdisant la double protection. Il est estimé nécessaire d'avoir une seule définition pour les besoins de la définition de l'interface entre la protection par brevet et la protection par certificat d'obtention végétale. Pour les besoins de l'exclusion des variétés végétales de la protection par brevet, la définition proposée dans la sous-question b) est acceptable, mais insuffisante, comme l'a indiqué M. Brouër (République fédérale d'Allemagne). Par ailleurs, il n'est pas possible de répondre par l'affirmative à la sous-question b) sans examiner la question c). D'une manière générale, M. Le Buanec a fait savoir que les questions posées au paragraphe 14 donnent l'impression d'une confusion entre les critères de la protection, l'objet de la protection et la portée de la protection, de sorte qu'il est parfois difficile de donner des réponses.

198. M. ONO (PIPA) s'est prononcé pour la possibilité de la double protection au titre des systèmes des brevets et des certificats d'obtention végétale et a déclaré que la notion de variété végétale ne devrait être définie que dans le cadre du système des certificats d'obtention végétale.

199. M. YAMASHITA (JPA) a indiqué qu'il devrait pouvoir y avoir chevauchement entre les certificats d'obtention végétale et la protection par brevet. Par conséquent, il n'y a pas lieu de répondre aux questions posées aux alinéas a) et b) du paragraphe 14. Il a déclaré en outre que toute définition de l'expression "variété végétale" ne doit être élaborée qu'aux fins de l'UPOV.

200. a) M. ROYON (CIOPORA) a dit que son organisation estime que la question 14 ne s'adresse pas à elle car elle est favorable à ce que les deux systèmes de protection puissent être invoqués. En outre, M. Royon a jugé la question importune car elle préjuge l'issue de la session et les solutions futures et elle est orientée en faveur de l'un des systèmes.

b) M. Royon a dit que la CIOPORA appuie le point de vue exposé par M. Vandergheynst (Belgique) et est opposée à toute définition de la "variété végétale" qui réserve à l'UPOV le domaine des biotechnologies. La CIOPORA a présenté des propositions précises à propos de la révision de la Convention UPOV. Généralement parlant, il ne faut pas confondre la protection au niveau de la variété et la protection au niveau de l'information génétique.

201. M. LAIRD (UNICE) a indiqué qu'en droit des brevets la définition de la variété - si tant est qu'une telle définition soit nécessaire - doit relever d'une interprétation de la législation et ne pas être déterminée par une instance différente. Il a déclaré qu'il a été proposé que la protection par brevet soit applicable si un inventeur n'obtient pas un certificat d'obtention végétale; à cet égard, il a noté qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter de la délivrance de brevets pour du matériel ne répondant pas aux conditions prévues dans le cadre d'un système de certificats d'obtention végétale. En pareil cas, le fait que le titulaire du brevet a consacré du temps et de l'énergie à l'obtention de droits qui ne présentent peut-être que guère d'intérêt est une question qui ne regarde que lui.

202. M. WINTER (COMASSO) a dit que la COMASSO répond par l'affirmative aux sous-questions a) et b), à condition que la définition proposée dans la sous-question c) soit examinée.

203. M. KOCH (AIPH) a dit que l'AIPH n'est pas favorable à ce que des changements apportés à la Convention UPOV ouvrent la possibilité d'une double protection. Tous les progrès réalisés dans le domaine végétal qui aboutissent à des plantes identiques doivent, de l'avis de l'AIPH, relever du système de protection des obtentions végétales. L'AIPH répond donc par l'affirmative aux sous-questions a) et b) à condition que la définition proposée dans la sous-question b) vaille aussi pour du matériel tel que les lignées de cellules.

204. M. HUYGENS (EPI) a indiqué qu'il est en faveur de la levée de l'interdiction relative à la double protection et que le débat en cours constitue un argument supplémentaire en faveur de la suppression de cette interdiction. Concrètement, il a déclaré que la nouvelle définition de la variété végétale proposée pour la Convention UPOV introduit des zones d'ombre importantes entre la protection conférée par les brevets et celle conférée par des certificats d'obtention végétale. Il a jugé souhaitable que la définition soit identique dans les deux systèmes en ce qui concerne les variétés végétales.

205. M. GROSS (CEFIC) a fait sienne la position prise par le représentant de l'EPI et s'est déclaré pour la levée de l'interdiction dont fait l'objet la double protection. L'interdiction existant encore, il a répondu par l'affirmative à la question posée à l'alinéa a), tout en notant que toute définition devra être juridique et non pas scientifique.

206. M. ROTH (GIFAP) s'est prononcé pour une seule définition de la variété. Il a déclaré que dans le cas où l'article 6 de la Convention UPOV serait élargi, toutes les législations sur les brevets devront être réexaminées. Il a ajouté que la définition de la variété végétale dans la Convention UPOV ne peut être modifiée que si l'article 2 de cette convention et l'article 53.b) de la Convention sur le brevet européen sont supprimés. Il a aussi fait sienne la position de la CIOPORA et des délégations de la Belgique et de la Suisse à cet égard.

207. M. STRAUS (AIPPI) a déclaré qu'il ne doit pas y avoir concurrence entre les deux systèmes de protection. Ils doivent être envisagés d'un point de vue macro-économique comme étant complémentaires dans le domaine des variétés végétales et des inventions biotechnologiques. Il a estimé qu'il est plutôt dangereux d'essayer d'élaborer des définitions équivalentes de la variété végétale aux fins de la protection par brevet et de la protection des variétés végétales. Il a approuvé les idées exprimées par les délégations de la Belgique et de la Suisse et les représentants de la FICPI, de l'APAA, du CEFIC et du GIFAP.

208. M. HOERNER (IBA) a indiqué qu'en l'absence d'interdiction de la double protection il n'y aurait pas de problème de définition.

209. M. BROCK-NANNESTAD (FEMIPI) s'est déclaré pour un droit d'obtenteur le plus puissant possible, mais pas aux dépens de la protection par brevet. Il a en outre déclaré qu'une large définition de la variété végétale conjuguée à l'interdiction de la double protection éliminera la nécessité pour les offices de brevets de procéder à des travaux spécialisés.

210. M. HJERTMAN (EFPIA) a approuvé la position adoptée par les délégués de l'UNICE et du CEFIC.

211. M. DUFFHUES (président) a conclu les débats sur la question liminaire et les sous-questions a) et b), et a noté que la plupart des observations ont été formulées à la lumière des déclarations faites en relation avec la question 8. Cela étant, la majorité des orateurs sont favorables à une définition uniforme de l'expression "variété végétale". S'agissant de la sous-question b), plusieurs orateurs ont estimé que la définition qui y est proposée est acceptable sous réserve de l'adjonction d'autres éléments tirés de la définition proposée dans la sous-question c).

Question de l'alinéa d) du paragraphe 14

212. M. GREENGRASS (Secrétaire général adjoint de l'UPOV) a souligné que cette sous-question a été posée dans le contexte d'une exclusion de la protection par brevet des variétés végétales. Le problème pratique qui y est abordé est celui de savoir s'il est possible de demander un brevet en appelant l'objet en cause "plante" plutôt que "variété végétale" lorsque cet objet est exploité essentiellement comme variété végétale.

213. M. BROUËR (Ministère de la justice, République fédérale d'Allemagne) a déclaré que son pays applique des exclusions à l'égard des variétés végétales. Par conséquent, sa délégation ne peut accepter que l'exclusion soit contournée en permettant de revendiquer dans la pratique une variété végétale sous la forme de plantes ou de parties de plantes contenant la totalité des informations génétiques de la variété.

214. M. LOSSIUS (Office des brevets, Norvège) a approuvé le point de vue de M. Brouër.

215. M. VERSCHURE (Ministère des affaires économiques, Pays-Bas) a aussi approuvé le point de vue de M. Brouër.

216. M. HADDRICK (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles, Australie) a indiqué qu'il a sur la question un point de vue inverse de celui des délégations précédentes.

217. M. WHITMORE (Service de la protection des obtentions végétales, Nouvelle-Zélande) a dit que, dans le contexte d'une exclusion, la réponse de son pays à la sous-question d) serait affirmative.

218. M. HOINKES (Office des brevets et des marques, Etats-Unis d'Amérique) a approuvé le point de vue du délégué de l'Australie.

219. a) M. ESPENHAIN (Service de la protection des obtentions végétales, Danemark) a réaffirmé que, selon lui, la révision de la Convention UPOV n'entraîne aucun changement dans la théorie et dans la pratique. La même chose vaut pour la législation nationale danoise.

b) Passant à la sous-question d), il a dit que la délégation de son pays pense qu'il faut répondre par l'affirmative. La législation danoise sur la protection des variétés végétales prévoit déjà que toute partie d'une plante qui est susceptible de produire une plante nouvelle constitue du

matériel de multiplication. Néanmoins, des parties de plantes et des procédés concernant des plantes sont brevetables s'ils ne constituent pas une variété végétale. Toutefois, le brevet est limité à la partie ou au procédé en cause.

220. Mme DARMON (Institut national de la propriété industrielle, France) a déclaré, au nom de son administration de tutelle, qu'elle appuie la position de la délégation du Danemark.

221. Mme LOMMI (Office national des brevets et de l'enregistrement, Finlande) a approuvé le point de vue de la délégation du Danemark.

222. M. O'FARRELL (Office des brevets, Irlande) a approuvé les observations et la réponse du délégué du Danemark.

223. M. DENNEHEY (Office des brevets, Royaume-Uni), tout en approuvant dans une large mesure le délégué du Danemark, a déclaré que les cellules végétales et d'autres parties de plantes ne sont pas exclues de la protection par brevet simplement parce qu'elles peuvent représenter une variété.

224. M. VUORI (Ministère de l'agriculture et des forêts, Finlande) a dit qu'en Finlande les milieux agricoles préconisent une réponse négative à la sous-question d).

225. M. SHITIKOV (Comité d'Etat pour les inventions et les découvertes, Union soviétique) a approuvé le point de vue exprimé par la délégation du Danemark.

226. M. ÖSTER (Ministère de l'agriculture, Suède) a déclaré que sa délégation approuve les points de vue exprimés par MM. Espenhain (Danemark) et Dennehey (Royaume-Uni).

227. M. BROUER (Ministère de la justice, République fédérale d'Allemagne) a précisé sa position à propos de l'alinéa d) : ses observations précédentes ne doivent pas être interprétées comme excluant les gènes, les cellules, les protoplastes, etc. de la protection par brevet. Il a interprété la question posée à l'alinéa d) comme portant sur la possibilité pour un déposant d'une demande de brevet de chercher à faire protéger une partie d'une plante ou une plante en tant que telle représentant en fait une variété végétale. Cela ne devrait pas être possible.

228. Mme MORELLI GRADI (Office central des brevets, Italie) a déclaré qu'elle appuie les positions des délégations du Danemark et du Royaume-Uni.

229. M. YAMASHITA (JPA) a déclaré que les plantes ou les parties de plantes doivent pouvoir être brevetées.

230. M. LE BUANEC (ASSINSEL) a fait savoir que l'ASSINSEL n'est pas opposée à la protection des plantes ou parties de plantes par brevet. Toutefois, cette possibilité ne doit pas constituer un moyen détourné d'obtenir un brevet pour un objet qui constitue, en fait, une variété.

231. M. ROBERTS (CCI) a indiqué qu'il est capital et essentiel d'étendre la protection par brevet aux parties de plantes et que les exceptions doivent être très peu nombreuses. Il a ajouté qu'il est essentiel d'établir une distinction entre la variété en tant que telle et le matériel de la variété. Il a déclaré que si les certificats d'obtention végétale servent à protéger la variété, les brevets devront porter sur le matériel de la variété.

232. M. GROSS (CEFIC) a indiqué qu'il répond par l'affirmative à la question posée à l'alinéa d) du paragraphe 14 si la double protection continue d'être interdite. Il a en outre indiqué qu'il convient de ne pas restreindre la liberté de choix des inventeurs entre les systèmes de protection.

233. M. ROTH (GIFAP) a répondu par l'affirmative à la question posée.

234. M. ROTH (IBA) a marqué son accord avec le point de vue exprimé par les délégués du Danemark et du Royaume-Uni. Il a déclaré que l'intervention biotechnologique au niveau des plantes et des cellules végétales peut déboucher sur une plante nouvelle ainsi que sur un gène nouveau et que cette invention sera souvent applicable au-delà des limites de la variété, de l'espèce et du genre. Dans ce cas, le certificat d'obtention végétale sera un moyen de protection trop faible pour l'invention.

235. M. KOCH (AIPH) a dit que l'AIPH pense que les gènes et les protoplastes doivent être brevetables et que les autres parties de plantes doivent relever du système de protection des obtentions végétales.

236. M. ENGHOLM (EPI) a marqué son accord avec la position prise par le représentant de la CCI et les délégations du Royaume-Uni et du Danemark, qui ont répondu à la question par l'affirmative.

237. M. WINTER (COMASSO) a dit que la limitation proposée par M. Brouër (Ministère de la justice, République fédérale d'Allemagne) est justifiée : la possibilité d'obtenir la protection par brevet pour des plantes et des parties de plantes ne doit pas permettre de contourner l'exclusion de la protection par brevet des variétés végétales.

238. Mlle COMTE (FIPA, COGECA et COPA) a rappelé que, selon les organisations qu'elle représente, la définition de la "variété végétale" doit comprendre les plantes, les parties de plantes, les cellules et les protoplastes. De tels éléments doivent relever de la protection des obtentions végétales s'ils constituent du matériel de reproduction ou de multiplication végétative d'une variété. Dans le cas contraire, ils doivent relever du régime des brevets. Par ailleurs, Mlle Comte s'est associée à la déclaration de M. Le Buanec (ASSINSEL) au sujet du contournement des dispositions excluant les variétés végétales de la brevetabilité.

239. M. ROYON (CIOPORA) a évoqué son observation précédente au sujet de la question 14 et dit que la CIOPORA est favorable à la possibilité d'obtenir des brevets pour des plantes ou des parties de plantes contenant le code génétique complet d'une plante.

240. M. HASHIMOTO (APAA) a répondu par l'affirmative à la question posée.

241. M. BROCK-NANNESTAD (FEMIPI) a marqué son accord avec la délégation du Royaume-Uni, dans l'hypothèse où la double protection continue d'être interdite. Il a indiqué en outre qu'il est difficile de demander à un office des brevets de déterminer ce qui est ou n'est pas une variété. Il a déclaré, en accord avec la délégation de la République fédérale d'Allemagne, qu'il convient de ne pas autoriser les tentatives visant délibérément à faire breveter des variétés. En conclusion, il a répondu par l'affirmative à la question posée.

242. M. DUFFHUES (président) a conclu les débats sur la sous-question d) et a noté que la grande majorité des délégations y ont répondu par l'affirmative, tout en assortissant leur réponse d'une réserve pour certaines d'entre elles.

Question de l'alinéa f) du paragraphe 14

243. a) M. GREENGRASS (Secrétaire général adjoint de l'UPOV) a rappelé que, au stade de la reproduction ou de la multiplication, les variétés végétales sont essentiellement exploitées sous la forme de parties de plantes - matériel de multiplication végétative tel que semences, boutures, greffons, marcottes. Ces parties expriment, ou sont capables d'exprimer, l'identité complète d'une plante entière. Elles contiennent le code génétique complet nécessaire à la régénération d'une plante entière. Avec les techniques modernes, les parties de plantes utilisées dans la multiplication végétative deviennent généralement de plus en plus petites, de simples cellules étant utilisées dans des techniques telles que la multiplication in vitro ou la production de semences artificielles. La sous-question f) vise plus particulièrement la question de l'étendue de la protection du droit de l'obtenteur à cet égard.

b) M. Greengrass a ajouté que les documents futurs de l'UPOV ne contiendront plus les propositions de révision de la convention qui ont été contestées pendant la présente réunion et des réunions précédentes compte tenu du chevauchement entre la définition de l'expression "variété végétale" et celle du matériel sur lequel le droit reconnu par la Convention UPOV porterait. Toutefois, il convient de souligner qu'il ressort clairement des débats au sein de l'UPOV que toute partie de plante contenant le code génétique complet nécessaire à la régénération d'une plante entière est considérée comme étant du matériel de multiplication ou, compte tenu de la totipotence des cellules végétales, comme du matériel de multiplication potentiel. Tout élément plus petit, notamment les séquences génétiques, ne constitue ni du matériel de multiplication ni une variété végétale et n'entre donc pas dans le cadre de la protection des obtentions végétales.

244. M. PERIZONIUS (Office des brevets, Pays-Bas) s'est demandé si les parties mortes de plantes peuvent être incluses.

245. M. ESPENHAIN (Service de la protection des obtentions végétales, Danemark) a dit que la délégation de son pays pense que le droit reconnu à l'obtenteur doit s'étendre aux éléments envisagés dans la sous-question f), à condition toutefois qu'ils comprennent le code génétique complet nécessaire à la régénération de plantes entières et que la variété végétale puisse en être dérivée.

246. M. ÖSTER (Ministère de l'agriculture, Suède), Mme DARMON (Institut national de la propriété industrielle, France), MM. VUORI (Ministère de l'agriculture et des forêts, Finlande), LOSSIUS (Office des brevets, Norvège), KIEWIET (Service de la protection des obtentions végétales, Pays-Bas) et SHITIKOV (Comité d'Etat pour les inventions et les découvertes, Union soviétique) ont dit que la délégation de leur pays partage les vues exprimées par M. ESPENHAIN (Danemark).

247. M. BYRNE (Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, Irlande) a dit que la délégation de son pays répond par l'affirmative à la sous-question f).

248. Mme MORELLI GRADI (Office central des brevets, Italie) s'est demandé si l'on ne doit pas parler "d'information génétique de la plante" plutôt que de "code génétique de la plante". Elle a, par ailleurs, déclaré qu'elle ne peut accepter l'extension du droit de l'obtenteur que dans les cas où la partie de plante permet la reproduction de la plante dans son intégralité, c'est-à-dire contient toute l'information génétique.

249. M. ARDLEY (Service de la protection des obtentions végétales, Royaume-Uni) a dit que la délégation de son pays répond également par l'affirmative à la sous-question f), sans préjudice toutefois de la brevetabilité de ces parties de plantes.

250. M. HADDRICK (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles, Australie) a indiqué que, dans le cadre de la protection par certificat d'obtention végétale, l'obtenteur doit être protégé contre les personnes qui utilisent les parties des plantes pour reproduire la variété.

251. M. BROUËR (Ministère de la justice, République fédérale d'Allemagne) a dit que si la question posée à l'alinéa f) vise le matériel de reproduction ou de multiplication, il répond assurément par l'affirmative, et si elle vise les plantes ou d'autres produits finals, sa réponse est aussi, en principe, positive.

252. M. LOPEZ DE HARO (Service de certification et d'enregistrement des variétés végétales, Espagne) a dit que la délégation de son pays partage les vues exprimées par M. Ardley (Royaume-Uni).

253. M. WHITMORE (Service de la protection des obtentions végétales, Nouvelle-Zélande) a indiqué qu'il répond à la question posée par l'affirmative uniquement si les parties visées sont des parties qui permettent de reproduire la plante.

254. M. HOINKES (Office des brevets et des marques, Etats-Unis d'Amérique) a souligné qu'il semble y avoir incohérence entre les réponses données par de nombreuses délégations aux questions posées à l'alinéa d) du paragraphe 14, d'une part, et à l'alinéa f) du paragraphe 14, d'autre part, étant donné que la majorité de ces réponses sont positives dans les deux cas. Le fait de répondre par l'affirmative à la question posée à l'alinéa d) du paragraphe 14 sous-entend qu'un brevet peut être obtenu pour une invention consistant en une plante ou une partie de plante comportant l'information génétique complète de la plante correspondante, y compris, par exemple, une cellule ou un protoplaste. Le fait de répondre par l'affirmative à la question posée à l'alinéa f) du paragraphe 14 sous-entend que le droit reconnu à l'obtenteur sur une variété végétale déterminée s'étendra à toute partie de la plante correspondante comprenant la totalité de l'information génétique de cette variété. Il s'est donc demandé comment il peut être répondu par l'affirmative aux deux questions, puisque, dans ce cas, il semble que les droits conférés par un brevet et les droits conférés par un certificat d'obtention végétale en ce qui concerne une même plante ou variété végétale empiètent les uns sur les autres.

255. M. HADDRICK (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles, Australie) a précisé que la délégation de son pays a répondu par l'affirmative à la question posée à l'alinéa f) du paragraphe 14 parce qu'elle estime que les certificats d'obtention végétale doivent effectivement protéger



l'obtenteur contre toute utilisation du matériel de reproduction ou de multiplication de la variété protégée, les parties de plantes mentionnées dans cette question étant prises comme correspondant à un tel matériel de la variété protégée.

256. M. ESPENHAIN (Service de la protection des obtentions végétales, Danemark) a dit que la délégation de son pays considère que la sous-question d) a trait à des inventions consistant en des produits biotechnologiques comme les gènes, ou en des procédés comme les croisements entre espèces qui donnent naissance à des plantes ou à des parties de plantes ne constituant pas une variété. De l'avis de la délégation de son pays, ces inventions sont de toute évidence brevetables. Par ailleurs, la sous-question f) a trait à du matériel qui constitue une variété végétale.

257. M. LAIRD (UNICE) a expliqué que les parties de plantes telles que cellules, lignées de cellules, boutures de méristème sont considérées comme du matériel de multiplication aux fins de la protection du droit d'obtenteur. Cela est important en ce qui concerne l'étendue de la protection conférée à un obtenteur au titre d'un certificat d'obtention végétale. Cela ne signifie pas toutefois que ces parties de plantes sont l'objet de la protection dans le cadre du système régissant les droits des obtenteurs. Les cellules, les lignées de cellules, les protoplastes et d'autres parties de plantes peuvent néanmoins être protégés dans le cadre du droit des brevets et ne doivent pas être exclus. Le comité d'experts a déjà marqué son accord à cet égard. Il convient d'établir une distinction entre l'objet de la protection conférée au titre des droits des obtenteurs et des droits de brevet et la portée de cette protection dans le cadre de ces droits. Une variété végétale est protégée en tant que telle compte tenu de toute la série des caractères qui constituent son phénotype. Une fois ce droit reconnu, la protection portera sur l'ensemble du matériel de reproduction ou de multiplication de cette variété, qu'il s'agisse de plantes entières ou de parties de plantes, s'il est commercialisé d'une façon qui porte atteinte au droit de l'obtenteur.

258. MM. ROTH (GIFAP), STRAUS (AIPPI), ROBERTS (CCI), ENGHOLM (EPI) et GUTMANN (FICPI) ont fait leurs vues exprimées par le représentant de l'UNICE. M. ROBERTS (CCI) a aussi partagé les préoccupations exprimées par la CIOFORA et l'ASSINSEL.

259. M. SCHWARZENBACH (ISTA) s'est référé à des déclarations antérieures tendant à l'élaboration d'une notion nouvelle de "variété", qui ne serait pas de nature agronomique mais juridique. L'ISTA établit des certificats portant sur la qualité des semences. Ces certificats portent sur des genres, des espèces et des variétés en fonction des principes de nomenclature reconnus au niveau botanique ou variétal. M. Schwarzenbach estime qu'il sera difficile d'intégrer une notion nouvelle dans le cadre existant. Si une telle notion est élaborée, il conviendra de consulter l'Union internationale des sciences biologiques (UISB).

260. M. ROYON (CIOFORA) a regretté de nouveau l'orientation donnée au débat par les questions posées au paragraphe 14. Il s'est félicité de l'extension proposée des droits accordés dans le cadre du système de protection des obtentions végétales et a suggéré d'examiner la possibilité de rattacher ces droits à toute exploitation commerciale de la variété.

261. Mlle COMTE (FIPA, COPA et COGECA) a fait savoir que les organisations qu'elle représente répondent à la sous-question f) par l'affirmative.

262. M. LANGE (ASSINSEL) a dit que l'ASSINSEL répond à la sous-question f) par l'affirmative. Il pense que la sous-question d) porte sur l'objet de la protection et la sous-question f) sur l'étendue de la protection accordée.

263. M. URSELMANN (COMASSO) a dit que la COMASSO partage l'avis exprimé par M. Lange (ASSINSEL) et que, comme l'a expliqué M. Greengrass (Secrétaire général adjoint de l'UPOV), les cellules constituent du matériel de multiplication et sont déjà, en vertu du texte actuel de la Convention UPOV, visées par le droit reconnu à l'obtenteur.

264. M. BROCK NANNESTAD (FEMIP) a estimé que la structure de la question 14 montre les conséquences illogiques d'une interdiction de la double protection et est revenu sur les observations de la délégation des Etats-Unis d'Amérique à propos de la question 14.f).

Question de l'alinéa e) du paragraphe 14

265. M. GREENGRASS (Secrétaire général adjoint de l'UPOV) a dit que la sous-question e) serait plus claire si le membre de phrase "eu égard auxquelles il n'est présenté aucune revendication pour une plante entière" était remplacé par "qui ne sont pas destinées à régénérer des plantes entières". Il a réaffirmé que l'UPOV n'a pas l'intention d'étendre de façon inconsidérée le système de protection des obtentions végétales aux procédés industriels. La sous-question e) envisage le cas dans lequel les cellules d'une variété protégée par un certificat d'obtention végétale seraient la forme d'exploitation de la variété. Elle vise à obtenir des avis sur l'opportunité d'étendre la protection des obtentions végétales à ces variétés.

266. M. ESPENHAIN (Service de la protection des obtentions végétales, Danemark) a dit que si les lignées de cellules sont considérées comme du matériel de multiplication, la réponse sera également positive.

267. M. HADDRICK (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles, Australie) a dit qu'il convient de distinguer entre, d'une part, la matière protégée par un droit déterminé et, d'autre part, les droits conférés par le titre de protection. L'objet protégé et la portée du droit sont deux choses différentes. Il a estimé que les lignées de cellules qui ne servent pas à régénérer une plante entière d'une variété protégée ne doivent pas être couvertes par le certificat d'obtention végétale correspondant.

268. M. LOUDON (Service de la protection des obtentions végétales, Australie) a dit que le système australien actuel de protection des obtentions végétales tend à récompenser les obtenteurs de variétés qui répondent aux conditions de distinction, d'homogénéité et de stabilité. Il ne vise pas à récompenser les procédés industriels, et il est difficile de voir comment cela serait possible sur la base de son fonctionnement actuel.

269. M. ÖSTER (Ministère de l'agriculture, Suède) a dit que la délégation de son pays répond à la sous-question e) par la négative.

270. M. SASAKI (Office des brevets, Japon) a dit qu'actuellement il existe au Japon deux conceptions dominantes. Selon la première conception, des lignées de cellules comprenant la totalité de l'information génétique de plantes doivent être représentatives d'une variété de plantes et être exclues

de la protection par brevet. Selon l'autre conception, la variété végétale doit être définie, aux fins de la protection des obtentions végétales, comme une plante ou un ensemble de plantes considérés comme répondant à la définition d'une variété et aux critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité et comme une entité aux fins de la culture. Cette définition exclut les parties de plantes ainsi que les lignées de cellules destinées à être utilisées uniquement pour des procédés industriels. La proposition visant à étendre le droit de l'obtenteur à une quelconque partie de plante renfermant l'information génétique de la variété protégée serait donc refusée.

271. M. GOEBEL (Office des brevets, République fédérale d'Allemagne) a estimé que les méristèmes et les lignées de cellules peuvent être englobés dans la notion de variété végétale, et que, à cet égard, il peut répondre par l'affirmative à la question posée à l'alinéa e) du paragraphe 14. Il serait aussi justifié de tracer la limite de la définition de la variété végétale au niveau de la cellule ou au point à partir duquel le matériel végétal n'est plus viable, par exemple, lorsque le matériel est utilisé pour des procédés industriels. Le droit de l'obtenteur doit donc continuer d'exister sur le matériel végétal en tant que tel, indépendamment de l'utilisation qui en est faite.

272. M. HOINKES (Office des brevets et des marques, Etats-Unis d'Amérique) a demandé si la question qui a été posée porte sur la matière à exclure de la protection par brevet. Si le but est d'exclure des objets tels que les lignées de cellules du champ de la protection par brevet, il sera difficile pour la délégation de son pays de souscrire à cette proposition. A son avis, les lignées de cellules utilisées en vue de reproduire une variété végétale protégée sont couvertes par le droit d'obtenteur correspondant. Par ailleurs, l'utilisation de cellules d'une variété végétale protégée à des fins industrielles ne sera pas couverte par ce droit.

273. Mme MORELLI GRADI (Office central des brevets, Italie) a déclaré que la réponse doit être négative si la question implique une extension de la définition de la variété végétale. Si la question touche à l'extension du droit de l'obtenteur, il peut y avoir un conflit de droits entre l'obtenteur et l'utilisateur des cellules qui utilise celles-ci exclusivement dans le cadre d'un procédé industriel.

274. M. KIEWIET (Service de la protection des obtentions végétales, Pays-Bas) a dit que la sous-question e) porte sur l'étendue de la protection prévue dans le cadre du système de protection des obtentions végétales et non sur la définition de l'expression "variété végétale". Les cellules d'une variété protégée contenant l'information génétique complète nécessaire à la régénération de plantes entières doivent bénéficier de la protection accordée au matériel de multiplication. Par ailleurs, le procédé d'exploitation de ces cellules doit aussi être brevetable, ce qui risque de créer un conflit de droits (à régler à l'amiable entre les parties). Toutefois, le problème du règlement des conflits doit être traité ailleurs.

275. M. ARDLEY (Service de la protection des obtentions végétales, Royaume-Uni) a dit que la délégation de son pays peut souscrire aux vues exprimées par M. Kiewiet (Pays-Bas). Une lignée de cellules contenant l'information génétique complète caractéristique d'une variété représente cette variété. Les propositions actuelles touchant à la révision de l'article 5 de la Convention UPOV amène à se demander si le droit doit couvrir aussi les multiplications dans les procédés industriels. Ce point devra être examiné plus avant.

276. M. ESPENHAIN (Service de la protection des obtentions végétales, Danemark) a noté que la question de l'étendue de la protection à accorder en vertu de la Convention UPOV est encore à l'examen.
277. M. WHITMORE (Service de la protection des obtentions végétales, Nouvelle-Zélande) a fait siennes les vues exprimées par M. Kiewiet (Pays-Bas). Il considère que les droits applicables aux cellules sont comparables aux droits applicables aux grains de blé, par exemple, qui peuvent servir à des fins de reproduction ou autres (transformation et alimentation en particulier).
278. M. GUGERELL (OEB) a affirmé une fois de plus qu'il convient de distinguer entre la définition de l'expression "variété végétale" et le droit conféré par la protection des obtentions végétales. Il convient aussi de garder à l'esprit que l'exclusion de la protection par brevet formulée à l'article 53.b) de la Convention sur le brevet européen est suivie d'une phrase énonçant une exception à cette règle. D'après cette exception, des procédés permettant d'obtenir des variétés végétales peuvent être brevetés dans la mesure où il s'agit de procédés microbiologiques. L'application de lignées de cellules dans un procédé industriel pourra donc être brevetée en tant qu'invention. Il pourrait toutefois y avoir contradiction dans le cas où il est répondu par l'affirmative à la question posée à l'alinéa e) du paragraphe 14 en ce qui concerne la définition de l'expression "variété végétale."
279. M. ENGHOLM (EPI) a répondu par la négative à la question posée.
280. M. WINTER (COMASSO) a dit que la COMASSO s'est prononcée en faveur d'une extension de l'étendue de la protection accordée en vertu de la Convention UPOV, tant en ce qui concerne le matériel que les actes à protéger. Cela signifie que la COMASSO préconise, dans la pratique, que les lignées de cellules visées à la sous-question e) entrent dans le cadre souhaité de la protection. Toutefois, la COMASSO désire encore examiner si c'est là une évolution souhaitable.
281. M. LANGE (ASSINSEL) a dit que les lignées de cellules visées à la sous-question e) ne doivent pas constituer un objet de protection au titre de la Convention UPOV, mais un objet auquel la protection doit être étendue. De telles lignées de cellules sont l'objet de l'exploitation industrielle d'une variété.
282. M. ROBERTS (CCI) s'est déclaré pour l'extension des droits des obtenteurs à conditions que cette extension ne restreigne pas les droits des titulaires de brevet. Il a demandé si les obtenteurs ont effectivement besoin de faire protéger les lignées de cellules. Il a estimé que la protection des obtentions végétales vise à récompenser des années de travail consacrées à l'obtention d'une variété considérée comme une combinaison globale de caractères, répondant aux conditions de distinction, d'homogénéité et de stabilité. En cas d'utilisation de cellules de plantes et non pas de plantes entières, seule une voire quelques caractéristiques ou propriétés de la variété végétale sont effectivement utilisées. En outre, les caractères des cellules végétales évolueront forcément dans le cadre des cultures de cellules à tel point qu'elles ne répondront plus aux critères primitifs de distinction, d'homogénéité et de stabilité.

283. M. ONO (PIPA) a cité des cas concrets d'utilisation de cellules végétales et a demandé dans quelle mesure le droit de l'obtenteur serait applicable dans ce genre de situations. Il a demandé si, dans l'hypothèse d'une production de cellules végétales qui sont susceptibles d'être considérées comme un produit nouveau, par exemple des cellules hybrides, mais qui ne sont pas encore considérées comme une variété végétale, tout en étant néanmoins utiles dans des procédés industriels, ces cellules doivent être protégées par un certificat d'obtention végétale. Il a estimé que le droit d'obtenteur ne doit pas couvrir l'utilisation de cellules végétales à des fins industrielles.

284. M. YAMASHITA (JPA) a estimé que la question posée à l'alinéa e) du paragraphe 14 appelle une réponse négative. Les cellules végétales étant brevetables, elles ne doivent donc pas être couvertes par le droit d'obtenteur. Les droits correspondants doivent être limités à la notion traditionnelle de variété végétale qui a une portée limitée. Les certificats d'obtention végétale ne semblent pas appropriés en ce qui concerne la protection de parties de plantes. Ces parties ne doivent pas figurer dans la définition de la variété végétale envisagée dans le cadre de la révision de la Convention UPOV.

285. M. GROSS (CEFIC) a répondu par la négative à la question posée à l'alinéa e) du paragraphe 14.

286. M. ROYON (CIOFORA) a dit que, compte tenu de l'ambiguïté de la sous-question, il est difficile d'y répondre. Si la question a trait à l'étendue de la protection, il faut faire mention de la sous-question f). M. Royon a réaffirmé la position de la CIOFORA selon laquelle la protection prévue par la Convention UPOV doit s'étendre à toute forme d'exploitation commerciale de la variété.

287. M. LAIRD (UNICE) est revenu sur les observations formulées par la délégation des Pays-Bas. Il a noté que si le droit d'obtenteur couvre l'utilisation de cellules végétales de la variété protégée dans un procédé industriel, et si ce procédé est breveté en faveur d'une autre personne, il pourra y avoir conflit de droits parce qu'un tiers utilisant le procédé en question devra obtenir deux licences distinctes auprès des titulaires des deux titres de protection différents. Il s'est demandé s'il ne s'agit pas là d'un cas de double protection qui milite pour la levée de l'interdiction de la double protection.

288. M. GOEBEL (Office des brevets, République fédérale d'Allemagne) a déclaré que les lignées de cellules et les procédés relatifs aux cellules végétales doivent pouvoir continuer de faire l'objet d'un brevet.

289. M. GUTMANN (FICPI) a déclaré que l'alinéa e) constitue un cas pour lequel la double protection doit être autorisée. Il a marqué son accord avec la délégation de la République fédérale d'Allemagne et les représentants de l'OEB et de l'UNICE.

290. M. HOERNER (IBA) a dit que son organisation ne peut souscrire, en ce qui concerne la définition de la variété végétale, à aucune interprétation qui limiterait l'étendue du domaine brevetable.

291. M. ROTH (GIFAP) a répondu par la négative à la question posée à l'alinéa e) du paragraphe 14 car une réponse positive impliquerait une limitation du domaine brevetable.

292. Mlle COMTE (FIPA, COPA et COGECA) a rappelé que, selon les organisations qu'elle représente, les lignées de cellules relèvent de la protection par brevet, mais que, si elles sont utilisées ou sont utilisables pour la reproduction d'une variété, elles doivent être régies par le droit d'obtenteur.

293. M. STRAUS (AIPPI) a dit que son organisation étant opposée à toute extension des exclusions de la protection par brevet, il doit être répondu par la négative à la question posée à l'alinéa e) du paragraphe 14. Il a souligné qu'il convient en tout état de cause de tenir compte de ce que la reconnaissance d'un droit d'obtenteur pour les lignées de cellules pourra donner lieu à des problèmes compte tenu de la durée supérieure de la protection que les droits correspondants peuvent conférer par rapport à la durée des brevets.

294. M. BROCK-NANNESTAD (FEMIP) a répondu par la négative à la question posée à l'alinéa e) du paragraphe 14, a noté qu'il est fait usage de cellules végétales et de parties de plantes dans de nombreux procédés industriels et s'est aussi demandé où finit la notion d'"agriculture" et où commence celle d'"industrie". La limite entre ces deux domaines devient de moins en moins nette au fur et à mesure de l'évolution des techniques modernes, et il s'agit là d'un fait dont il faut tenir compte.

295. M. HADDRICK (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles, Australie) a dit que, sur le plan du système des brevets, il accorde une grande importance à la divulgation et à la publication des brevets et aux informations contenues dans ceux-ci. L'équilibre établi par le système des brevets dans l'intérêt public ne doit pas être négligé ou perturbé.

296. M. SUGDEN (président) a noté que le comité a débattu à la fois de l'objet de la protection et de l'étendue de la protection. En ce qui concerne l'objet de la protection au titre du droit d'obtenteur, la plupart des délégations semblent admettre qu'une lignée de cellules peut être protégée si elle contient la totalité de l'information génétique et peut conduire par régénération à l'obtention d'une plante entière de la variété en question. En ce qui concerne l'étendue de la protection, les délégations continuent d'avoir des avis très partagés sur l'extension de la protection aux cellules, lignées de cellules et autres parties de plantes.

#### Question de l'alinéa c) du paragraphe 14

297. M. GREENGRASS (Secrétaire général adjoint de l'UPOV) a dit que les définitions proposées dans le document soumis à la quatrième réunion de l'UPOV avec les organisations internationales ont été examinées à cette réunion et à la session ultérieure du Comité administratif et juridique. Elles sont donc devenues caduques. Il n'existe pas de relation entre ces définitions et la sous-question c), excepté que cette dernière tient compte des observations formulées au cours des réunions susmentionnées.

298. M. BROUËR (Ministère de la justice, République fédérale d'Allemagne) a dit que la définition de la "variété végétale" donnée à l'alinéa c) du paragraphe 14 n'est pas acceptable car elle englobe aussi des éléments qui peuvent être protégés par un brevet. Bien qu'elle ne soit pas vraiment acceptable en l'état actuel, la proposition officieuse de l'OEB pourrait servir de base à un examen plus approfondi.

299. Mme MORELLI GRADI (Office central des brevets, Italie) s'est interrogée sur les liens qui existent entre la définition proposée à l'alinéa c) et la définition de la variété végétale telle que figurant dans la proposition de révision de la Convention UPOV, qui se termine notamment par les termes "ou de toute autre forme d'utilisation", qui ne sont pas repris dans l'alinéa c) à l'examen.

300. M. SIMUNOVIC (Service de l'agriculture et de l'élevage, Chili) a dit que la législation chilienne sur la protection des variétés végétales établit une distinction entre, d'une part, la variété en tant qu'objet de protection et, d'autre part, les plantes et parties de plantes en tant que matériel représentatif de la variété. Il a l'impression que les tentatives faites pour utiliser le même mot pour désigner des objets différents a pour effet de compliquer les débats. Il pense que chaque terme devrait être précisé de façon plus technique.

301. M. LOUDON (Service de la protection des variétés végétales, Australie) a rappelé que les variétés végétales ne sont pas exclues de la protection par brevet en Australie. A son avis, l'UPOV devrait avoir pour principal objectif d'élaborer une définition de l'expression "variété végétale" qui servirait l'application du système de protection des variétés en question. La plupart des problèmes soulevés au cours de la présente réunion ont trait à des dispositions relatives à l'exclusion.

302. M. ÖSTER (Ministère de l'agriculture, Suède) a dit que la délégation de son pays partage les vues exprimées par M. Brouër (République fédérale d'Allemagne).

303. M. WHITMORE (Service de la protection des obtentions végétales, Nouvelle-Zélande) a dit que la sous-question c) est utile pour ce qui est de préciser la différence qui existe entre les cellules et les gènes. Bien qu'ayant des critiques à formuler sur certains points précis du libellé, il considère acceptable, d'une façon générale, la définition proposée.

304. M. HOERNER (IBA) a indiqué que cette définition risque d'entraîner des lacunes dans la protection, par exemple lorsqu'elle exclut de la brevetabilité une invention qui ne répond pas finalement aux conditions requises pour la délivrance d'un certificat d'obtention végétale. Il a ajouté que la définition devrait être adaptée à cette forme de protection particulière qu'est le certificat d'obtention végétale, au lieu d'être conçue comme une dérogation à la protection générale par brevet.

305. M. LANGE (ASSINSEL) a dit que la définition proposée dans la sous-question c) est acceptable, mais que la proposition formulée dans le document de l'UPOV soumis à la quatrième réunion de l'UPOV avec les organisations internationales est peut-être plus appropriée. Une définition véritablement acceptable est peut-être une définition intermédiaire entre celles qui sont proposées dans les sous-questions b) et c), respectivement, et la suggestion officieuse de M. Gugerell (Office européen des brevets) semble aller dans la bonne direction.

306. M. ROTH (GIFAP) a appuyé le point de vue exprimé par le représentant de l'IBA.

307. M. BROCK-NANNESTAD (FEMIPI) a dit que la priorité a été donnée dans le choix des questions à celles qui ont trait à la révision de la Convention UPOV. Il a demandé au président pourquoi la définition de la variété végétale figurant dans la Convention UPOV est en train d'être modifiée. Il a également demandé quel type de violation du droit d'obtenteur l'UPOV souhaite empêcher.

308. M. STRAUS (AIPPI) a dit qu'il partage les vues exprimées par l'IBA et le GIFAP.

309. M. GROSS (CEFIC) a appuyé le point de vue exprimé par le représentant de l'IBA, dans sa réponse négative à la question posée à l'alinéa c).

310. M. WINTER (COMASSO) a dit que son organisation partage les vues exprimées par M. Lange (ASSINSEL).

311. M. ROTH (IBA) a cité un document du Comité administratif et juridique de l'UPOV et a indiqué que des doutes ont été exprimés quant à la nécessité d'énoncer une définition de la variété dans la Convention UPOV. Il s'est ensuite interrogé sur l'intérêt d'une définition qui risque de semer la confusion.

312. M. GREENGRASS (Secrétaire général adjoint de l'UPOV) a dit que la majorité des Etats membres de l'UPOV pensent qu'il n'existe pas de définition générale de la "variété végétale" dans le texte de 1978 de la convention, ni même dans le texte initial de 1961.

313. M. BROCK-NANNESTAD (FEMIPI) s'est interrogé sur la nécessité de l'article 53.b) de la Convention sur le brevet européen s'il n'existe pas de définition de la variété végétale.

#### Questions des paragraphes 18 à 20

314. M. SCHÄFERS (Vice-directeur général, OMPI) a indiqué que la question des licences d'exploitation a été examinée par le Comité d'experts sur les inventions biotechnologiques et la propriété industrielle convoqué par l'OMPI. Cette question a été traitée dans la solution n° 11 suggérée dans le document BioT/CE/IV/3 intitulé "Solutions révisées suggérées pour la protection des inventions biotechnologiques par la propriété industrielle". Il a précisé que le concept de licence d'exploitation met en jeu une invention protégée par un brevet et une variété végétale protégée par un certificat d'obtention végétale et vaut pour les cas dans lesquels le titulaire de ce certificat accomplit des actes concernant sa variété qui portent nécessairement atteinte au brevet. Dans ces circonstances, il est parfois nécessaire de prévoir une licence non volontaire. Ces licences sont un instrument bien connu mentionné, par exemple, à l'article 5 de la Convention de Paris et dans les lois nationales qui prévoient ce type de licences. A propos du deuxième paragraphe de la solution n° 11 proposée dans le document BioT/CE/IV/3, M. Schäfers a indiqué que l'octroi d'une licence croisée au titulaire du brevet fera contrepoids à la licence obligatoire prévue au premier paragraphe. Il a conclu en disant que les avis sur ce point sont partagés et qu'il est utile et nécessaire de poser la question au comité d'experts pour savoir où en sont les choses.



315. M. HOINKES (Office des brevets et des marques, Etats-Unis d'Amérique) a dit que le fait que les licences obligatoires sont bien connues ne signifie pas nécessairement qu'elles sont à conseiller. En ce qui concerne la question figurant au paragraphe 18, il y a répondu par la négative. Il a ajouté que les licences obligatoires restreignent sérieusement le droit du titulaire d'un brevet d'exercer ou de contrôler ses droits exclusifs sur l'invention brevetée. Il s'est également prononcé contre le système des licences croisées obligatoires dans le cadre duquel le titulaire d'un certificat d'obtention végétale accorde une licence au titulaire d'un brevet, et inversement. Pour ce qui est de la question du paragraphe 19, il y a répondu par la négative, car une telle licence aurait pour effet de restreindre les droits de l'obtenteur. Il a ajouté qu'il règne une incertitude autour du sens à donner à l'expression "essentiellement dérivée". Il a décrit le fonctionnement des licences obligatoires dans certains pays, où il arrive qu'une invention secondaire soit brevetée et donne lieu à l'octroi d'une licence obligatoire pour un brevet principal. S'agissant de la question posée au paragraphe 20, M. Hoinkes a dit que le titulaire d'un certificat devrait pouvoir négocier librement, et a répondu par la négative au point i). Pour ce qui est du point ii) concernant l'intérêt général, les situations d'urgence au niveau national, la violation reconnue par les tribunaux de la législation sur la concurrence et l'utilisation par les pouvoirs publics pourraient être des motifs acceptables pour la concession de licences obligatoires. Il a ajouté que les licences obligatoires sont une malédiction pour les titulaires de brevet comme pour les obtenteurs, et que le système des licences réciproques suppose que chacune des deux parties est en mesure d'utiliser l'invention, ce qui n'est pas toujours le cas. D'après lui, il est difficile de comprendre ce qu'il faut entendre par "progrès technique important", au paragraphe 20.iii). A ce sujet, il a dit que même s'il y a un "progrès technique important" par rapport à une invention de base, le propriétaire de cette dernière devrait conserver les droits exclusifs qui y sont attachés.

316. M. BROUËR (Ministère de la justice, République fédérale d'Allemagne) a répondu par la négative aux questions posées aux paragraphes 18, 19 et 20.i) et iii), et par l'affirmative à la question posée au paragraphe 20.ii), seul l'intérêt général pouvant justifier la concession d'une licence non volontaire.

317. M. MESSERLI (Office fédéral de la propriété intellectuelle, Suisse) a précisé qu'il se réfère aussi bien aux paragraphes 18 à 20 qu'au paragraphe 21. D'après lui, chacun des deux systèmes devrait protéger des objets qui lui sont propres et ne pas chercher à dominer l'autre. C'est pourquoi il rejette l'idée exprimée à l'article 5.5) du projet de Convention UPOV qui est reprise dans la question du paragraphe 21. A son avis, en cas de chevauchement des droits, il faudrait un système de licences volontaires. L'octroi de licences obligatoires ne devrait être envisagé qu'en dernier ressort.

318. M. RAVN (Office des brevets, Danemark) a déclaré au sujet de la question posée au paragraphe 19 qu'il ne prend pas de risque en disant que les milieux intéressés au Danemark sont très partagés sur cette question. Toutefois, le compromis qui a été élaboré permet l'octroi de licences obligatoires entre le titulaire d'un brevet et l'obtenteur, et prévoit la possibilité d'accorder des licences croisées. Les conditions à respecter n'ont pas encore été précisées, mais l'intérêt général et le niveau de perfectionnement seront pris en compte. En ce qui concerne la question posée au paragraphe 19, il a dit que la "variété protégée" peut être concernée par une protection par brevet et une

protection par certificat d'obtention végétale, et que chaque forme de protection suscite une réponse différente. En ce qui concerne les brevets, si une variété essentiellement dérivée utilise une invention brevetée, la réponse est la même que pour le paragraphe 18. S'agissant des certificats d'obtention végétale, une licence entre deux obtenteurs peut aussi aller du nouvel obtenteur à l'obteneur initial. Il a indiqué que les conditions à remplir pour la concession de ce type de licences n'ont pas encore été précisées dans son pays. Cette délégation a ajouté que le principe du libre accès au matériel végétal doit être maintenu.

319. M. ÖSTER (Ministère de l'agriculture, Suède) a dit qu'en Suède le point de vue exprimé a priori correspond à l'opinion formulée par M. Brouër (République fédérale d'Allemagne). Il a donc répondu par la négative à la question 18 et à la question 19, et par l'affirmative à la question 20 - mais par la négative au point i), l'affirmative au point ii) et la négative au point iii).

320. M. VUORI (Ministère de l'agriculture et des forêts, Finlande) a dit que les milieux agricoles en Finlande sont favorables, d'une part, au principe de la dépendance proposé dans le cadre de la révision de la Convention UPOV avec un droit d'interdire l'exploitation de la variété dépendante (variante 1 dans les documents précédents pertinents de l'UPOV) et, d'autre part, aux licences obligatoires dans le cas exposé dans la question 20 seulement si l'intérêt général l'exige.

321. M. LOSSIUS (Office des brevets, Norvège) a repris à son compte les observations faites par le délégué du Danemark.

322. M. VERSCHURE (Ministère des affaires économiques, Pays-Bas) a dit que le système de protection des obtentions végétales est bon mais qu'il peut être amélioré. Il faudrait, concrètement, supprimer le privilège de l'agriculteur, renforcer la condition de l'écart minimum et instituer un système de dépendance. Ces modifications ne pourront être apportées qu'à condition de prévoir l'octroi d'une licence obligatoire au titre du brevet lorsque l'exploitation d'un certificat d'obtention végétale porte atteinte à un brevet. La clé de l'équilibre entre le brevet et le certificat d'obtention végétale se trouve dans le montant des redevances.

323. Mme DARMON (Institut national de la propriété industrielle, France) a déclaré, au nom de la délégation française, que des licences d'exploitation devront pouvoir être librement négociées en cas de dépendance entre un brevet et un certificat d'obtention végétale, avec la possibilité de refuser la concession de licences (paragraphe 18). En ce qui concerne le paragraphe 19, elle a répondu par la négative en précisant qu'en matière de variétés dérivées, il ne doit pas y avoir de licence automatique. Elle a indiqué, pour ce qui concerne le paragraphe 20, qu'une licence non volontaire ne peut pas être concédée dans tous les cas, mais seulement après qu'une négociation en vue de la concession d'une licence volontaire a échoué, et uniquement s'il existe un progrès agricole important et que l'intérêt public l'exige.

324. Mlle BUSTIN (Comité de la protection des obtentions végétales, France) a souligné que l'accord s'est réalisé entre les autorités compétentes en France sur la base du principe que le progrès agricole ne peut pas être pris en compte dans le cadre de la concession de licences obligatoires en deçà de ce qu'exige l'intérêt général.

325. M. MIYATA (Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche, Japon) a dit que le Japon n'a pas encore pris position sur les questions du paragraphe 18. Toutefois, il estime que les licences d'exploitation ne devront pas être accordées automatiquement, mais faire l'objet de négociations entre les parties intéressées. En ce qui concerne la question posée au paragraphe 19, les contrats d'exploitation commerciale d'une variété essentiellement dérivée devront pouvoir être négociés et conclus librement par les parties en cause. Une telle variété ne peut pas être exploitée commercialement sans le consentement du titulaire du certificat d'obtention végétale. Pour ce qui est des questions posées au paragraphe 20, il faudrait appliquer les mêmes règles; autrement dit, les parties devront pouvoir négocier librement toute licence relative à leurs droits de propriété intellectuelle.

326. Mme MORELLI GRADI (Office central des brevets, Italie) a déclaré, en ce qui concerne la première question du paragraphe 18, que la réponse est affirmative, et, en ce qui concerne la deuxième question de ce paragraphe, que les licences de dépendance doivent résulter d'accords librement négociés, si possible soumis à des paiements équitables. En ce qui concerne le paragraphe 19, la réponse est affirmative, mais pas dans tous les cas. Elle a précisé que la condition est que l'information génétique doit être contenue et exprimée dans la variété dérivée qui fait l'objet de l'exploitation. Elle a ajouté que si le système de dépendance doit être étendu au régime de protection des variétés végétales selon la Convention UPOV, il faut que la variété essentiellement dérivée puisse se reproduire exactement de la même manière que la variété d'origine et donc contenir l'information génétique donnant les mêmes caractères morphologiques selon les principes d'homogénéité, de stabilité et de distinction propres au régime de la Convention UPOV. En ce qui concerne le paragraphe 20 et si les notions de dépendance et de variétés essentiellement dérivées s'entendent selon les remarques précédentes relatives aux paragraphes 18 et 19, les titulaires de brevets et de certificats d'obtention végétale peuvent négocier librement des licences, mais celles-ci ne doivent pas être automatiques. Une licence obligatoire pourrait être prévue si les conditions suivantes sont remplies : i) l'intérêt général l'exige; et ii) l'invention constitue un progrès technique important ou la variété nouvelle présente une amélioration substantielle et donc utile pour l'économie agricole du pays concerné.

327. a) M. ARDLEY (Service de la protection des obtentions végétales, Royaume-Uni) a dit que la question de la dépendance doit être examinée sous deux angles : d'une part, celui de la dépendance entre deux variétés, lorsque l'une est essentiellement dérivée de l'autre, et, d'autre part, celui de la dépendance d'une variété par rapport à un produit ou un processus breveté.

b) En ce qui concerne la première situation, il a fait remarquer que le texte actuel de la Convention UPOV ne prévoit pas de système de dépendance. Il arrive que l'on obtienne des variétés essentiellement dérivées par des procédés classiques comme le rétrocroisement répété ou par manipulation génétique. Le Royaume-Uni accepte l'incorporation dans la convention de dispositions spéciales visant à réglementer les relations entre les droits des obtenteurs dans ces cas. Trois variantes concernant les conditions dans lesquelles une variété dépendante peut être exploitée sont actuellement à l'étude : la variété dépendante peut être exploitée librement à condition que l'obteneur de la variété initiale reçoive une rémunération équitable; la variété dépendante ne peut être exploitée qu'avec le

consentement exprès de l'obtenteur de la variété initiale; l'obtenteur de la variété initiale peut être obligé de donner son consentement si la variété dépendante constitue une amélioration substantielle par rapport à la variété initiale. Pour le Royaume-Uni, il est essentiel de ne pas compromettre le rythme des progrès réalisés grâce au principe du libre accès à la variabilité génétique inscrit dans l'article 5.3) de la Convention UPOV, et un système moins restrictif serait donc préférable.

c) Autre point à examiner : la relation entre les deux types de dépendance. Faut-il traiter différemment le titulaire d'un brevet dont le produit est utilisé dans une variété nouvelle et l'obtenteur dont la variété initiale sert de base à une autre variété? Le Royaume-Uni espère que la décision finale sur le système à adopter tiendra compte de ce problème.

328. a) M. DENNEHEY (Office des brevets, Royaume-Uni) a dit que la question de la dépendance des brevets par rapport aux certificats d'obtention végétale doit être examinée compte tenu de tout ce que cela implique. D'après lui, il faut se demander ce qui arriverait si les intérêts de deux titulaires de brevets étaient en jeu, par exemple si le titulaire d'un deuxième brevet ne peut pas exploiter son invention dans l'hypothèse où le titulaire du premier brevet ne lui accorde pas une licence. L'orateur a indiqué que, d'après les lois sur les brevets de beaucoup de pays, le titulaire du deuxième brevet peut obtenir dans ce cas une licence obligatoire. La plupart des lois qui prévoient un système de licences obligatoires le font pour des raisons d'exploitation inadéquate ou insuffisante de l'invention brevetée. Il a indiqué que, si ces dispositions sont rarement invoquées, elles créent toutefois un climat favorable à la concession de licences volontaires. A propos de la question des brevets et des certificats d'obtention végétale, il a signalé un certain nombre de situations dans lesquelles il peut y avoir dépendance. Il a donné comme exemple un brevet délivré pour le gène X de résistance à la maladie et un certificat d'obtention végétale délivré pour une variété qui contient ce gène. A son avis, cette variété végétale ne doit pouvoir être commercialisée que si une licence de brevet a été obtenue pour le gène X.

b) M. Dennehey s'est également interrogé sur la justification juridique, économique ou morale de la concession d'une licence non volontaire dans le cas de certificats d'obtention végétale dépendants, autrement dit il s'est demandé si des brevets portant sur la matière vivante doivent conférer des droits plus limités que ceux portant sur la matière inanimée. D'après lui, s'il a été demandé que le titulaire d'un certificat d'obtention végétale dépendant puisse obtenir une licence non volontaire c'est que le secteur des obtentions végétales estime que les obtenteurs doivent pouvoir utiliser librement le matériel végétal pour d'autres obtentions. Il a par contre ajouté que, si une licence obligatoire est accordée, le brevet perd de sa valeur puisque le titulaire de ce brevet ne peut choisir ni le mode d'exploitation du brevet, ni la personne qui l'exploitera.

c) Il a aussi déclaré que si la réponse à la question posée est négative, le problème pourra être résolu entre les deux parties par la négociation d'une licence volontaire. Certes, si le gène breveté est incorporé dans la variété protégée par un certificat d'obtention végétale d'une façon qui réponde à la demande du marché, le titulaire du brevet sera incité par des considérations commerciales à conclure un accord de licence. Dans ce cas, le titulaire du brevet est certainement en position de force par

rapport au titulaire du certificat d'obtention végétale, de sorte que les intérêts de ce dernier en pâtiront probablement. Il a noté que certains délégués ont dit que seul l'intérêt général doit justifier l'octroi d'une licence obligatoire. Or c'est justement l'intérêt général qui lui paraît être à la base du système de licences obligatoires. Il faut cependant cerner plus précisément les motifs qui peuvent justifier la concession d'une telle licence. Dans le cas des certificats d'obtention végétale dépendants, une des possibilités est que la nouvelle variété végétale représente un "progrès technique important". Il a indiqué toutefois que cette expression pose des problèmes en ce qui concerne les droits des obtenteurs. Faut-il rapporter ce progrès technique important au brevet ou à d'autres variétés? Et comment définir ce qui est "important" dans le cadre de l'amélioration des plantes. On pourrait résoudre une partie du problème en parlant de "contribution importante à la technique". L'orateur a précisé qu'il a aussi été suggéré d'accorder une licence obligatoire au titulaire d'un certificat d'obtention végétale lorsque le refus d'accorder une licence compromet injustement la création ou le développement d'activités commerciales. Pour d'autres, la concession d'une licence obligatoire est justifiée lorsque la variété protégée par le certificat d'obtention végétale représente un progrès important sur le plan agricole.

d) M. Dennehey a ajouté que chacune de ces possibilités peut être considérée comme un élément d'un tout homogène allant de l'absence totale de licence obligatoire - autrement dit d'un système de concession de licences volontaires - à la concession de licences de plein droit aux titulaires de certificats d'obtention végétale. Dans ce dernier cas de figure, la liberté de choix est exclue de la décision d'accorder une licence, sauf en ce qui concerne le montant de la redevance à payer, et ce, au détriment du titulaire du brevet, qui ne peut plus vraiment contrôler l'exploitation de son invention. Il a ajouté que la question des licences croisées et des conditions dans lesquelles elles peuvent être accordées mérite examen. Le Royaume-Uni n'a pas de position arrêtée sur la question de la concession de licences d'exploitation par le titulaire d'un brevet au titulaire d'un certificat d'obtention végétale, mais conçoit qu'il peut être intéressant de reconnaître au titulaire d'un certificat d'obtention végétale le droit, dans certaines circonstances, d'obtenir une licence obligatoire. Il est fort possible que tous les problèmes de concession de licences puissent être résolus par la négociation, mais des dispositions complémentaires relatives à l'octroi de licences obligatoires pourraient jouer un rôle utile. L'orateur a ensuite mis à la disposition du comité d'experts des exemplaires d'un document de base portant sur ce sujet qui a été remis à la Commission des Communautés européennes.

329. M. GOMEZ (Office de la propriété industrielle, Espagne) a dit que les licences non volontaires sont une solution acceptable pour les problèmes que soulèvent les situations de dépendance entre des droits de propriété intellectuelle. Cette remarque vaut dans le cas d'un certificat d'obtention végétale qui est en situation de dépendance par rapport à un brevet antérieur. En ce qui concerne les questions posées au paragraphe 18, la délégation de son pays peut répondre par l'affirmative. Si un obtenteur ne peut pas exploiter sa variété sans porter atteinte à un brevet antérieur, il est normal qu'il puisse obtenir une licence obligatoire moyennant versement au titulaire du brevet d'une rémunération équitable et raisonnable. Cependant, la concession d'une licence non volontaire devrait toujours être précédée de négociations organisées à l'amiable en vue de la conclusion d'un accord de

licence. Par précaution, les législations nationales doivent prévoir la possibilité d'accorder des licences obligatoires pour corriger ou éviter tout abus de la part du titulaire d'un brevet, celui-ci pouvant, par exemple, refuser d'accorder par contrat une licence à des conditions raisonnables. Pour ce qui est des questions posées aux paragraphes 19 et 20, les licences d'exploitation ne devraient jamais être automatiques. Certaines conditions devraient être remplies, et certains faits établis avant qu'une licence de ce genre puisse être accordée. Toutefois, l'intérêt général ne devrait pas être le seul critère ou motif à prendre en considération pour la concession d'une licence obligatoire. Ce sont normalement des intérêts particuliers, et non l'intérêt public ou des intérêts généraux, qui sont en jeu dans des situations qui appellent des licences d'exploitation. Par ailleurs, il serait difficile, dans la pratique, de n'accorder des licences non volontaires que pour des raisons d'intérêt public, car en Espagne il faudrait pour cela un décret royal. Les critères de "progrès technique important" et d'"amélioration substantielle" sont des critères juridiques dont la portée n'est pas définie et qui devraient être évalués au cas par cas selon les circonstances. Cependant, ils pourraient effectivement servir de principes directeurs aux autorités administratives et judiciaires chargées d'accorder des licences obligatoires.

330. M. WHITMORE (Service de la protection des obtentions végétales, Nouvelle-Zélande) a dit qu'un consensus s'est manifesté en Nouvelle-Zélande entre les diverses parties intéressées. En ce qui concerne la question 18, il a été suggéré que les licences d'exploitation en faveur de l'obteneur soient essentiellement négociées par les parties, et les conditions de concession de ces licences adaptées aux circonstances. Pour ce qui est de la question 19, l'obteneur d'une variété essentiellement dérivée ne devrait pas toujours avoir le droit d'exploiter cette variété; il ne devrait pouvoir obtenir une licence non volontaire qu'en cas d'amélioration substantielle. En ce qui concerne la question 20, il est essentiel de ne pas empêcher l'innovation; c'est pourquoi, les milieux intéressés de Nouvelle-Zélande n'envisagent l'octroi de licences non volontaires qu'en cas de progrès technique important ou d'amélioration variétale substantielle. Le critère de l'intérêt général paraît trop vague pour servir de base à la concession de licences obligatoires.

331. Mme LOMMI (Office national des brevets et de l'enregistrement, Finlande) a dit qu'en Finlande il est possible d'obtenir aussi bien des licences obligatoires que des licences d'exploitation dans le domaine des brevets, mais que cette faculté n'a été utilisée qu'une seule fois, et que cette fois-là la licence obligatoire n'a pas été accordée. Elle a fait remarquer qu'en Finlande le système de licences volontaires fonctionne bien. L'effet de la concession de licences d'exploitation pour des objets relevant de régimes juridiques différents mérite un examen plus approfondi et la réponse à la question posée dépend de la révision de la Convention UPOV. Mme Lommi a terminé en disant que pour l'instant elle répond par la négative aux questions 18 et 19, et donne la préférence au motif indiqué au paragraphe 20.ii).

332. M. SHITIKOV (Comité d'Etat pour les inventions et les découvertes, Union soviétique) a répondu par l'affirmative à la question ii) du paragraphe 20. Il a également indiqué que pour l'instant la délégation de son pays ne souhaite pas écarter d'autres motifs.

333. Mme AFONSO (Institut national de la propriété industrielle, Portugal) a déclaré que la loi portugaise sur les brevets et le projet de révision de cette loi prévoient trois types de licences obligatoires, à savoir, en cas de non-exploitation ou exploitation insuffisante du brevet, en cas d'interdépendance de brevets, et enfin dans l'intérêt public. En cas d'interdépendance de brevets, une licence obligatoire ne peut intervenir qu'après qu'il a été constaté qu'une licence volontaire ne peut aboutir. Quant à l'intérêt public, il est nécessaire que l'invention soit fondamentale et une licence obligatoire implique l'intervention de l'Etat. Au vu de ce qui précède, elle a déclaré qu'il peut être répondu par l'affirmative à la question du paragraphe 18, à condition qu'il y ait réciprocité. Pour ce qui concerne le paragraphe 19, la réponse est affirmative suivant les cas, et pour le paragraphe 20 une licence obligatoire ne pourrait être concédée que si l'invention représente un progrès technique important ou si la variété nouvelle présente une amélioration substantielle (point iii)).

334. M. FOLEY (Office des brevets, Irlande) a répondu par l'affirmative aux questions du paragraphe 18 en précisant que la concession d'une licence obligatoire ne devrait être envisagée qu'en dernier ressort. Il a répondu par la négative à la question du paragraphe 19, par l'affirmative à la première question du paragraphe 20, par la négative à la question i) du paragraphe 20, et par l'affirmative aux questions ii) et iii) de ce dernier paragraphe.

335. Mme SLADKOVA (Office des inventions, Tchécoslovaquie) a répondu par la négative à la question du paragraphe 18 et à celle du paragraphe 19, et par l'affirmative aux questions du paragraphe 20 et du point ii) de ce dernier paragraphe.

336. M. HADDRICK (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles, Australie) a dit que la législation australienne relative aux brevets ne prévoit pas de licences d'exploitation obligatoires en cas de dépendance entre deux brevets. Cependant, il est possible d'accorder une licence obligatoire lorsqu'il n'est pas répondu aux exigences légitimes du public, autrement dit lorsque le titulaire du brevet ne remplit pas sa part du marché avec l'Etat, comme prévu dans le système des brevets. La loi australienne sur la protection des obtentions végétales contient des dispositions équivalentes. Il est donc possible d'accorder des licences obligatoires, et une rémunération équitable doit de toute façon être versée au titulaire du brevet ou du certificat d'obtention végétale. L'orateur a également indiqué qu'on a commencé, en Australie, à étudier de plus près les problèmes précis soulevés dans les questions et que la tendance qui se dégage des premières réactions est de s'en remettre uniquement aux forces du marché et aux négociations commerciales. Mais la question appelle un examen plus approfondi. Il convient de noter que dans le domaine du droit d'auteur le principe de la rémunération équitable a souvent été critiqué car ce ne serait pas la solution appropriée pour régler les différends qui opposent les titulaires de droits et ceux qui veulent accéder à l'objet de la protection. Par ailleurs, les titulaires de droits ont tendance à croire que la possibilité d'obtenir une licence réduit leur pouvoir de négociation.

337. M. WOLF (Office des brevets, Autriche) a dit que dans son pays aucune loi ne protège le droit de l'obtenteur, et qu'il peut donc difficilement faire des observations sur les paragraphes 18 à 20. A son avis, les licences d'exploitation devraient être accordées volontairement. Enfin, il a répondu par la négative aux questions des paragraphes 18, 19 et 20.i) et iii), et par l'affirmative à la question posée au paragraphe 20.ii).

338. M. BOBROVSZKY (Office national des inventions, Hongrie) a dit qu'en cas de dépendance entre des droits de propriété intellectuelle, il ne faut recourir aux licences obligatoires qu'en dernier ressort, et seulement s'il n'a pas été possible de conclure un accord de licence et si l'intérêt public l'exige.

339. Mme KEEGAN (Direction générale du marché intérieur et des affaires industrielles, CCE) a dit que lorsqu'un certificat d'obtention végétale dépend d'un brevet, cette dépendance devra être réglementée par la négociation. Si celle-ci échoue, on pourra envisager, en dernier ressort, la concession d'une licence non volontaire. Une telle licence ne pourra être accordée qu'en cas de "progrès technique important". La concession d'une licence obligatoire repose sur l'importance pour l'agriculture d'une nouvelle variété déterminée et le souci de la mettre à la disposition du public dans les meilleures conditions possibles.

340. M. OBST (Direction générale de l'agriculture, CCE) a fait remarquer que la question des licences d'exploitation n'a pas été abordée dans le projet de proposition de règlement du Conseil sur le droit d'obtenteur communautaire.

341. M. GREENGRASS (Secrétaire général adjoint de l'UPOV) a fait remarquer que la question des licences obligatoires à accorder en cas de dépendance entre brevets et certificats d'obtention végétale n'a pas du tout été examinée au sein de l'UPOV.

342. M. ONO (PIPA) s'est prononcé pour la concession de licences d'exploitation en cas de dépendance entre les droits de brevet et les certificats d'obtention végétale. Mais ces licences devraient faire l'objet de négociations libres entre les parties intéressées. L'intérêt public devrait être admis comme motif de concession d'une licence d'exploitation obligatoire, mais ce critère devrait être de haut niveau et s'appliquer pour tous les types de licences obligatoires, qu'elles soient ou non destinées à régler un problème de dépendance.

343. M. LANGE (ASSINSEL) a dit que l'AIPH n'a pas encore pris position sur les questions 18 à 20, mais qu'il lui paraît essentiel de trouver un équilibre entre les deux systèmes de protection en question. Il convient donc de donner la même réponse aux questions 18 et 19. L'ASSINSEL est dans l'ensemble opposée aux licences automatiques; les réponses sont donc pour l'instant : non à la question 18; non à la question 19; oui à la première question du paragraphe 20, étant entendu que des licences obligatoires ne seront accordées que si l'intérêt général l'exige. Pour ce qui est de l'amélioration substantielle apportée par la variété, l'ASSINSEL pense que ce n'est pas une condition satisfaisante pour accorder des licences obligatoires, car il est très difficile de porter un jugement à cet égard, notamment à cause de l'influence du milieu.

344. M. YAMASHITA (JPA) a dit à propos de la question du paragraphe 18 que la Convention UPOV ne devrait pas prévoir la concession de licences d'exploitation. En ce qui concerne la question posée au paragraphe 19, il y a répondu par la négative. Pour ce qui est de la question du paragraphe 20, sa réponse est positive. A la question de l'alinéa i) du paragraphe 20, il a répondu par la négative, et à celle de l'alinéa ii) par l'affirmative; enfin, il a répondu par la négative à l'alinéa iii) du paragraphe 20.



345. M. ROBERTS (CCI) a dit qu'il partage le point de vue du délégué de la République fédérale d'Allemagne. Il a répondu par la négative aux questions des paragraphes 18 et 19. Pour ce qui est de la question du paragraphe 20, des licences obligatoires ne devraient être accordées que pour des raisons d'intérêt public. Il a ajouté qu'il faudra peut-être préciser ce que l'on entend par "intérêt public". Les licences obligatoires répondent à trois objectifs : i) encourager la concession de licences volontaires, ii) assurer l'égalité entre les brevets et les certificats d'obtention végétale et iii) éviter les procédures contentieuses. A propos de ce dernier point, il a indiqué qu'en ce qui concerne les brevets l'expérience montre que plus il est facile d'obtenir une licence obligatoire, plus les procès sont nombreux. La rémunération prévue est rarement jugée suffisante, que ce soit au vu des sommes investies dans la recherche ou compte tenu des occasions commerciales manquées. Il a ajouté que la non-reconnaissance de droits exclusifs pour de nouvelles innovations commerciales importantes inquiète sérieusement l'industrie, et décourage aussi bien les scientifiques que les investisseurs.

346. Au nom de l'AIPH, Mlle COMTE (FIPA, COPA et COGECA) a fait savoir que l'AIPH estime que des licences de dépendance portant sur des inventions biotechnologiques sont nécessaires à la continuité de la recherche et du développement, ainsi qu'à l'amélioration des plantes lorsqu'un brevet porte sur un gène. Des dispositions sur ce sujet devraient être introduites dans la Convention UPOV. Ce type de licence se recommande également pour éviter des conflits en cas de dépendance par rapport à deux titulaires de brevet. S'agissant de la question 19, l'obtenteur d'une variété contenant un gène particulier doit protéger cette variété par un droit d'obtenteur, et non par un brevet. S'agissant de la question 20, des licences obligatoires non exclusives doivent être à la disposition des titulaires de droits d'obtenteur lorsque la nouvelle variété représente une amélioration significative du point de vue agricole et que le refus d'accorder une licence volontaire empêchera la mise sur le marché de la variété. D'une manière générale, l'industrie des variétés doit avoir accès, par l'intermédiaire de licences obligatoires, aux variétés protégées par des certificats d'obtention végétale ou couvertes par des brevets portant sur des gènes.

347. Au nom de la FIPA, du COPA et du COGECA, Mlle COMTE a ensuite exposé que les organisations qu'elle représente considèrent qu'il faut répondre par l'affirmative à la question 18, lorsque la variété protégée constitue un progrès technique significatif ou présente un signe d'amélioration perceptible, et moyennant une redevance appropriée et équitable. La même réponse s'impose pour la question 19, lorsque la variété essentiellement dérivée présente un signe d'amélioration perceptible. S'agissant de la question 20, il devrait être possible de négocier librement les licences dans tous les cas où la variété protégée constitue un progrès technique significatif ou présente une amélioration substantielle.

348. M. ROTH (GIFAP) a approuvé les vues de la délégation de la République fédérale d'Allemagne et des représentants de la FIPA et de la CCI.

349. M. ORLANDO (UNICE) a dit que la question des licences d'exploitation entre deux régimes de protection juridique différents peut poser des problèmes d'incertitude juridique, ce domaine n'ayant guère été exploré. En ce qui concerne les questions du paragraphe 18, le titulaire d'un brevet ne devrait pas, en cas de dépendance, être privé de son droit de choisir le preneur de sa licence. Au lieu de recourir à des licences obligatoires, il vaudrait mieux

encourager des négociations de licences volontaires, comme cela se fait normalement dans d'autres domaines techniques. Il a répondu par la négative à la question posée au paragraphe 19, par l'affirmative à la question générale du paragraphe 20, par la négative à la question de l'alinéa i), par l'affirmative à celle de l'alinéa ii), et par la négative à celle de l'alinéa iii). M. Orlando a également évoqué l'article 14 de la proposition de directive du Conseil concernant la protection juridique des inventions biotechnologiques présentée par la Commission des Communautés européennes. En ce qui concerne cet article, la position de l'UNICE est qu'une licence obligatoire ne se justifie que si l'intérêt public est réellement en jeu. Lorsqu'une nouvelle variété végétale constitue un progrès remarquable par rapport à l'état de la technique (avec tout ce que cela implique du point de vue économique), le titulaire d'un brevet portant sur une invention biotechnologique a évidemment tout intérêt à ce que son invention soit exploitée dans la variété végétale par le biais d'une licence volontaire.

350. M. WINTER (COMASSO) a dit que la COMASSO est partisane d'un équilibre entre les deux systèmes de protection et estime qu'il faut donner la possibilité de négocier librement des licences. La concession d'une licence obligatoire ne doit être envisagée que si l'intérêt public l'exige.

351. M. ROTH (IBA) a souscrit aux observations de la délégation des Etats-Unis d'Amérique, et s'est déclaré préoccupé par la vision étroite et partielle des biotechnologies que semblent dénoter les questions des paragraphes 18 à 20. Une société spécialisée dans ce domaine peut, par exemple, mettre au point et faire breveter un gène pour obtenir un composé pharmaceutique humain et une bactérie transformée contenant ce gène. Elle peut envisager de produire ce composé pharmaceutique dans ses propres laboratoires. Normalement, elle devrait être la seule à pouvoir le faire. Cependant, si le système des licences d'exploitation est adopté, d'autres sociétés pharmaceutiques pourraient, sous le nom d'obteneurs, exploiter ce gène breveté qu'elles n'ont pas inventé et produire le médicament dans des plantes. Cela aurait plusieurs effets pour le titulaire du brevet. Premièrement, son droit d'exclure, initialement attaché au brevet, ne serait plus qu'un droit à une rémunération qui serait fonction du succès des preneurs de licences obligatoires, et non de son propre succès. Par ailleurs, les recettes correspondant à son activité commerciale seront moindres, car il devra faire face à la concurrence de sa propre invention sur le marché, et ces recettes ne compenseront pas la perte de bénéfices. En outre, la rémunération découlant de la licence d'exploitation ne tiendra pas compte des nombreux échecs qui auront précédé la mise au point de l'invention. Tout ce qui a pu inciter l'inventeur à faire de la recherche aura disparu. La reconnaissance de droits exclusifs sur des inventions repose sur le principe que l'innovation technique n'est pas comparable à la marée montante qui porte tous les bateaux. Au contraire, la société a tout à gagner du fait que les entreprises se font concurrence sur le plan technique et doivent innover sous peine de pertes économiques. Comme l'a souligné la délégation du Royaume-Uni, il y a une différence entre les licences d'exploitation accordées pour deux titres comparables, comme les brevets, et les licences d'exploitation accordées pour deux titres aussi différents que les brevets et les certificats d'obtention végétale, par exemple. Comment évaluer le "progrès technique" pour des techniques aussi différentes que celles évoquées dans l'exemple? C'est pourquoi il a répondu par la négative aux questions des paragraphes 18 à 20, exception faite de la question du paragraphe 20.ii).

352. M. GROSS (CEFIC) a dit qu'il partage le point de vue des délégués des Etats-Unis d'Amérique et de la République fédérale d'Allemagne en ce qui concerne les questions posées aux paragraphes 18, 19 et 20.

353. M. JACKSON (CNIPA), parlant aussi au nom du CEFIC, s'est rallié aux points de vues exprimés par l'Autriche, la Finlande, la Suède, la France, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, les Etats-Unis d'Amérique, la République fédérale d'Allemagne, ainsi que par d'autres, parmi lesquels le GIFAP et la PIPA.

354. M. BROCK-NANNESTAD (FEMIP) a dit que les questions de dépendance sont les seules questions pour lesquelles on peut véritablement parler "d'interface" entre la protection par brevet et la protection par certificat d'obtention végétale. Il a également fait remarquer qu'aujourd'hui il faut de moins en moins de temps pour mettre au point des variétés nouvelles et que c'est peut-être pour obtenir une rémunération suffisante qu'on a proposé la concession de licences d'exploitation. M. BROCK-NANNESTAD partage le point de vue de la CCI.

355. M. ENGHOLM (EPI) a répondu par la négative aux questions posées aux paragraphes 18 et 19. Il a ajouté que, pour ce qui est de la question du paragraphe 20, l'EPI est favorable à des négociations libres et que la concession d'une licence obligatoire n'est acceptable que si l'intérêt général l'exige.

356. M. HJERTMAN (EFPIA) s'est rallié au point de vue du CEFIC et de l'UNICE.

357. M. SUGDEN (Président) a résumé les débats en disant que la plupart des délégations et des organisations estiment que les licences d'exploitation devraient avoir, en principe, un caractère volontaire. Par contre, il ne semble pas y avoir véritablement accord sur les conditions ou les raisons qui doivent présider à la concession d'une licence d'exploitation avant l'octroi d'une licence obligatoire.

#### Question du paragraphe 21

358. Mme MORELLI GRADI (Office central des brevets, Italie) a déclaré que les moyens de défense de l'obtenteur dérivent de la validité de son certificat dans le sens évoqué à la réponse qu'elle a donnée à la question du paragraphe 20, en ce sens que la variété protégée doit présenter une amélioration substantielle. Elle a ajouté que la proposition d'article 5.5) entre crochets dans le cadre de la révision de la Convention UPOV doit être supprimée, à moins que soit prévu dans cet article un mécanisme qui soumette les actes relatifs aux variétés à une forme de régime de réciprocité comparable à celui prévu aux paragraphes 18, 19 et 20.

359. M. BROUËR (Ministère de la justice, République fédérale d'Allemagne) a évoqué les problèmes associés à la question de la norme de collision. Il a indiqué que la loi sur la protection des variétés végétales comportait avant 1969 une disposition analogue, qui n'a cependant jamais été invoquée. Puis, les variétés végétales ont été exclues de la protection par brevet aux termes de l'article 53.b) de la CBE. M. Brouër estime que le problème du chevauchement éventuel entre la protection par certificat d'obtention végétale et la protection par brevet doit encore être examiné avec les milieux intéressés de son pays. Pour l'instant, il ne peut formuler aucune proposition au sujet de la question du paragraphe 21, mais il n'est pas satisfait du projet d'article 5.5) proposé pour la Convention UPOV.

360. M. HOINKES (Office des brevets et des marques, Etats-Unis d'Amérique) a dit que le cas envisagé au paragraphe 21 doit être considéré comme un acte d'expropriation, et qu'en tant que tel il est fondamentalement inacceptable.

361. M. MIYATA (Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche, Japon) a indiqué, à propos de la norme de collision envisagée pour la Convention UPOV, que deux options sont actuellement envisagées au Japon. La première option appelle une réponse négative à la question posée car la proposition qu'elle contient est synonyme de déchéance pour le brevet. La deuxième option est de répondre par l'affirmative parce que le droit d'obtenteur ne doit pas être limité.

362. Mme DARMON (Institut national de la propriété industrielle, France) a déclaré, au nom de son administration de tutelle, que la disposition contenue dans l'article 5.5) du projet de Convention UPOV révisé et repris au paragraphe 21 du document OMPI/UPOV/CE/I/2 est inacceptable dans le cadre de la législation sur les brevets.

363. Les délégations de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la Finlande (Mme Lommi, Office national des brevets et de l'enregistrement), de la Suède, du Royaume-Uni, de la France, des Pays-Bas et de l'Irlande ont indiqué, dans un vote à main levée, qu'elles partagent le point de vue des Etats-Unis d'Amérique. En outre, un certain nombre d'organisations non gouvernementales comme l'AIPPI, l'APAA, la COMASSO, l'EPI, la FEMIP, le GIFAP, l'IBA, la JPA et la PIPA ont également marqué leur accord. Les délégués de la Norvège et du Danemark ont fait savoir qu'ils examinent encore la question, la Finlande (M. Vuori, Ministère de l'agriculture et des forêts) indiquant, pour sa part, que l'Union des producteurs agricoles finlandais estime dans son ensemble qu'une "norme de collision" est nécessaire.

364. M. OBST (Direction générale de l'agriculture, CEE) a dit que toute la Commission est d'avis que la question 21, telle qu'elle est posée, appelle une réponse négative. La question fondamentale sera examinée plus avant dans le cadre de l'élaboration d'un règlement du Conseil sur le droit d'obtenteur communautaire, compte tenu en particulier des explications données par M. Brouër (République fédérale d'Allemagne). Toutefois, il ne saurait être question d'expropriation par le biais d'une limitation de la teneur des droits de brevets.

365. M. LANGE (ASSINSEL) a dit que l'ASSINSEL répond, elle aussi, par la négative à la question 21, telle qu'elle est formulée. Cependant, tant qu'il n'y a pas d'équilibre entre les deux systèmes de protection en cause, une norme de collision pourrait être nécessaire ou souhaitable. En faveur d'une telle norme on peut avancer comme arguments non seulement la différence quant à l'étendue de la protection, mais aussi le principe essentiel que constitue l'exception en faveur de l'obtenteur.

#### Question du paragraphe 13

366. M. WOLF (Office des brevets, Autriche) a dit que, en vertu de l'article 53.b) de la CBE, les procédés de sélection végétale de nature essentiellement biologique sont exclus de la protection par brevet en Autriche. Il a également rappelé qu'avant octobre 1987 les denrées alimentaires, les produits pharmaceutiques et les composés chimiques étaient

exclus en tant que tels de la protection par brevet en Autriche. Cependant, les procédés d'obtention de ces produits étaient brevetables. Enfin, il a répondu par l'affirmative à la question du paragraphe 13, car il convient d'appliquer aux inventions biotechnologiques les mêmes conditions qu'aux inventions touchant à d'autres domaines de la technique.

367. M. WHITMORE (Service de la protection des obtentions végétales, Nouvelle-Zélande) a dit qu'il n'y a aucune raison de ne pas étendre la protection par brevet dans le sens proposé à la question 13 si les conditions normales de brevetabilité sont remplies.

368. M. DENNEHEY (Office des brevets, Royaume-Uni) a fait remarquer que la question de savoir si un brevet de procédé d'obtention d'une variété végétale doit ou non s'étendre à cette variété ne poserait pas de problème si les inventeurs et les obtenteurs pouvaient choisir librement le titre de protection de leurs innovations. Le Royaume-Uni soutient le principe d'une protection des produits obtenus par un procédé, même lorsque le produit en question est une variété végétale. Il importe de noter toutefois, à propos du mot "directement" figurant dans la question, que le matériel végétal obtenu par un procédé brevetable est autoreproductible, de sorte que, dans la pratique, il n'est pas nécessaire de reproduire le procédé breveté initial pour obtenir d'autres exemplaires de la variété végétale. La délégation du Royaume-Uni a tendance à penser que la protection d'un procédé breveté devrait s'étendre à toutes les générations suivantes de la variété végétale initialement obtenue directement par ce procédé.

369. Mlle BUSTIN (Comité de la protection des obtentions végétales, France) a fait savoir qu'elle répond, au nom de la délégation tout entière, à la question 13 telle qu'elle est posée, sans entrer dans la question de savoir si une variété peut être considérée comme un produit directement obtenu à partir d'un procédé et la question de savoir comment s'applique le principe de l'épuisement des droits dans l'hypothèse considérée ou d'autres questions aussi complexes. Cette réponse est affirmative, étant entendu que la variété ne fait pas l'objet, en tant que telle, d'une revendication, et donc d'un droit qui lui est immédiatement applicable.

370. M. RAVN (Office des brevets, Danemark) a dit que rien ne s'oppose à ce que la protection englobe les procédés de production des variétés végétales, et donc que la protection par brevet s'étende au produit directement obtenu, autrement dit à la variété obtenue par ce procédé. La protection doit s'étendre également aux différentes formes sous lesquelles l'invention se présente. Les incidences en ce qui concerne le privilège de l'agriculteur doivent faire l'objet d'un examen plus approfondi. M. Ravn a indiqué qu'il peut répondre par l'affirmative à la question du paragraphe 13.

371. M. HOINKES (Office des brevets et des marques, Etats-Unis d'Amérique) a marqué son accord avec les orateurs précédents pour ce qui est de traiter les inventions relatives aux variétés végétales de la même façon que les inventions réalisées dans tout autre domaine technique, ce qui veut dire que la protection par brevet d'un procédé donné doit s'étendre au produit obtenu directement par ce procédé, qu'il s'agisse d'une variété végétale ou de tout autre produit. A cet égard, le fait qu'une variété végétale n'est pas susceptible d'être brevetée n'a aucune importance.

372. Mme AFONSO (Institut national de la propriété industrielle, Portugal) a déclaré que si elle se place dans le cadre du projet de révision de la loi portugaise sur les brevets, la réponse est affirmative.

373. M. MESSERLI (Office fédéral de la propriété intellectuelle, Suisse) a dit que le Tribunal fédéral suisse a prononcé un arrêt aux termes duquel la protection conférée par un brevet de procédé s'étend aux produits obtenus directement par ce procédé qui ne sont pas brevetables en tant que tels. Dans le cadre de la révision en cours de la loi suisse sur les brevets, le gouvernement de son pays a adopté cette position pour ce qui est des variétés végétales. Il est également proposé, dans le cadre de la révision de cette loi, d'étendre la protection au matériel obtenu par multiplication du produit issu directement du procédé breveté.

374. Mme MORELLI GRADI (Office central des brevets, Italie) a signalé que cette question semble, en principe, strictement liée au problème de l'épuisement des droits (voir solution n° 10 suggérée dans le document OMPI BioT/CE/IV/3). Sans entrer dans la question de savoir si une variété peut être considérée comme un produit brevetable, l'appréciation de l'extension de la protection par brevet d'un procédé au produit directement obtenu de ce procédé - même dans le cas où ce produit a les caractéristiques d'une variété végétale - doit être positive si l'on examine la question selon les critères propres au régime des brevets (nouveau, activité inventive et application industrielle). Par ailleurs, les droits découlant de la protection par brevet sur le procédé s'étendent aussi audit produit.

375. Mme SERIÑA (Office de la propriété industrielle, Espagne) a indiqué qu'elle soutient le point de vue de la déléguée de la France.

376. M. ÖSTER (Ministère de l'agriculture, Suède) a dit que sa délégation soutient le point de vue exprimé par M. Dennehey (Royaume-Uni).

377. M. BROUËR (Ministère de la justice, République fédérale d'Allemagne) a répondu par l'affirmative à la question du paragraphe 13, en précisant qu'il n'est pas répondu pour autant à la question de l'extension d'une telle protection à la descendance du produit directement obtenu par un procédé breveté, ni à celle du renversement de la charge de la preuve dans les actions en justice.

378. M. O'FARRELL (Office des brevets, Irlande) a indiqué qu'il soutient la position prise par le délégué du Royaume-Uni.

379. M. VERSCHURE (Ministère des affaires économiques, Pays-Bas) a dit que l'utilisation d'un procédé breveté requiert l'autorisation du titulaire du brevet. Les brevets de procédé relatifs à du matériel végétal portent sur des caractères bien spécifiques de la plante. La plante en tant que telle, avec tous ses caractères, ne peut pas être considérée comme le résultat direct du procédé, et ne relève donc pas des brevets de procédé.

380. M. MIYATA (Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche, Japon) a dit qu'au Japon il existe, aujourd'hui, deux avis divergents sur ce point. Pour certains, les brevets de procédé biotechnologique devraient s'étendre au produit obtenu directement par ce procédé, comme cela est expliqué dans la solution n° 8 suggérée dans le document OMPI BioT/CE/IV/3. Pour d'autres, cette solution est à rejeter, et les variétés végétales ne

devraient être protégées que par des certificats d'obtention végétale afin d'éviter que la règle interdisant la double protection des variétés végétales par certificat d'obtention végétale et par brevet ne soit contournée.

381. Mme LOMMI (Office national des brevets et de l'enregistrement, Finlande) a dit qu'elle est en mesure de répondre par l'affirmative à la question du paragraphe 13.

382. M. VUORI (Ministère de l'agriculture et des forêts, Finlande) a indiqué que les obtenteurs finlandais et l'Union centrale des producteurs agricoles finlandais estiment qu'un brevet de procédé ne peut conférer des droits exclusifs que sur le produit issu directement du procédé. Les revendications de brevet doivent donc s'arrêter là où s'arrête la matérialisation de l'invention, par exemple au premier protoplaste ou tissu végétal ou à la première cellule obtenus. En ce qui concerne l'article 53.b) de la Convention sur le brevet européen, ces milieux estiment que l'expression "procédés microbiologiques" doit être prise dans un sens étroit et ils rejettent toute interprétation assimilant le produit d'un procédé microbiologique à une variété végétale obtenue par manipulation génétique.

383. M. LOSSIUS (Office des brevets, Norvège) a dit qu'en Norvège la situation est aujourd'hui semblable à celle qui existe au Japon, qui a été présentée par la délégation de ce pays. C'est pourquoi la Norvège ne peut pas donner, à ce stade, de réponse définitive à la question posée au paragraphe 13.

384. M. HADDRICK (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles, Australie) a dit que la législation australienne relative aux brevets permet d'inclure dans une revendication de brevet un produit connu, lorsque celui-ci est obtenu par un nouveau procédé qui témoigne d'un esprit inventif, que le produit proprement dit soit ou non nouveau ou constitue ou non une invention. Les mêmes principes doivent être appliqués lorsque le produit en question est une plante ou une variété végétale. Par conséquent, M. Haddrick peut répondre par l'affirmative à la question du paragraphe 13.

385. Mme KEEGAN (Direction générale du marché intérieur et des affaires industrielles, CCE) a dit que, s'agissant de l'étendue de la protection par brevet de la matière vivante, tous les produits issus du matériel initial obtenu par le procédé breveté sont considérés comme un produit "direct" de ce procédé.

386. M. LANGE (ASSINSEL) a, lui aussi, souhaité faire la distinction entre l'étendue et l'objet de la protection. En ce qui concerne l'étendue de la protection par brevet, l'ASSINSEL ne voit aucun inconvénient à ce que cette protection porte sur du matériel végétal. En ce qui concerne l'objet de la protection, elle ne peut pas imaginer de cas dans lequel une variété végétale serait le produit direct d'un procédé du genre de celui décrit dans la question. La majorité des membres de l'ASSINSEL est favorable au maintien des dispositions qui interdisent la double protection et tient de ce fait à éviter que, pour contourner ces dispositions, on ait recours au système des brevets de façon à protéger les produits en tant que tels par le biais de la protection des procédés.

387. M. ONO (PIPA) a donné une réponse positive à la question du paragraphe 13. Il a ajouté qu'il est très important à cet égard de savoir ce que l'on entend par "directement obtenue". Il faudrait étendre aux

génération suivantes d'une variété végétale directement obtenue par un procédé la protection par brevet qui couvre ce procédé. Sinon les déposants d'une demande de brevet seraient forcés de formuler leurs revendications de brevet de manière à obtenir dans la pratique cette extension de la protection.

388. M. ROBERTS (CCI) et M. ROTH (GIFAP) ont appuyé le point de vue exprimé par la délégation du Royaume-Uni.

389. M. YAMASHITA (JPA) a répondu par l'affirmative à la question. Il a ajouté que par "variété végétale obtenue par un procédé" il faut entendre aussi bien la première génération que toutes les générations suivantes. Il a aussi indiqué que la variété englobe un cycle entier - la semence donne une plante, qui redonne de la semence; toutes les générations d'une variété végétale ne forment donc qu'une seule unité.

390. Mlle COMTE (FIPA, COPA et COGECA) a souhaité revenir à la question du paragraphe 21 et faire savoir que les organisations qu'elle représente sont favorables à l'introduction d'une norme de collision. S'agissant de la question du paragraphe 13, ces organisations estiment qu'il serait très regrettable d'étendre la protection comme indiqué dans la question, étant donné que la protection des obtentions végétales est la seule forme de protection appropriée pour les variétés végétales.

391. M. JACKSON (CNIPA) a répondu d'une façon globalement positive à la question posée. A cet égard, il a fait sienne la position du Royaume-Uni sur les générations suivantes. Il a ajouté qu'il convient d'examiner de plus près le sens de l'expression "directement obtenue".

392. M. WINTER (COMASSO) a dit que la COMASSO partage le point de vue de M. Lange (ASSINSEL), surtout parce que l'interdiction de la double protection doit être maintenue.

393. M. HASHIMOTO (APAA) a répondu par l'affirmative à la question posée.

394. M. BROCK-NANNESTAD (FEMIPI) a répondu par l'affirmative à la question posée. Il a également indiqué que la liste des brevets délivrés aux Etats-Unis d'Amérique dans ce domaine technique, qu'il a déjà remise au comité, donne des exemples de combinaisons nouvelles de procédés d'obtention classiques avec de nouvelles formes de biotechnologie.

395. M. SUGDEN (président) a résumé les débats en disant que la majorité des délégations et des organisations semblent avoir répondu par l'affirmative à la question de l'extension de la protection par brevet au produit directement obtenu par un procédé, mais que plusieurs pays révisent actuellement leur législation pour tenir compte de cette règle. Il a également indiqué que, en ce qui concerne la protection des générations suivantes des produits obtenus par un procédé breveté, plusieurs délégations étudient en ce moment la question.



## IV. OBSERVATION GENERALE COMPLEMENTAIRE

396. M. KIM (Mission permanente, République de Corée) a dit que la délégation coréenne a écouté avec satisfaction les interventions de beaucoup de délégations de pays, d'organisations intergouvernementales et de représentants de groupes d'intérêts, non seulement à propos de l'interface entre la protection par brevet et la protection par certificat d'obtention végétale mais aussi au sujet des deux systèmes proprement dits et d'autres questions connexes. Sa délégation estime que toutes ces interventions seront d'une grande utilité pour l'élaboration d'un système efficace de protection des améliorations variétales en République de Corée, dont la loi sur les brevets prévoit actuellement la protection des inventions de plantes à reproduction asexuée, mais où beaucoup de plantes agricoles et horticoles importantes qui se reproduisent par voie sexuée ne bénéficient d'aucune protection juridique. Il est admis que les systèmes de protection ont été influencés par le contexte traditionnel de chaque pays et par les intérêts des différents secteurs nationaux jouant un rôle dans les domaines en question. Il ne faudra pas oublier cependant que la principale question qui se profile derrière les débats de cette réunion est la stimulation de l'investissement et de la recherche dans le domaine de l'amélioration des plantes et des techniques apparentées utilisées pour les espèces cultivées, et ce pour le bien public en général et dans l'intérêt du secteur agricole en particulier, seule justification acceptable d'un recours à l'un ou l'autre de ces deux systèmes de protection, ou aux deux en même temps, et de la recherche de solutions en ce qui concerne le problème de l'interface entre ces deux systèmes.

## V. TRAVAUX FUTURS

397. Les représentants de plusieurs organisations non gouvernementales ont souhaité que l'OMPI et l'UPOV organisent une autre réunion pour permettre au comité d'experts de poursuivre ses travaux. La date de cette réunion devra être fixée compte tenu des travaux préparatoires relatifs à la révision de la Convention UPOV.

398. Les secrétariats de l'OMPI et de l'UPOV ont indiqué qu'ils étudieront la possibilité d'organiser une autre réunion, à laquelle pourront participer non seulement des organisations non gouvernementales, mais aussi des délégations de pays et des organisations intergouvernementales, et que la date de la réunion dépendra de l'avancement des travaux de révision de la Convention UPOV.

399. M. HOINKES (Office des brevets et des marques, Etats-Unis d'Amérique) a fait remarquer que le document qui a été examiné par le comité d'experts intéresse un certain nombre d'organisations et d'administrations nationales, bien qu'il émane de deux organisations internationales différentes. Toutefois, il semble que certains documents de l'UPOV pouvant intéresser des administrations nationales autres que les ministères de l'agriculture des différents pays ne soient jamais parvenus à ces administrations. Il a demandé s'il serait possible, en particulier pour les projets de révision de la Convention UPOV, d'envoyer les documents au moins aux gouvernements et aux administrations nationales représentés à cette réunion du comité d'experts.

400. M. GREENGRASS (Secrétaire général adjoint de l'UPOV) a dit que les documents de l'UPOV sont normalement envoyés à un certain nombre d'experts des Etats membres (dont la liste n'est pas close) et que la question posée par Mr. Hoinkes (Office des brevets et des marques, Etats-Unis d'Amérique) sera examinée.

401. Le présent rapport a été adopté à l'unanimité par le comité d'experts le 2 février 1990.

[L'annexe suit]

LISTE DES PARTICIPANTS/LIST OF PARTICIPANTS

I. ETATS/STATES

(dans l'ordre alphabétique français des noms des Etats/  
in the French alphabetical order of the names of the States)

ALGERIE/ALGERIA

Mohamed YOUNSI, Chef du département des inventions, Institut algérien de normalisation et de propriété industrielle (INAPI), Alger

ALLEMAGNE (REPUBLIQUE FEDERALE D')/GERMANY (FEDERAL REPUBLIC OF)

Dirk BROUËR, Referatsleiter Patentrecht, Bundesministerium der Justiz, Bonn

Wolfgang BURR, Ministerialrat, Bundesministerium für Ernährung, Landwirtschaft und Forsten, Bonn

Elmar HEINEN, Ministerialrat, Bundesministerium für Ernährung, Landwirtschaft und Forsten, Bonn

Frank-Peter GOEBEL, Leitender Regierungsdirektor, Deutsches Patentamt, München

Henning KUNHARDT, Abteilungsleiter, Bundessortenamt, Hannover

Walter RUTZ, Referatsleiter, Bundessortenamt, Hannover

Sigmund J. HUBER, Regierungsrat, Deutsches Patentamt, München

ARGENTINE/ARGENTINA

Hector A. ORDONEZ, Adviser, Secretariat for Agriculture, Livestock and Fisheries, Buenos Aires

Antonio G. TROMBETTA, Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

AUSTRALIE/AUSTRALIA

Ronald Alfred WALKER, Ambassador, Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

Murray HADDRICK, Deputy Commissioner of Patents, Patent, Trade Marks and Designs Office, Woden, A.C.T.

Benjamin Joseph LOUDON, Registrar, Plant Variety Rights, Plant Variety Rights Office, Department of Primary Industries and Energy, Canberra

Noel Joseph BYRNE, University Professor, Queen Mary College, Faculty of Law, University of London, London

John HANNOUSH, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

AUTRICHE/AUSTRIA

Karl WOLF, Diplom-Ingenieur, Österreichisches Patentamt, Wien

BANGLADESH

Mohammed Ishaq TALUKDAR, Minister (Economic Affairs), Permanent Mission, Geneva

BELGIQUE/BELGIUM

Walter J.G. VAN ORMELINGEN, Ingénieur agronome, Ministère de l'agriculture, Bruxelles

Dominique VANDERGHEYNST, Conseiller adjoint, Office de la propriété industrielle, Bruxelles

BRESIL/BRAZIL

Norman NEUMAIER, Technical Head, EMBRAPA - CNPSO, Londrina, PR

Paulo Roberto de ALMEIDA, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

CANADA

James BUCHANAN, Policy Analyst, Department of Consumer and Corporate Affairs, Ottawa

Effat MAHER (Mrs.), Section Head, Patent Office, Department of Consumer and Corporate Affairs, Hull

Valerie SISSON (Ms.), Examiner, Plant Breeders' Rights, Agriculture Canada, Ottawa

CHILI/CHILE

Yerko SIMUNOVIC, Lawyer, Agriculture and Livestock Service of Chile, Santiago de Chile

Pablo ROMERO, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

DANEMARK/DENMARK

Flemming ESPENHAIN, Chairman, Plant Novelty Board, Plant Directorate, Lyngby

Niels RAVN, Deputy Director General, Danish Patent Office, Taastrup

Pernille THORSBOE (Mrs.), Head of Division, Danish Patent Office, Taastrup

EGYPTE/EGYPT

Tahany Mohamed Ebrahim OSMAN (Mrs.), Director, Technical Information Department, Patent Office, Academy of Scientific Research and Technology, Cairo

ESPAGNE/SPAIN

Alberto CASADO CERVINO, Director, Department of Studies and International Relations, Registry of Industrial Property, Madrid

Ricardo LOPEZ DE HARO Y WOOD, Technical Director, Certification and Registration of Plant Varieties, INSPV, Madrid

Juan Manuel GONZALEZ DE LINARES, Counsellor, Permanent Mission, Geneva

José Ramón PRIETO, Counsellor (Agricultural Affairs), Permanent Mission, Geneva

Jesús GOMEZ MONTERO, Technical Counsellor, Department of Studies and International Relations, Registry of Industrial Property, Madrid

Manuel ILLESCAS, Senior Technical Examiner, Registry of Industrial Property, Madrid

Isabel SERINA (Mrs.), Senior Technical Examiner, Registry of Industrial Property, Madrid

ETATS-UNIS D'AMERIQUE/UNITED STATES OF AMERICA

H. Dieter HOINKES, Senior Counsel, U.S. Patent and Trademark Office, Washington, D.C.

Charles E. VAN HORN, Special Assistant to the Assistant Commissioner for Patents, U.S. Patent and Trademark Office, Washington, D.C.

James H. ELGIN Jr., National Program Leader, Forage Crops, U.S. Department of Agriculture, Agricultural Research Service, Beltsville

William T. SCHAPAUGH, Executive Vice President, American Seed Trade Association, Washington D.C.

Dale L. PORTER, Attorney, Des Moines, Iowa

David R. PATTERSON, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

FINLANDE/FINLAND

Hely Irmeli LOMMI (Mrs.), Head of Division, National Board of Patents and Registration, Helsinki

Eija NUORLAHTI-SOLARMO (Mrs.), Head, Legal Division, National Board of Patents and Registration, Helsinki

Arto VUORI, Adviser, Ministry of Agriculture and Forestry, Helsinki

FRANCE

Dolly DARMON (Mme), Chef de division, Institut national de la propriété industrielle (INPI), Paris

- - - - -

Jean-François PRÉVEL, Directeur, Bureau de la sélection végétale et des semences, Ministère de l'agriculture et de la forêt, Paris

François GOUGÉ, Conseiller à la Cour d'Appel, Président du Comité de la protection des obtentions végétales, Ministère de l'agriculture, Paris

Nicole BUSTIN (Mlle), Secrétaire général, Comité de la protection des obtentions végétales, Ministère de l'agriculture, Paris

Philippe GUIGNARD, Chargé de mission pour les biotechnologies, Ministère de l'agriculture et de la forêt, Paris

Pierre-Benoît JOLY, Chargé de recherche, Institut national de la recherche agronomique, Grenoble

GRECE/GREECE

Kostas ABATZIS, Director, Patents and Utility Models Section, Member of the Administrative Council, Industrial Property Organization (OBI), Athens

GUATEMALA

Francisco J. OLIVET TORRES, Deputy Director General, Institute for Science and Agricultural Technology (ICTA), Guatemala

HONGRIE/HUNGARY

Jenő BOBROVSZKY, Head, Legal and International Department, National Office of Inventions, Budapest

IRLANDE/IRELAND

Ignatius BYRNE, Agricultural Inspector, Department of Agriculture and Food, Dublin

Brian O'FARRELL, Principal Examiner of Patents, Patents Office, Dublin

Enda P. FOLEY, Senior Examiner, Patents Office, Dublin

ITALIE/ITALY

Giovanna MORELLI GRADI (Mme), Chef de division, Office central des brevets, Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, Rome

Pasquale IANNANTUONO, Conseiller juridique auprès du Bureau du délégué aux accords de propriété intellectuelle, Ministère des affaires étrangères, Rome

JAPON/JAPAN

Nobuo SASAKI, Director, Examination Standard Office, Japanese Patent Office, Tokyo

Satoru MIYATA, Assistant Director, Seeds and Seedlings Division, Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries, Tokyo

Kunio NAITO, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

Shigeo TAKAKURA, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

NORVEGE/NORWAY

Per T. LOSSIUS, Assistant Director General, Norwegian Patent Office, Oslo

Leif Robert HANSEN, Assistant Director, The National Agricultural Inspection Service, As

NOUVELLE-ZELANDE/NEW ZEALAND

Frank William WHITMORE, Commissioner of Plant Variety Rights, Plant Variety Rights Office, Lincoln

PAYS-BAS/NETHERLANDS

Johannes C.H. PERIZONIUS, Vice-President, Patent Office, Rijswijk

Wilhelmus F.S. DUFFHUES, Director, Forestry and Landscaping, Ministry of Agriculture and Fisheries, Utrecht

Barteld Pieter KIEWIET, President, Board for Plant Breeders' Rights, Wageningen

Yvonne E.T.M. GERNER (Mrs.), Legal Adviser, Ministry of Agriculture and Fisheries, The Hague

A.G.W.J. VERSCHURE, Legal Adviser, Ministry of Economic Affairs, The Hague

PORTUGAL

Isabel AFONSO (Mme), Chef de la division des brevets, Institut national de la propriété industrielle, Lisbonne

REPUBLIQUE DE COREE/REPUBLIC OF KOREA

Joon-Kyu KIM, Attaché (Intellectual Property), Permanent Mission, Geneva

Sung Woo LEE, Examiner, Korea Industrial Property Office, Seoul

Jin-Young YOON, Plant Breeder, Member of Study Team of Plant Variety Rights, Horticultural Experiment Station, Suweon

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE/GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC

Kay WENDLER, Attaché, Permanent Mission, Geneva

ROYAUME-UNI/UNITED KINGDOM

Alec SUGDEN, Superintending Examiner, Patent Office, London

John ARDLEY, Deputy Controller, Plant Variety Rights Office, Cambridge

Sean DENNEHEY, Senior Patent Examiner, Patent Office, London

SENEGAL

Galo DIOP, Secrétaire d'Ambassade, Mission permanente, Genève

SUEDE/SWEDEN

Karl Olov ÖSTER, Permanent Under-Secretary, Ministry of Agriculture,  
President, National Plant Variety Board, Stockholm

Fredrik VON ARNOLD, Legal Adviser, Ministry of Justice, Stockholm

Lennart KÄHRE, Vice Chairman, Plant Variety Board, Department of Crop  
Production Science, Swedish University of Agricultural Sciences, Uppsala

Ragnhild WALLIS (Mrs.), Head of Division, Royal Patent and Registration  
Office, Stockholm

SUISSE/SWITZERLAND

Peter MESSERLI, Chef des Rechtsdienstes I, Bundesamt für geistiges Eigentum,  
Bern

Maria JENNI (Frau), Leiterin des Büros für Sortenschutz, Bundesamt für  
Landwirtschaft, Bern

Bruno LUTHI, Abteilungschef, Prüfungsabteilung Chemie, Bundesamt für geistiges  
Eigentum, Bern

Marcel INGOLD, Adjoint de direction, Station de recherches agronomiques de  
Changins, Nyon

Hans SPILLMANN, Wissenschaftlicher Adjunkt, Bundesamt für Landwirtschaft, Bern

TCHECOSLOVAQUIE/CZECHOSLOVAKIA

Milena SLADKOVA (Mrs.), Expert, External Relations Department, Federal Office  
for Inventions, Prague

Jana KUBESOVA (Mrs.), Examiner, Federal Office for Inventions, Prague



TUNISIE/TUNISIA

Habib TEBOURBI, Secrétaire des affaires étrangères, Mission permanente, Genève

TURQUIE/TURKEY

Akin ALGAN, Conseiller, Mission permanente, Genève

UNION SOVIETIQUE/SOVIET UNION

Vladimir SHITIKOV, Deputy Chief, Industrial Property Department, State Committee for Inventions and Discoveries, Moscow

URUGUAY

Ricardo GONZALEZ-ARENAS, Deuxième Secrétaire, Mission permanente, Genève

VENEZUELA

Lourdes MOLINOS (Mrs.), Counsellor, Permanent Mission, Geneva

VIET NAM

NGO DINH KHA, Deuxième Secrétaire, Mission permanente, Genève

II. ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES/  
INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS

ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE-ECHANGE (AELE)/EUROPEAN FREE TRADE ASSOCIATION (EFTA)

Raimo J. LUOMA, Officer, European Free Trade Association, Geneva

ASSOCIATION INTERNATIONALE D'ESSAIS DE SEMENCES (ISTA)/INTERNATIONAL SEED TESTING ASSOCIATION (ISTA)

Hans Ulrich SCHWARZENBACH, Executive Officer, International Seed Testing Association, Zurich

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES (CCE)/COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES (CEC)

Dieter M.R. OBST, Administrateur principal, Direction générale de l'agriculture, Commission des Communautés européennes, Bruxelles

Sandra KEEGAN (Mme), Administrateur, Direction générale du marché intérieur et des affaires industrielles, Commission des Communautés européennes, Bruxelles

Albert A.J. SAINT-RÉMY, Administrateur, Direction générale de la science, de la recherche et du développement, Commission des Communautés européennes, Bruxelles

Stephen R. CRESPI, Expert à la Direction générale du marché intérieur et des affaires industrielles, Commission des Communautés européennes, Bruxelles

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE)/  
ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT (OECD)

Jean-Marie DEBOIS, Principal Administrator, Directorate for Food, Agriculture and Fisheries, Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris

ORGANISATION EUROPEENNE DES BREVETS (OEB)/EUROPEAN PATENT ORGANISATION (EPO)

Rudolf TESCHEMACHER, Directeur, Division du droit des brevets, Office européen des brevets, Munich

Larissa GRUSZOW (Mme), Administrateur principal, Division des affaires internationales juridiques et administratives, Office européen des brevets, Munich

Christian GUGERELL, Examineur principal, Direction Générale 2, Office européen des brevets, Munich

III. ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON GOUVERNEMENTALES/  
INTERNATIONAL NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS

Association asiatique d'experts juridiques en brevets (APAA)/Asian Patent Attorneys Association (APAA): Yoshiro HASHIMOTO (Chairman, Biotechnology Study Group, APAA Japan Group)

Association des obtenteurs de variétés végétales de la Communauté économique européenne (COMASSO)/Association of Plant Breeders of the European Economic Community (COMASSO): Joachim WINTER (Secretary General); Donald Gordon McNEIL; Gérard J. URSELMANN; Martin KAMPS; Jan A.J.M. GEERTMAN; Pedro DE WENETZ

Association internationale des producteurs de l'horticulture (AIPH)/International Association of Horticultural Producers (AIPH):  
Otto KOCH (Vice-President)

Association internationale pour la protection de la propriété industrielle (AIPPI)/International Association for the Protection of Industrial Property (AIPPI): Joseph STRAUS; Eva PARRAGH (Mrs.)

Association internationale pour la promotion de l'enseignement et de la recherche en propriété intellectuelle (ATRIP)/International Association for the Advancement of Teaching and Research in Intellectual Property (ATRIP): François DESSEMONTET (Vice-President); Joseph STRAUS (Member, Executive Committee; Treasurer)

Association internationale des sélectionneurs pour la protection des obtentions végétales (ASSINSEL)/International Association of Plant Breeders for the Protection of Plant Varieties (ASSINSEL): T. Martin CLUCAS (President); David CURTIS (Vice-President); Richard C.F. MACER; Jean DONNENWIRTH; Evert JOHANSSON; Douglas GUNARY; Peter LANGE; Bernard LE BUANEC; Jaap VAN DE LINDE; Aad VAN ELSEN; Jasper E. VELDHUYZEN VAN ZANTEN; Martine MARCHAND (Mrs.)

Association de propriété industrielle du Pacifique (PIPA)/Pacific Industrial Property Association (PIPA): Koichi ONO; Seiji ABE

Chambre de commerce internationale (CCI)/International Chamber of Commerce (ICC): Timothy Wace ROBERTS; Walter SMOLDERS

Comité général de la coopération agricole de la Communauté économique européenne (COGECA)/General Committee for Agricultural Cooperation in the European Economic Community (COGECA): Françoise COMTE (Mlle); Christiane BEHAGHEL (Mme)

Comité des instituts nationaux d'agents de brevets (CNIPA)/Committee of National Institutes of Patent Agents (CNIPA): Richard Simon BASSETT; Michael Peter JACKSON; David Gardner BANNERMAN

Comité des organisations professionnelles agricoles de la Communauté économique européenne (COPA)/Committee of Agricultural Organizations in the European Economic Community (COPA): Françoise COMTE (Mlle); Christiane BEHAGHEL (Mme)

Communauté internationale des obtenteurs de plantes ornementales et fruitières de reproduction asexuée (CIOPORA)/International Community of Breeders of Asexually Reproduced Ornamental and Fruit-Tree Varieties (CIOPORA): René ROYON (Secrétaire général); Pierre TRIOREAU

Conseil européen des fédérations de l'industrie chimique (CEFIC)/European Council of Chemical Manufacturers' Federations (CEFIC): Karl F. GROSS

Fédération européenne des associations de l'industrie pharmaceutique (EFPIA)/European Federation of Pharmaceutical Industries' Associations (EFPIA):  
Ivan HJERTMAN

Fédération européenne des mandataires de l'industrie en propriété industrielle (FEMIPI)/European Federation of Agents of Industry in Industrial Property (FEMIPI): George BROCK-NANNESTAD

Fédération internationale du commerce des semences (FIS)/International Federation of the Seed Trade (FIS): Michel BESSON (Secretary General);  
Alexander J. MENAMKAT (Assistant Secretary General); Heisan H. KOSHIBE

Fédération internationale des conseils en propriété industrielle (FICPI)/International Federation of Industrial Property Attorneys (FICPI):  
David Gardner BANNERMAN (Special Reporter, Biotechnology); Ernest GUTMANN

Fédération internationale des producteurs de l'agriculture (FIPA)/International Federation of Agricultural Producers (IFAP):  
Françoise COMTE (Mlle); Christiane BEHAGHEL (Mme)

Groupement international des associations nationales de fabricants de produits agrochimiques (GIFAP)/International Group of National Associations of Agrochemical Manufacturers (GIFAP): Bernhard M. ROTH (Chairman, Working Group on Patents); Robert W. BLACK; Günter SCHUMACHER

Industrial Biotechnology Association (IBA): Michael ROTH; Dennis R. HOERNER

Institut des mandataires agréés près l'Office européen des brevets (EPI)/Institute of Professional Representatives before the European Patent Office (EPI): Arthur V. HUYGENS (Chairman, Committee on Biotechnological Inventions); Carl ENGHOLM

Institut Max Planck de droit étranger et international en matière de brevets, de droit d'auteur et de concurrence (MPI)/Max Planck Institute for Foreign and International Patent, Copyright and Competition Law (MPI): Rainer MOUFANG (Research Associate)

Japan Patent Association (JPA): Kiyoshi YAMASHITA (Assistant Chairman, Biotechnology Committee)

Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe (UNICE)/Union of Industrial and Employers' Confederations of Europe (UNICE):  
François CHRETIEN; Giorgio ORLANDO; Alan LAIRD

IV. BUREAU/OFFICERS

Présidents/Chairmen: Wilhelmus F.S. DUFFHUES (Pays-Bas/Netherlands)  
Alec SUGDEN (Royaume-Uni/United Kingdom)

Secrétaires/Secretaries: Ludwig BAEUMER (OMPI/WIPO)  
André HEITZ (UPOV)

V. BUREAU INTERNATIONAL DE L'ORGANISATION MONDIALE  
DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (OMPI)/  
INTERNATIONAL BUREAU  
OF THE WORLD INTELLECTUAL PROPERTY ORGANIZATION (WIPO)

Arpad BOGSCH, Directeur général/Director General

Alfons SCHÄFERS, Vice-directeur général/Deputy Director General

Divisions de la propriété industrielle/Industrial Property Divisions:  
Ludwig BAEUMER (Directeur/Director); Alfredo ILARDI; Octavio ESPINOSA;  
Bernard IBOS; Richard WILDER; Serguei ZOTINE

VI. BUREAU DE L'UPOV/OFFICE OF UPOV

Arpad BOGSCH, Secrétaire général/Secretary-General

Barry GREENGRASS, Secrétaire général adjoint/Vice Secretary-General

André HEITZ; Max-Heinrich THIELE-WITTIG; Yasuhiro HAYAKAWA

[End of document/Fin du document]